



N°85F0015XIF au catalogue

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2003-2004



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique, numéro de télécopieur (1-613-951-6615), numéro sans frais (1-800-387-2231), Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 85F0015XIF au catalogue est publié annuellement sous format électronique au prix de 31 \$CAN. Pour s'abonner, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Centre canadien de la statistique juridique

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2003-2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2005

N° 85F0015XIF au catalogue

Périodicité : annuelle

ISSN 1705-7388

Ottawa

This publication is available in English upon request.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- ^P provisoire
- ^r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- ^E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Le signe suivant est aussi utilisé dans la présente publication :

- ^e estimé

Table des matières

	Page
Liste de tableaux	4
Faits saillants	5
Introduction	6
Aperçu de l'aide juridique au Canada	6
Systèmes de prestation de services d'aide juridique	6
Services d'aide juridique	7
<i>Affaires criminelles</i>	7
<i>Affaires civiles</i>	7
<i>Autres services</i>	8
Détermination de l'admissibilité	8
Coût de l'aide juridique fournie	8
Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique	8
Recettes des régimes d'aide juridique	8
<i>Contributions des gouvernements</i>	9
<i>Contributions fédérales à l'aide juridique</i>	9
<i>Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique</i>	10
<i>Contributions de clients et recouvrements de coûts</i>	11
<i>Contributions de juristes</i>	11
<i>Autres sources de recettes</i>	11
Dépenses des régimes d'aide juridique	12
<i>Dépenses engagées pour les affaires civiles et criminelles</i>	13
Demandes d'aide juridique	13
<i>Demandes d'aide juridique approuvées</i>	15
<i>Genres d'affaires d'aide juridique qui ont été approuvés</i>	15
<i>Demandes d'aide juridique rejetées</i>	16
Services d'avocats nommés d'office en matière d'aide juridique	17
Services d'aide juridique relatifs à des appels	17
Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique	17
Personnel	18
Méthodes	19
Glossaire	20
Tableaux de données	25

Liste de tableaux

	Page
Tableau 1 : Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette dollars courants et dollars constants	25
Tableau 2 : Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants	29
Tableau 3 : Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	31
Tableau 4 : Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	33
Tableau 5 : Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense	35
Tableau 6 : Dépenses engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs	37
Tableau 7 : Dépenses engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire	39
Tableau 8 : Dépenses engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle	41
Tableau 9 : Dépenses engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile	43
Tableau 10 : Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire	45
Tableau 11 : Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile	47
Tableau 12 : Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire	49
Tableau 13 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire	51
Tableau 14 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle	53
Tableau 15 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile	55
Tableau 16 : Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires	57
Tableau 17 : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet	59
Tableau 18a : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles	61
Tableau 18b : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles	63
Tableau 19 : Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars	65
Tableau 20 : Prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés et de pratique privée	67
Tableau 21 : Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire	69
Tableau 22 : Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile	71
Tableau 23 : Demandes d'aide juridiques approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles	73
Tableau 24 : Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité	75
Tableau 25 : Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité	77
Tableau 26 : Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires, 1999 à 2003	79
Tableau 27 : Indice des prix à la consommation (IPC), Canada, provinces et territoires	80

Faits saillants

- En 2003-2004, les contributions globales des gouvernements aux régimes d'aide juridique se sont chiffrées à 541 millions de dollars. Après correction pour l'inflation, ces contributions étaient à peu près inchangées par rapport à l'année précédente. Les contributions gouvernementales représentaient 90 % du total des recettes des régimes d'aide juridique. Le reste provenait de contributions de clients et de recouvrements de coûts (4 %), de contributions d'avocats (1 %) et d'autres sources (6 %), comme les ventes liées à la recherche et les revenus en intérêts.
- À l'échelon national, les dépenses totales au chapitre de l'aide juridique se sont élevées à 603 millions de dollars en 2003-2004, c'est-à-dire plus ou moins la même chose que l'année précédente lorsqu'on tient compte de l'inflation.
- En 2003-2004, 514 millions de dollars ont été consacrés à l'échelle nationale aux services juridiques directs, ce qui correspond à 85 % des dépenses totales pour l'année. Le reste (15 %) a été attribué aux dépenses administratives centrales et à d'autres dépenses, notamment à des projets externes, à des travaux de recherche juridique, à de l'information juridique à l'intention du public et à des subventions à d'autres organismes.
- Un peu plus de la moitié (52 %) des 514 millions de dollars affectés aux services juridiques directs ont été consacrés aux affaires civiles, le reste allant aux affaires criminelles.
- En 2003-2004, les régimes d'aide juridique au Canada ont reçu un peu plus 773 000 demandes d'aide juridique. Le nombre total de demandes comprend à la fois les demandes de services sommaires (conseils juridiques, information ou tout autre type de service juridique minimal) et les demandes de services complets (certificat d'aide juridique ou autre autorisation donnant droit à des services juridiques).
- En 2003-2004, environ 471 000 demandes de services d'aide juridique complets ont été approuvées au Canada, soit 5 % de moins que l'année précédente.
- Dans tout le Canada, 12 899 avocats, de pratique privée ou des régimes d'aide juridique, ont fourni des services d'aide juridique en 2003-2004. Ce nombre est en hausse de 14 % par rapport à l'année précédente.
- En 2003-2004, l'effectif des bureaux d'aide juridique au Canada est demeuré relativement stable (3 105 employés). Les avocats représentaient 36 % de l'effectif total des régimes d'aide juridique.

Introduction

Au Canada, l'accès à la justice est une question qui préoccupe les gouvernements, les décideurs, les spécialistes du droit et la population. L'accès aux services juridiques est un aspect de l'accessibilité, car ce ne sont pas tous les Canadiens qui peuvent se permettre les services d'un avocat. Toutes les provinces et les trois territoires se sont dotés d'un régime d'aide juridique pour venir en aide aux Canadiens à plus faible revenu ayant besoin des services d'un avocat.

L'information dans le présent rapport porte sur le fonctionnement des 13 régimes d'aide juridique au Canada. Le rapport fournit des renseignements sur les systèmes de prestation de services d'aide juridique, sur les recettes, les dépenses et le personnel des régimes d'aide juridique, ainsi que sur les demandes d'aide juridique. On y a inclus un glossaire qui présente des détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique figurant dans le rapport.

Le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables des questions relatives à la prestation des services d'aide juridique. Le gouvernement fédéral a une responsabilité partagée à l'égard de l'aide juridique criminelle et civile qui découle de son autorité constitutionnelle en matière de droit criminel et en matière civile, incluant les affaires de divorce et le processus de reconnaissance du statut de réfugié. Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables des questions liées à l'administration de la justice, qui comprennent l'aide juridique en matière criminelle et civile.

Étant donné que l'administration de la justice est une responsabilité des provinces et des territoires, la structure organisationnelle, les critères d'admissibilité et le fonctionnement des régimes diffèrent d'un secteur de compétence à l'autre¹. Par conséquent, les 13 régimes d'aide juridique ne fournissent pas tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. En raison de ces différences fondamentales et des limites inhérentes aux données, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on fait des comparaisons entre secteurs de compétence ou lorsqu'on examine le portrait national de l'aide juridique au Canada.

La plupart de l'information publiée dans le présent rapport est tirée de l'Enquête sur l'aide juridique, que mène chaque année le Centre canadien de la statistique juridique. Certaines données, notamment celles sur les contributions des gouvernements aux régimes d'aide juridique, proviennent d'autres sources (voir la section Méthodes pour de plus amples détails).

Aperçu de l'aide juridique au Canada

Systèmes de prestation de services d'aide juridique

Le Canada assure des services d'aide juridique au moyen de régimes d'aide juridique distincts mis en place dans chacune des provinces et dans les territoires. Même si chaque gouvernement provincial ou territorial a conçu son propre système d'aide juridique, trois modèles généraux ont été adoptés pour la prestation des services d'aide juridique : le système d'assistance judiciaire, le système faisant appel à des avocats salariés et le système mixte.

Le **système d'assistance judiciaire**, qui est fondé sur la rémunération à l'acte, fait appel à des avocats de pratique privée qui font payer leurs services par le régime d'aide juridique. Le client peut se faire représenter par n'importe quel avocat disposé à accepter sa cause. L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique sont les seules provinces dotées d'un système d'assistance judiciaire².

1. Pour obtenir des renseignements précis au sujet de l'administration de l'aide juridique dans chaque province et territoire, voir Statistique Canada, mars 2001, *L'aide juridique au Canada : Une description des opérations*, produit n° 85-217 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique.
2. Même si Aide juridique Ontario, la Legal Aid Society of Alberta et la Legal Services Society de la Colombie-Britannique estiment avoir un modèle de service mixte, dans le présent rapport, les régimes de ces trois provinces sont considérés comme des systèmes avant tout d'assistance judiciaire, étant donné qu'une très forte proportion des dépenses juridiques directes sont consacrées à la prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée. Les cliniques juridiques communautaires de l'Ontario, qui sont administrées par des employés, viennent compléter le système d'assistance judiciaire dans des domaines comme le logement, l'aide sociale, les pensions, l'indemnisation des travailleurs, l'assurance-emploi, l'immigration et les droits à l'emploi.

En vertu du **système faisant appel à des avocats salariés**, des avocats sont directement embauchés pour fournir les services d'aide juridique. Terre-Neuve-et-Labrador³, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et le Yukon ont adopté ce type de système. Même dans ce genre de système, il arrive qu'on ait recours à des avocats de pratique privée lorsque les circonstances le justifient, par exemple lorsqu'il y a conflit d'intérêts ou lorsqu'un avocat salarié n'est pas disponible.

Le **système mixte** est une combinaison du système d'assistance judiciaire et du système faisant appel à des avocats salariés pour ce qui est de la prestation de services juridiques. Les autres secteurs de compétence (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut) ont adopté un système mixte. Dans la plupart de ces secteurs, le client a le droit de choisir entre un avocat salarié et un avocat de pratique privée à partir d'une liste d'avocats qui offrent des services d'aide juridique.

Services d'aide juridique

Les régimes d'aide juridique offrent une variété de services : représentation par un avocat, conseils, renvois et information. En règle générale, l'aide offerte s'applique tant aux affaires criminelles qu'aux affaires civiles; toutefois, le champ d'application des divers régimes d'aide juridique varie selon la province et le territoire.

Affaires criminelles

Le gouvernement fédéral contribue au financement de l'aide juridique en matière criminelle grâce à diverses ententes de partage des coûts avec les provinces et les territoires. Par conséquent, le champ d'application des affaires criminelles par les régimes d'aide juridique est déterminé dans une certaine mesure par les modalités de ces ententes. Par exemple, ces ententes énoncent les normes minimales qui s'appliquent à cet égard dans l'ensemble du Canada.

Dans la plupart des secteurs de compétence, les personnes accusées d'une infraction criminelle sont admissibles à l'aide juridique⁴. En règle générale, l'aide accordée aux auteurs d'infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité⁵ se limite aux causes où il y a probabilité d'emprisonnement ou risque de perte des moyens de subsistance. En Ontario et en Colombie-Britannique, toutefois, les personnes accusées d'une infraction criminelle ou d'une infraction punissable par procédure sommaire ne sont admissibles que si elles risquent l'emprisonnement⁶. Les régimes d'aide juridique prennent normalement les circonstances spéciales en considération. Par exemple, la Colombie-Britannique étudie les causes où l'accusé risque d'être expulsé ou de perdre ses moyens de subsistance, en cas de condamnation, alors que l'Alberta considère les causes dans lesquelles il y a des circonstances spéciales, comme des problèmes linguistiques ou de santé mentale.

Les provinces et les territoires assument une partie des dépenses de l'aide juridique et sont responsables du fonctionnement de leur propre régime. Par conséquent, c'est à eux qu'il incombe de décider du genre d'affaires qui seront admissibles en sus des normes minimales d'applicabilité. Ce sont eux également qui déterminent les critères d'admissibilité et le mode de prestation de services.

Affaires civiles

Les affaires civiles entrent dans le champ d'application de l'aide juridique partout au Canada. Au Manitoba, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick, seules les affaires civiles relevant du droit de la famille sont acceptées. Les affaires touchant la famille représentent également une part importante du nombre d'affaires civiles prises en charge par les régimes d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. D'autres secteurs de compétence étendent l'applicabilité à une gamme d'affaires civiles plus vaste (conflits entre propriétaire et locataire, protection du consommateur, actions concernant des biens, aide sociale). Dans plusieurs secteurs de compétence, les cas de revendication du statut de réfugié et les affaires touchant les diverses lois provinciales ou territoriales sur la santé mentale sont également acceptées par les régimes d'aide juridique⁷.

3. *Même si la Legal Aid Commission de Terre-Neuve-et-Labrador estime avoir un système mixte, dans le présent rapport, le régime de cette province est classé parmi les systèmes faisant plutôt appel à des avocats salariés, étant donné qu'une forte proportion des dépenses juridiques directes sont consacrées à la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés.*
4. *Les infractions criminelles sont plus graves et sont pour la plupart passibles d'un emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans. Toutefois, certains actes criminels sont passibles de l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans.*
5. *Les infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité sont les infractions les moins graves prévues au Code criminel. En règle générale, elles sont punissables d'une amende d'au plus 2 000 \$ ou d'un emprisonnement d'une durée maximale de six mois.*
6. *Ceux qui ne sont pas admissibles à la représentation complète par un avocat de l'aide juridique peuvent recevoir une aide par l'entremise d'autres programmes (services d'avocats nommés d'office, cliniques juridiques dotées d'étudiants, cliniques juridiques communautaires, etc.).*
7. *Voir Statistique Canada, mars 2001, L'aide juridique au Canada : Une description des opérations, produit n° 85-217-XDB au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, qui présente une description plus complète du champ d'application du régime d'aide juridique de chaque province ou territoire.*

Autres services

Outre les services offerts dans les affaires criminelles et civiles, les régimes d'aide juridique de nombreux secteurs de compétence participent également à l'établissement, au financement et au maintien de certains services ou programmes spécialisés liés à l'aide juridique. Souvent, ces services ne se limitent pas aux problèmes particuliers des clients, mais s'adressent à l'ensemble de la collectivité à plus faible revenu.

Une grande variété de services peut être offerte : ligne téléphonique sans frais accessible 24 heures sur 24 pour communiquer avec un avocat, programmes de défense des droits, projets d'éducation communautaire et services de recherche juridique. Il y a, par exemple, en Alberta un nouveau programme conjoint qui offre des services d'aide juridique aux membres de la nation Siksika dans les affaires tant civiles que criminelles⁸.

Détermination de l'admissibilité

Même si les critères d'admissibilité à l'aide juridique diffèrent considérablement selon le secteur de compétence, tous les régimes prévoient l'évaluation de la situation financière du demandeur. Souvent, cette évaluation porte sur le revenu, les biens et la taille de la famille du client, autant d'éléments qui sont examinés au regard d'un ensemble de lignes directrices établies par chaque secteur de compétence. Ces lignes directrices sont le plus souvent appliquées avec une certaine souplesse et en tenant compte d'autres facteurs.

En outre, les régimes d'aide juridique prennent normalement en considération le fondement juridique, l'urgence et la nature du service demandé, le coût de la procédure, les chances de succès et les antécédents du client. Les régimes doivent également se demander si toute personne raisonnable devant payer un avocat serait disposée à déboursier l'argent pour faire avancer sa cause.

Coût de l'aide juridique

L'aide juridique n'est pas nécessairement offerte gratuitement. On évalue en fonction de certains critères d'admissibilité la capacité du demandeur de se payer un avocat. À défaut d'être admissible à une assistance juridique gratuite, le demandeur peut devoir rembourser une partie ou la totalité des honoraires d'avocat. Si le bénéficiaire doit assumer une partie du coût des services, l'entente conclue avec le régime précise le montant à payer et les modalités de paiement (pour plus de renseignements, voir la section Contributions des clients et recouvrements de coûts ci-dessous).

En 2003-2004, le Manitoba exigeait des droits de demande non remboursables de 25 \$. Toutefois, beaucoup de personnes n'étaient pas soumises à cette exigence (p. ex. les bénéficiaires d'assistance sociale). Les autres secteurs de compétence n'exigeaient aucun droit de demande en 2003-2004.

Résultats de l'Enquête sur l'aide juridique

Recettes des régimes d'aide juridique

On entend par recettes tous les fonds dont bénéficient les régimes d'aide juridique pour les aider à assurer les services d'aide juridique. Les recettes des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à 604 millions de dollars en 2003-2004. Après correction pour l'inflation, elles se sont établies à 495 millions de dollars (en dollars constants de 1992), ce qui est légèrement plus élevé (1 %⁹) que l'année précédente¹⁰. En dollars constants, les recettes ont augmenté dans huit secteurs de compétence, la plus forte hausse ayant été signalée par la Nouvelle-Écosse (18 %). Les recettes ont chuté en Colombie-Britannique (-9 %), en Alberta (-4 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (-3 %), alors qu'elles sont restées relativement stables au Québec (tableau 1).

On distingue trois grandes sources de financement des régimes d'aide juridique : les contributions des gouvernements, les contributions des clients et les recouvrements de coûts, et les contributions des avocats.

8. Pour plus de renseignements, voir *The Legal Aid Society of Alberta, 2004 Annual Report*.

9. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information en 2002-2003.

10. Pour supprimer les effets de l'inflation et en arriver à des chiffres en dollars constants, on s'est servi de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada (année de base 1992 = 100). Pour le Nunavut, l'année de base de l'IPC est 2002 = 100.

Contributions des gouvernements

Ces contributions¹¹ comprennent les fonds provenant du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux et territoriaux. En 2003-2004, dans l'ensemble, les contributions gouvernementales ont totalisé 541 millions de dollars. En dollars constants de 1992, ces contributions s'élevaient à 444 millions de dollars; elles n'ont donc pas varié depuis l'année précédente¹². La Nouvelle-Écosse a fait état de la plus forte augmentation réelle (18 %) des contributions gouvernementales, tandis que la Colombie-Britannique a signalé le plus fort recul (-10 %) pour la deuxième année de suite (tableau 1).

Les contributions gouvernementales représentaient 90 % du total des recettes des régimes d'aide juridique, une proportion qui est demeurée relativement stable au cours des cinq dernières années. Bien que les fonds octroyés par les gouvernements aient constitué la majeure partie des recettes de tous les régimes d'aide juridique, on a noté certains écarts du pourcentage reçu selon le secteur de compétence. Ainsi, au Nouveau-Brunswick et en Alberta, les fonds octroyés par les gouvernements représentaient respectivement 75 % et 82 % des recettes des régimes d'aide juridique en 2003-2004. Par contraste, les fonds accordés aux régimes de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de la Saskatchewan, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, tant par le gouvernement fédéral que par les gouvernements de ces secteurs de compétence, constituaient au moins 98 % des recettes des régimes (tableau 1)¹³.

Contributions fédérales à l'aide juridique

Il existe des ententes de partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux relativement aux affaires relevant du droit criminel, notamment les procédures d'aide juridique instruites en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Les affaires relevant de lois provinciales, comme les infractions aux lois sur les boissons alcooliques et les infractions aux règlements de la circulation ne peuvent faire l'objet d'un partage des coûts. En 2003-2004, la contribution du ministère de la Justice du Canada à l'aide juridique en matière criminelle s'est élevée à 92 millions de dollars, soit environ 3 \$ par Canadien. Lorsqu'on tient compte de l'inflation, cette contribution est alors 76 millions de dollars, une somme en baisse de 3 % par rapport à l'année précédente (tableau 2).

À l'échelon national, en dollars constants, le financement de l'aide juridique par le gouvernement fédéral a manifesté une tendance à la baisse au cours de la dernière décennie, sauf entre 2000-2001 et 2001-2002, alors qu'une augmentation s'est produite (figure 1). Entre 1993-1994 et 2000-2001, les contributions fédérales annuelles ont diminué progressivement, pour se fixer à un creux de 72 millions de dollars. Le financement a ensuite augmenté de 9 % en 2001-2002, atteignant 78 millions de dollars. À partir de ce point, les contributions fédérales ont fléchi de 3 % au cours des deux dernières années (figure 1).

La diminution de la contribution fédérale en 1995-1996 est attribuable à l'exclusion, pour la première fois, des chiffres de l'aide juridique en matière civile (voir l'encadré 1). Le financement accru signalé en 2001-2002 tient en partie à une entente ponctuelle intervenue entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et

Encadré 1 : Financement de l'aide juridique en matière civile par le gouvernement fédéral

Avant 1995-1996, l'aide juridique en matière civile était financée conjointement par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou territoriaux en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), qu'administrait à l'époque Santé et Bien-être social Canada. Le 1^{er} avril 1996, le RAPC a été remplacé par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), transfert fédéral fait à chaque province et territoire pour aider à financer les soins de santé, l'enseignement postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux. En raison de ce changement, il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis la mise en œuvre du TCSPS et de son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

11. Il se peut que le total des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) ne corresponde pas à l'ensemble des contributions des gouvernements (tableau 1) pour les raisons suivantes : i) les chiffres correspondant aux contributions gouvernementales totales qui figurent au tableau 1 ont été fournis par les régimes d'aide juridique, tandis que les données sur les contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère compétent; ii) la période comptable à laquelle les contributions sont attribuées peut varier selon la méthode de comptabilité appliquée (comptabilité de caisse contre comptabilité d'exercice); iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir présenté au gouvernement fédéral des réclamations pour une période antérieure, qui figurent dans les chiffres des contributions gouvernementales totales.

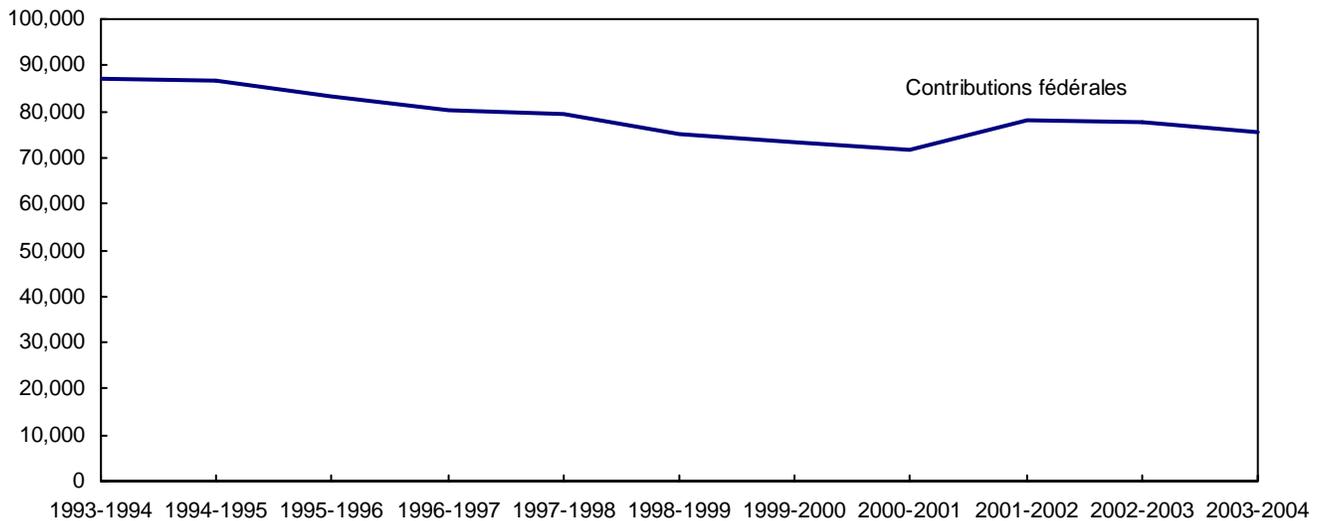
12. Ce chiffre de la variation en pourcentage exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information en 2002-2003.

13. Les recettes totales comprennent les contributions des clients versées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

Figure 1

Contributions fédérales à l'aide juridique au Canada, dollars constants¹, 1993-1994 à 2003-2004

Milliers de \$ (constants)



1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Note : Les chiffres des contributions fédérales antérieurs à 1995-1996 comprennent les contributions fédérales aux services d'aide juridique en matière civile en vertu du Régime d'assistance publique du Canada.

Source : Ministère de la Justice Canada; Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation, produit no 62-001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ministre de l'Industrie.

territoriaux, en vertu de laquelle le gouvernement fédéral a fourni des fonds supplémentaires pour l'aide juridique en matière criminelle afin d'atténuer certaines pressions financières auxquelles étaient en proie les provinces et les territoires.

Contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique

Dans l'ensemble, en 2003-2004, les contributions provinciales et territoriales aux régimes d'aide juridique, à la fois pour les affaires criminelles et les affaires civiles, se sont chiffrées à 419 millions de dollars¹⁴, ce qui équivaut à 13 \$ par habitant. Après correction pour l'inflation, ce chiffre s'est établi à 344 millions de dollars (en dollars constants de 1992) et est légèrement en baisse (-2 %) par rapport à l'année précédente (tableau 3).

Dans les secteurs de compétence, le montant des contributions variait énormément. En dollars constants, les contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux ont le plus augmenté en 2003-2004 à l'Île-du-Prince-Édouard (26 %), au Nouveau-Brunswick (17 %) et en Nouvelle-Écosse (14 %) (tableau 3).

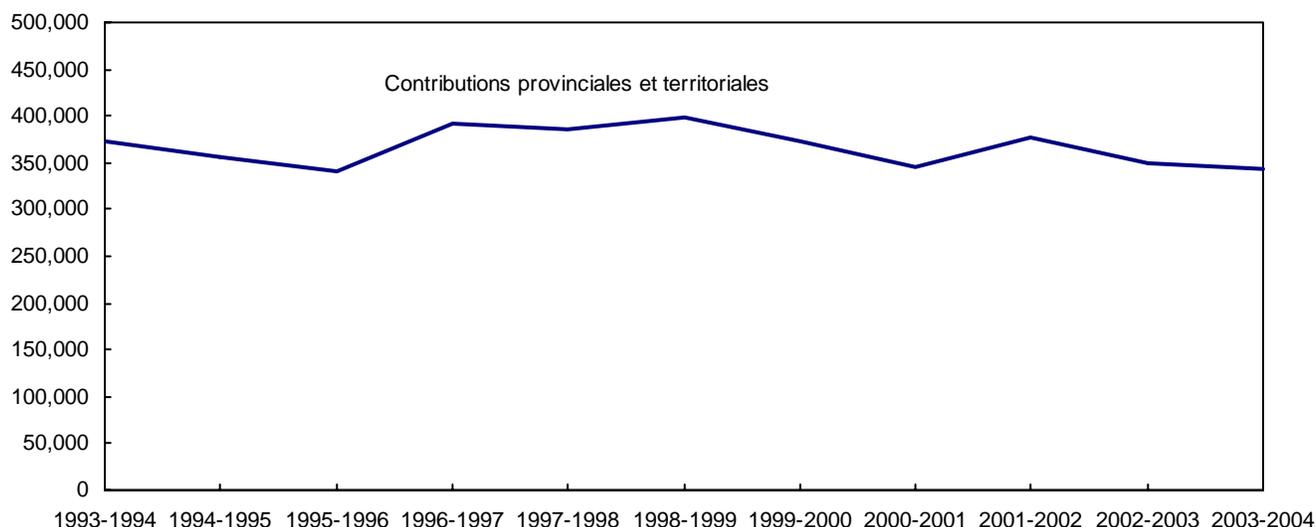
À l'échelon national, le financement des gouvernements provinciaux et territoriaux a fluctué durant la période de 10 ans allant de 1993-1994 à 2003-2004. En dollars constants, les contributions provinciales et territoriales à l'aide juridique pour les affaires criminelles et civiles ont diminué de 1993-1994 à 1995-1996, puis ont considérablement augmenté en 1996-1997, passant à 393 millions de dollars (figure 2). Les contributions se sont plus ou moins stabilisées pendant les deux années suivantes, atteignant un sommet de 399 millions de dollars en 1998-1999. Le financement a ensuite fléchi pendant deux années de suite, avant d'augmenter de 9 % en 2001-2002, pour se situer à 377 millions de dollars. À partir de ce point, les contributions provinciales et territoriales ont chuté de près de 9 % au cours des deux dernières années (figure 2). La hausse des contributions provinciales et territoriales déclarées en 1996-1997 peut être attribuable au remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (voir l'encadré 1).

14. Ce chiffre exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information.

Figure 2

Contributions provinciales et territoriales aux régimes d'aide juridique au Canada, dollars constants¹, 1993-1994 à 2003-2004

Milliers de \$ (constants)



1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Source : Ministères provinciaux et territoriaux de la Justice; Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation, produit no 62-001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ministre de l'Industrie.

Contributions des clients et recouvrements de coûts

Les contributions des clients représentent les sommes reçues des bénéficiaires d'aide juridique, tandis que les recouvrements de coûts désignent les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement. En 2003-2004, les contributions des clients et les recouvrements de coûts se sont chiffrés à 21 millions de dollars (17 millions en dollars constants), ce qui représente 4 % environ du total des recettes des régimes d'aide juridique (tableau 1).

Les contributions des clients et les recouvrements de coûts représentaient, en 2003-2004, une proportion légèrement plus élevée des recettes totales en Alberta (9 %), au Manitoba (7 %) et en Ontario (5 %) (tableau 1).

Contributions des avocats

Les contributions des avocats comprennent toutes les sommes reçues de ces derniers, sauf les intérêts des comptes en fiducie. Pour les cinq dernières années, ces contributions n'ont constitué que 1 % des recettes totales des régimes d'aide juridique. En 2003-2004, cette proportion correspondait à 5 millions de dollars (4 millions en dollars constants) (tableau 1).

En 2003-2004, quatre régimes d'aide juridique ont reçu des contributions des avocats. Celles-ci représentaient 5 % des recettes totales de l'aide juridique en Colombie-Britannique, 4 % de celles-ci au Manitoba et 3 % à Terre-Neuve-et-Labrador et au Nouveau-Brunswick (tableau 1).

Autres sources de recettes

Les autres sources de recettes comprennent les revenus de placements, les recettes tirées de la vente de publications et les subventions fédérales, provinciales et territoriales. En 2003-2004, les recettes provenant d'autres sources ont totalisé près de 37 millions de dollars (ou 30 millions de dollars après correction pour l'inflation), une somme qui correspond à 6 % du total des recettes totales des régimes d'aide juridique. L'Ontario, dont les recettes d'autres sources s'élevaient à 29 millions de dollars (23 millions en dollars constants), formait une importante proportion du total (tableau 1).

En 2003-2004, c'est au Nouveau-Brunswick que ces recettes représentaient le pourcentage le plus élevé (20 %) de l'ensemble des recettes du régime d'aide juridique, alors que la plus faible proportion, soit moins de 1 %, a été déclarée par le régime d'aide juridique du Québec (tableau 1).

Dépenses des régimes d'aide juridique

En 2003-2004, les dépenses des régimes d'aide juridique se sont chiffrées à près de 603 millions de dollars (tableau 4). En dollars constants, ce chiffre est de 493 millions de dollars et est essentiellement le même que l'année précédente¹⁵. De ce total, 85 % ont été alloués aux services juridiques directs, comme les services de conseils juridiques, d'information, de renvoi à d'autres organismes et de représentation (tableau 6). Sont inclus dans cette part les honoraires versés à des avocats de pratique privée (voir l'encadré 2) ainsi que la prestation de services par le personnel des régimes d'aide juridique (tableau 6). Le reste (15 %) des dépenses engagées par les régimes se répartissait entre les dépenses administratives centrales et les autres dépenses (projets externes, travaux de recherche juridique, information juridique à l'intention du public et subventions à d'autres organismes) (tableau 5).

Encadré 2 : Tarifs d'aide juridique¹⁶

Dans tous les secteurs de compétence, on a établi des barèmes tarifaires afin d'indemniser les avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique. On y énonce les normes et les lignes directrices régissant le montant des honoraires à verser aux avocats de pratique privée pour les affaires relevant du droit pénal ou du droit de la famille ainsi que pour les autres causes civiles. Puisque ces barèmes tarifaires sont appliqués par les régimes d'aide juridique lorsqu'ils indemnisent les avocats de pratique privée pour les cas d'aide juridique dont ils sont chargés, ils peuvent avoir une grande incidence sur les sommes consacrées aux services juridiques directs.

Les barèmes tarifaires prévoient des taux horaires (qui s'échelonnent actuellement entre 45 \$ et 102 \$) ou des honoraires forfaitaires (c.-à-d. des frais fixes pour certains types de cas ou de services). Dans plusieurs secteurs de compétence, le tarif payé peut aussi dépendre de l'expérience de l'avocat, du type de cas ou du palier du tribunal qui instruira la cause. Les tarifs comprennent des frais généraux de préparation, qui sont souvent fixés par les secteurs de compétence.

Au cours des 10 dernières années, les dépenses des régimes d'aide juridique ont varié. En dollars constants, après avoir atteint un sommet de 634 millions de dollars en 1994-1995, elles ont diminué de 33 % au cours des trois années suivantes pour revenir au creux de 424 millions de dollars en 1997-1998. Elles ont ensuite augmenté petit à petit, jusqu'à 506 millions de dollars en 2001-2002. (figure 3 et tableau 4).

Dans les provinces et les territoires, les dépenses d'aide juridique par habitant affichent des écarts importants. En 2003-2004, les dépenses relatives à aide juridique se situaient à 19 \$ par habitant à l'échelle nationale (tableau 4). Par comparaison à cette moyenne nationale, les trois territoires ont enregistré des chiffres beaucoup plus élevés, suivis de l'Ontario (24 \$). Le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard ont déclaré les dépenses les moins élevées par habitant, soit 7 \$ (tableau 4). Ces écarts sont attribuables non seulement à la taille du budget, mais aussi à la nature du régime d'aide juridique, notamment au genre de cas pris en charge, à l'admissibilité financière et au mode de prestation des services. Les caractéristiques socioéconomiques de la région et le taux de criminalité sont d'autres éléments qui peuvent intervenir. Les dépenses élevées par habitant dans les territoires pourraient être attribuables en partie aux coûts plus importants de la prestation de services dans ces régions éloignées à faible densité de population. C'est aussi le cas d'autres types de services juridiques, comme les services de police, les tribunaux et les services correctionnels pour adultes¹⁷.

15. Ce chiffre de la variation en pourcentage exclut les données de Terre-Neuve-et-Labrador puisque cette province n'a pu fournir l'information en 2002-2003. Pour produire des chiffres en dollars constants qui tiennent compte de l'inflation, les chiffres ont été convertis à la base 1992 = 100 au moyen de l'Indice des prix à la consommation (IPC) de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base de l'IPC était 2002 = 100.

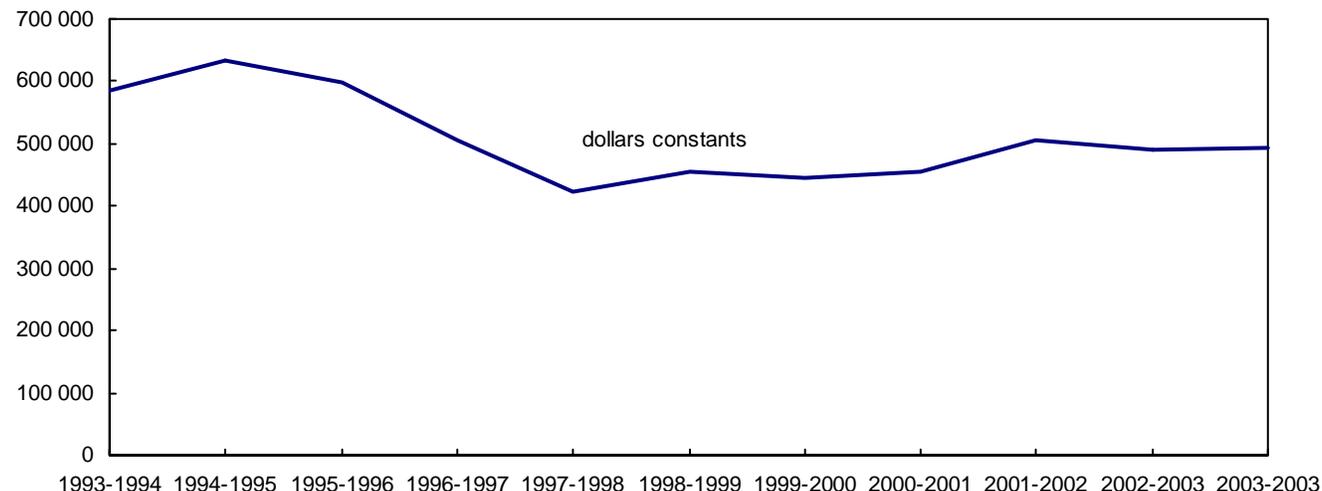
16. Voir Statistique Canada, mars 2001, *L'aide juridique au Canada : Une description des opérations*, produit n° 85-217 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, pour obtenir des renseignements plus détaillés sur les tarifs d'aide juridique dans chaque secteur de compétence.

17. Pour de plus amples renseignements, voir Andrea Taylor-Butts, 2002, « Dépenses de la justice au Canada, 2000-2001 », *Juristat*, n° 85-002 au catalogue de Statistique Canada, vol. 22, n° 11.

Figure 3

Dépenses totales engagées par les régimes d'aide juridique, Canada, dollars constants¹, 1993-1994 à 2003-2004

En milliers de \$ (constants)



1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique et l'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ministre de l'industrie.

Dépenses engagées pour les affaires civiles et criminelles

En 2003-2004, près de 514 millions de dollars ont été consacrés aux services juridiques directs dans tout le pays. Tout juste un peu plus de la moitié (52 %) de cette somme a été affectée à des affaires civiles plutôt que des affaires criminelles (tableau 6)¹⁸.

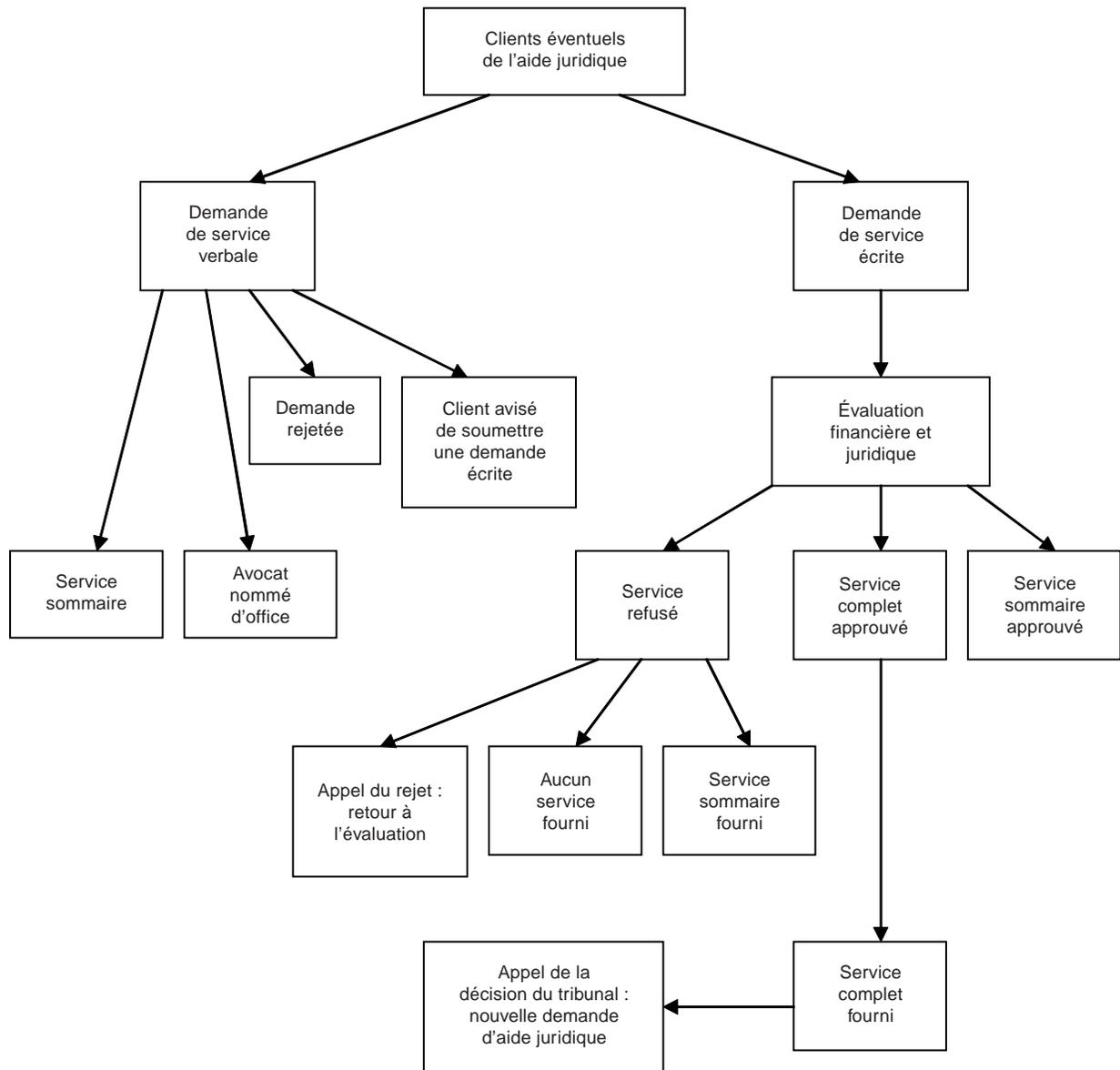
Cependant, la répartition varie selon la province ou le territoire. En 2003-2004, la proportion des dépenses en services juridiques directs engagées pour les affaires civiles n'a été plus grande que la proportion ayant trait aux affaires criminelles qu'au Québec et en Ontario (respectivement, 63 % et 55 %). Par contraste, les services d'aide juridique en matière criminelle représentaient plus des deux tiers des dépenses en services juridiques directs à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, en Saskatchewan, au Yukon et au Nunavut (tableau 6). Ces écarts peuvent s'expliquer dans une certaine mesure par des différences entre le nombre d'affaires criminelles et civiles instruites dans chacun des secteurs de compétence, ainsi qu'aux différentes priorités dans les provinces et les territoires en ce qui a trait à l'applicabilité.

Demandes d'aide juridique

Le nombre de demandes que reçoivent les provinces et territoires donne une indication générale du besoin de services d'aide juridique au Canada. Ce nombre ne correspond pas toutefois à toutes les demandes adressées aux régimes d'aide juridique, étant donné que les demandeurs font l'objet d'une évaluation préalablement au dépôt d'une demande. De plus, le champ d'application et les critères d'admissibilité des régimes évoluent au fil du temps, évolution qui prend souvent la forme de nouvelles restrictions quant aux types de causes qui sont admissibles.

Plusieurs facteurs sont pris en compte dans l'évaluation des demandes d'aide juridique. Les demandeurs doivent démontrer qu'ils répondent à certaines exigences d'admissibilité financière, que l'affaire respecte les critères d'application et, dans certains cas, que leur cause est fondée. Une demande peut être approuvée pour des **services sommaires** ou des **services complets**. Les **services sommaires** comprennent la prestation de conseils juridiques, d'information ou de tout autre type de service juridique minime à une personne au cours d'une interview officielle. Les **services complets**, en revanche, s'entendent d'une aide juridique beaucoup plus étendue. Le bénéficiaire de services complets se voit délivrer un certificat d'aide juridique ou une autre autorisation indiquant qu'il a droit à des services juridiques, qui peut comprendre la représentation par un avocat, en plus de services d'information et de conseils juridiques (figure 4).

18. Cette proportion exclut les données des Territoires du Nord-Ouest.

Figure 4 : Modèle du processus d'aide juridique

En 2003-2004, 773,254 demandes d'aide juridique (services sommaires ou complets) ont été présentées aux divers régimes d'aide juridique au Canada (figure 5 et tableau 10).

Entre 1993-1994 et 1997-1998, le nombre de demandes de services d'aide juridique a progressivement diminué de près de 30 %, chutant de 1,1 million environ à 800 000 en 1997-1998. Divers facteurs propres aux régimes eux-mêmes peuvent avoir contribué au repli, notamment l'application de procédures d'évaluation préliminaire; la modification du champ d'application; l'adoption de critères d'admissibilité plus stricts; le recours accru aux avocats nommés d'office ou aux services gratuits fournis par des avocats de pratique privée. Après cette baisse considérable, le nombre total de demandes d'aide juridique a progressé lentement au cours des quatre années suivantes, avant de tomber en 2002-2003 et une fois encore, en 2003-2004, à un nouveau minimum (figure 5 et tableau 10).

En 2003-2004, le nombre de demandes d'aide juridique a chuté de 21 % en Colombie-Britannique (tableau 10). Ce recul s'explique par une baisse du nombre de demandes relatives aux affaires civiles qui tient, en grande partie, à l'élimination de la représentation par avocat dans les autres affaires civiles, c'est-à-dire celles qui ne relèvent pas du

droit de la famille¹⁹. Au Manitoba, par suite de la réduction de la couverture des affaires civiles, le nombre de demandes d'aide juridique a chuté de 10 %, alors qu'en Ontario, le nombre a fléchi de 6 % (tableau 10). La plus forte augmentation s'est produite au Yukon (17 %) ²⁰.

Dans la plupart des secteurs de compétence la majorité des demandes d'aide juridique reçues en 2003-2004 avaient trait à des affaires criminelles plutôt qu'à des affaires civiles. Ainsi, 85 % des demandes d'aide juridique au Nouveau-Brunswick et 74 % de celles-ci en Saskatchewan concernaient des affaires criminelles. Par contraste, une grande proportion des demandes au Québec avait rapport à des affaires civiles (57 %) (tableau 10). Dans la grande majorité des affaires criminelles, le demandeur était un adulte, tandis que les affaires civiles relevaient plutôt du droit de la famille (tableau 11).

Demandes d'aide juridique approuvées

Contrairement à ce qui est le cas pour le total des demandes ou les demandes refusées, le total des demandes d'aide juridique approuvées ne comprend que les demandes de services complets. De nombreux secteurs de compétence ne peuvent déclarer le nombre de demandes de services sommaires approuvées dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique, et par conséquent, il est impossible de calculer le taux d'approbation pour l'ensemble des demandes d'aide juridique (l'encadré 3).

En 2003-2004, pour la troisième année consécutive, le nombre de demandes de services complets d'aide juridique qui ont été approuvées a diminué de 5 % au Canada; les 471 462 demandes approuvées cette année-là constituent un nouveau creux pour les 10 dernières années (figure 5 et tableau 12).

Encadré 3 : Taux d'approbation des demandes d'aide juridique

Les données de l'Enquête sur l'aide juridique ne permettent pas de calculer le taux d'approbation des demandes d'aide juridique, car le chiffre des demandes approuvées ne comprend pas le nombre de demandes de services sommaires approuvées. Par conséquent, les taux sous-estimeraient l'importance des services juridiques rendus. En outre, les demandes approuvées et refusées sont reportées d'une année à l'autre, et celles dont le traitement est retardé ne peuvent être distinguées des demandes présentées pendant l'exercice financier en cours.

La plupart des secteurs de compétence ont signalé une baisse des demandes approuvées en 2003-2004, le Nouveau-Brunswick (-15 %), l'Île-du-Prince-Édouard (-14 %) et l'Ontario (-12 %) faisant état des plus fortes diminutions. Le Yukon a signalé l'augmentation la plus importante (13 %) du nombre de demandes approuvées (tableau 12)²¹.

Genres d'affaires d'aide juridique qui ont été approuvées

En 2003-2004, les affaires criminelles représentaient plus de la moitié (52 %) des demandes de services complets d'aide juridique qui ont été approuvées, proportion en hausse soutenue depuis les quatre dernières années (tableau 12).

Dans la plupart des secteurs de compétence, la vaste majorité des demandes approuvées avaient trait à des affaires criminelles. Par exemple, en 2003-2004, plus de 80 % des demandes de services complets approuvées au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard concernaient des affaires criminelles. Au Québec, par contre, les affaires civiles représentaient près de 6 demandes approuvées sur 10 (59%). En Ontario, les demandes d'aide juridiques approuvées se sont réparties également entre les affaires civiles et les affaires criminelles (tableau 12).

Les différences entre les secteurs de compétence peuvent être attribuables aux critères d'applicabilité mis en place par chacun des secteurs de compétence pour leur régime d'aide juridique. Ainsi, une plus grande variété d'affaires civiles est acceptée au Québec que dans la plupart des autres secteurs de compétence. Sont prises en charge les causes ayant trait à la sécurité du revenu, à l'assurance automobile, à l'assurance-emploi et à l'indemnisation des travailleurs. Par contre, l'Île-du-Prince-Édouard accepte peu de causes civiles.

19. Les autres affaires civiles comprennent toutes les autres procédures civiles qui ne sont pas de nature familiale, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

20. Le Nunavut a également signalé une forte augmentation du nombre de demandes reçues en 2003-2004. Le nombre de demandes déclaré en 2002-2003 était toutefois artificiellement faible, par suite de problèmes associés à la base de données, qui ont été résolus depuis.

21. Le Nunavut a également signalé une forte augmentation du nombre de demandes approuvées en 2003-2004. Le nombre de demandes approuvées qui a été déclaré en 2002-2003 était toutefois artificiellement faible, par suite de problèmes associés à sa base de données, qui ont été résolus depuis.

Demandes d'aide juridique rejetées

Les régimes d'aide juridique filtrent jusqu'à un certain point les demandes avant qu'elles soient présentées. Ainsi, lorsqu'un client éventuel s'enquiert des services d'aide juridique offerts, il peut constater que l'affaire qui le concerne n'est pas couverte par le régime d'aide juridique et ne pas présenter de demande (figure 4). Les chiffres des demandes rejetées qui sont déclarés dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique ne comprennent pas les refus par suite d'une présélection.

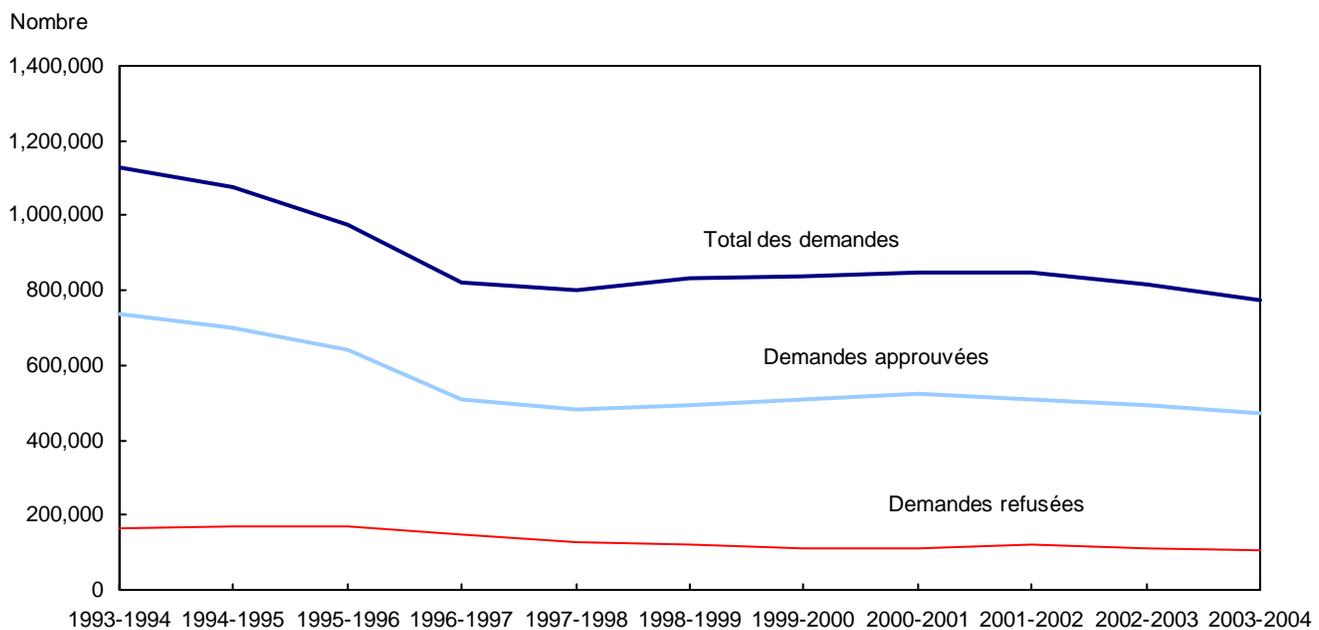
En 2003-2004, le nombre de demandes d'aide juridique rejetées a diminué pour une deuxième année de suite (-2 %); il s'est fixé à 108 004, son point le plus bas en 10 ans (figure 5 et tableau 17)²².

En Ontario, le recul de 10 % des demandes rejetées explique en partie la baisse globale observée depuis 2002-2003. Le nombre de demandes rejetées a aussi fléchi au Nunavut (-35 %), dans les Territoires du Nord-Ouest (-11 %) et en Colombie-Britannique (-5 %) (tableau 17). Le recul des demandes rejetées en Ontario et en Colombie-Britannique correspond à la chute du nombre total de demandes dans ces provinces.

Un grand nombre de secteurs de compétence sont en mesure de signaler les raisons pour lesquelles les demandes d'aide juridique sont rejetées. L'inadmissibilité financière et des motifs liés à l'applicabilité sont les raisons plus souvent invoquées. Ainsi, 1 858 demandes ont été rejetées en Saskatchewan en 2003-2004. De ce nombre, plus des deux tiers (71 %) ont été rejetées en raison d'inadmissibilité financière, 15 % l'ont été pour des motifs liés à l'applicabilité et 8 %, pour mérite insuffisant. De même, au Québec, plus de 6 demandes sur 10 ont été rejetées parce que le demandeur n'était pas admissible du point de vue financier et 20 % l'ont été pour des raisons liées à l'applicabilité. Par comparaison, 60 % des demandes rejetées en Colombie-Britannique en 2003-2004 l'ont été par suite de limitations de la couverture, tandis que le tiers ont été rejetées pour d'autres raisons²³ (tableau 17).

Figure 5

Demandes de services d'aide juridique, approuvées et rejetées, Canada, 1993-1994 à 2003-2004¹



1. La somme des demandes approuvées et rejetées peut ne pas correspondre au total des demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou de rejeter une demande peut ne pas avoir eu lieu au cours de la période où la demande a été déposée. Généralement, la plupart des demandes sont déposées et évaluées au cours de la même période, de sorte que le nombre reporté au prochain exercice financier est relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées ne comprennent que les demandes de services complets, alors que le total des demandes représente la somme des demandes de service, incluant les services complets et sommaires, et les demandes rejetées.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

22. Le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte de l'Île-du-Prince-Édouard, cette province n'étant pas en mesure de déclarer cette information.

23. Les autres raisons pour lesquelles les demandes sont rejetées sont notamment l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.

Services d'avocats nommés d'office en matière d'aide juridique

Outre les services d'aide juridique, la plupart des secteurs de compétence ont un système d'avocats nommés d'office géré par le régime d'aide juridique. Il s'agit de services offerts à titre gracieux à des personnes non représentées par un avocat qui, bien souvent, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les avocats nommés d'office ont pour rôle d'aider leur client à obtenir des services juridiques, de lui donner des conseils ou de le représenter sur-le-champ, ou de lui fournir une assistance immédiate au moment de l'arrestation et de la mise en détention.

Le plus souvent, les avocats nommés d'office ne travaillent pas dans le bureau d'aide juridique. Ils sont plutôt affectés à des tribunaux criminels (tant pour adultes que pour adolescents), à des tribunaux de la famille, à des points d'entrée au Canada, à des établissements psychiatriques ou à d'autres lieux publics²⁴. Leur présence à ces endroits varie selon le secteur de compétence. Dans certains secteurs, les services d'avocats nommés d'office sont offerts par des avocats salariés tandis que dans d'autres, ils sont assurés par des avocats de pratique privée. La prestation de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas le bénéficiaire de présenter ultérieurement une demande d'aide juridique.

À l'Île-du-Prince-Édouard, seules les personnes admissibles à l'aide juridique peuvent bénéficier des services d'un avocat nommé d'office. Par ailleurs, les avocats salariés des régimes d'aide juridique peuvent, au besoin, donner des conseils juridiques et une assistance dans les affaires relevant du droit de la famille ou du droit criminel²⁵.

En 2003-2004, on a dénombré 1 257 745 unités de services d'avocats nommés d'office, un nombre en baisse de 5 % par rapport à l'année précédente (tableau 21)²⁶.

Les services des avocats nommés d'office ont été très importants en Ontario, qui a offert 82 % de tous les services d'avocats nommés d'office signalés (tableau 21). Bien que la grande majorité (75 %) de ces unités de service aient visé des affaires criminelles, le quart avait trait à des affaires civiles. Près de la moitié des affaires civiles en Ontario relevaient du droit de la famille en 2003-2004 (tableau 22).

La plupart des autres services d'avocats nommés d'office ont été offerts en Alberta et en Colombie-Britannique en 2003-2004 (tableau 21). Presque tous ces services visaient des affaires criminelles, et la vaste majorité mettaient en cause un adulte (90 %) plutôt qu'un jeune (tableau 22).

Services d'aide juridique relatifs à des appels

Dans certains cas, les régimes d'aide juridique s'occupent des appels de décisions rendues par des tribunaux de compétence inférieure ou des tribunaux administratifs. En 2003-2004, des services d'aide juridique ont été fournis dans 3 254 appels, un nombre un peu moins élevé (-2 %) que l'année précédente (tableau 23).

L'Ontario (1 157), la Colombie-Britannique (760) et le Québec (732), soit les trois provinces les plus peuplées, ont déclaré le plus grand nombre de cas d'appels acceptés par les régimes d'aide juridique (tableau 23).

Participation des avocats à la prestation des services d'aide juridique

Dans tout le Canada, 12 889 avocats ont fourni des services d'aide juridique en 2003-2004, ce nombre étant en hausse de 14 % par rapport à l'année précédente (tableau 20). La plupart de ces avocats (91 %) étaient des avocats de pratique privée — on a en dénombré 11 776 en 2003-2004 (tableau 20). Les autres avocats (9%) qui ont offert des services d'aide juridique étaient des avocats salariés des régimes d'aide juridique; il y en avait 1 123. Le nombre et la répartition des avocats de pratique privée ou des avocats salariés qui ont participé à la prestation de services d'aide juridique sont demeurés relativement stables au cours des cinq dernières années.

24. Pour de plus amples renseignements, voir *Les différents systèmes canadiens d'aide juridique en ce qui concerne les avocats de garde*, Prairie Research Associates, ministère de la Justice du Canada, Ottawa, 1994.

25. Voir Statistique Canada, mars 2001, *L'aide juridique au Canada : une description des opérations*, produit n° 85-217 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, pour obtenir des renseignements plus détaillés sur le champ d'application de l'aide juridique et les services d'avocats nommés d'office dans chaque secteur de compétence.

26. Une unité représente le nombre de fois que des services d'avocats nommés d'office ont été assurés. Ce chiffre exclut le nombre d'unités pour l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec.

Bien que, dans l'ensemble, la majorité des avocats qui fournissent des services d'aide juridique soient en pratique privée, la proportion varie entre les provinces et les territoires selon le type de système de prestation en place. Dans les trois provinces ayant un système d'assistance judiciaire — l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique —, 94 % des avocats qui ont offert de l'aide juridique en 2003-2004 étaient en pratique privée. Dans les secteurs de compétence faisant appel à des avocats salariés ou utilisant un système mixte d'aide juridique, la proportion des avocats de pratique privée était plus faible. Par exemple, en Saskatchewan, les deux tiers des avocats ayant fourni des services d'aide juridique étaient des avocats de pratique privée. À Terre-Neuve-et-Labrador, seuls les avocats salariés du régime d'aide juridique offraient des services (tableau 20).

Personnel

En 2003-2004, les bureaux d'aide juridique au Canada comptaient 3 105 employés, un nombre relativement inchangé depuis 2002-2003. Dans les provinces et les territoires, le nombre total d'employés travaillant dans les régimes d'aide juridique variait entre 8 à l'Île-du-Prince-Édouard et 1 272 en Ontario en 2003-2004 (tableau 19).

Les non-avocats, comme le personnel administratif, les étudiants en droit, les comptables, le personnel de recherche, les bibliothécaires et les autres personnes qui assurent l'accessibilité aux régimes d'aide juridique ainsi que leur productivité ont régulièrement constitué près des deux tiers (64 %) de l'effectif des régimes d'aide juridique au cours des cinq dernières années. Les avocats, qui fournissent surtout des services d'aide juridique ou représentent directement les clients, formaient le tiers restant du personnel d'aide juridique (tableau 19).

Méthodes

L'Enquête sur l'aide juridique est menée annuellement depuis 1983-1984. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire d'enquête que remplissent les 13 régimes d'aide juridique au Canada. L'enquête permet de fournir à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il importe de noter que le champ d'observation de l'enquête comporte certaines limites. Bien que l'Enquête sur l'aide juridique se veuille une enquête nationale, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de fournir tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. L'absence de données rend difficile l'établissement de comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou la formation d'un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies grâce à l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès des ministères compétents responsables des questions de justice. Le ministère de la Justice du Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle. Les données sur le nombre de membres des barreaux provinciaux et territoriaux proviennent de la Fédération des professions juridiques du Canada.

Les chiffres par habitant sont basés sur les estimations démographiques fournies par la Division de la démographie, Direction de la Statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Il s'agit des populations au 1^{er} juillet : estimations intercensitaires définitives pour 1999 et 2000; estimations postcensitaires définitives pour 2001; estimations postcensitaires mises à jour pour 2002; et estimations postcensitaires provisoires pour 2003 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 1992-1993 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation (IPC) selon l'année de base 1992 = 100 (voir *L'indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada, janvier 2004, tableau 7) pour tous les secteurs de compétence sauf le Nunavut. Dans le cas de ce territoire, l'IPC a été calculé selon l'année de base 2002 = 100 (tableau 27). Dans les publications antérieures à 2002-2003, l'IPC moyen pour l'ensemble du Canada a servi à corriger les chiffres des provinces et des territoires. En 2002-2003, on a utilisé les IPC spécifiques à chaque province et territoire et on s'en est aussi servi pour réviser les chiffres corrigés de l'inflation déjà publiés. En 2003-2004, la même méthode a été appliquée.

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officiel intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire sera déposé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple, adoption, changement de nom et médiation).

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de compétence inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

Un **avocat non résident** exerce sa profession dans une province ou un territoire donné, mais ne demeure pas en permanence dans cette province ou ce territoire.

La méthode de la **comptabilité d'exercice** consiste à prendre en compte les recettes dans la période où elles ont été gagnées et à déduire les dépenses engagées pour générer ces recettes.

La **comptabilité de caisse** désigne un système dans lequel les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et dans lequel les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèces a été effectué.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds accordés par le ministère de la Justice du Canada.

Les **contributions d'avocats** désignent les sommes reçues des avocats autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, incluant les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais d'aide juridique liés aux affaires criminelles impliquant des adultes, aux affaires mettant en cause des jeunes et aux affaires civiles n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Les **coûts Rowbotham** renvoient aux coûts liés à l'aide juridique ordonnée par un tribunal. Une demande Rowbotham est une demande fondée sur la Charte qui est adressée au tribunal et dans laquelle l'accusé soutient que l'État doit lui fournir des fonds juridiques suffisants pour assurer qu'il aura un procès équitable. Le tribunal peut suspendre la procédure s'il croit que l'accusé n'aurait pas un procès équitable sans représentation. Dans l'affaire Rowbotham originale (qui s'est déroulée en Ontario), le tribunal a maintenu que le fait de refuser la représentation par un avocat aux personnes qui font face à des accusations graves et complexes, et qui ne peuvent se permettre un avocat, enfreint leur droit en vertu de la Charte de présenter une défense pleine et entière.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (incluant les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de

services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses aux chapitres des services juridiques directs, des autres programmes et des services administratifs centraux ainsi que de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives aux programmes de droit préventif et de sensibilisation, et à la publicité.

Les **dépenses relatives aux projets externes** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en œuvre à l'extérieur du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses relatives aux recherches juridiques** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et les bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses liées à l'entretien, les conférences, les réunions, les cotisations, les loyers, etc. **Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.**

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du barreau** comprennent tous les avocats assurés qui sont autorisés à exercer le droit dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le demandeur a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées de programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services juridiques directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonné aux parties de payer ou qu'elles ont accepté de payer. Cette catégorie inclut les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** représentent le nombre réel d'employés du régime au 31 mars. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est instruite par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes instruites par les tribunaux itinérants sont comptés

avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté aux services juridiques directs. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le compte de services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Le **total des membres du barreau** renvoie au nombre d'avocats actifs assurés qui figurent sur la liste de la Fédération des professions juridiques du Canada. Sont exclus les avocats qui sont à leur retraite ou inactifs. Les avocats des secteurs public et privé sont inclus. Les avocats non résidents sont inclus dans la province où ils travaillent.

Tableaux de données

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Dollars courants								
	Recettes totales	Contributions des gouvernements ²		Contributions des clients et recouvrement de coûts		Contributions des juristes		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador									
1999-2000	5 787	5 371	93	10	0	364	6	42	1
2000-2001	6 011	5 456	91	20	0	505	8	30	0
2001-2002	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2003-2004	7 395	6 831	92	52	1	207	3	305	4
Île-du-Prince-Édouard									
1999-2000	695	610	88	...	...	...	...	85	12
2000-2001	736	655	89	...	...	...	...	81	11
2001-2002	777	702	90	...	...	...	...	75	10
2002-2003	853	766	90	...	...	...	...	87	10
2003-2004	965	861	89	...	...	...	...	104	11
Nouvelle-Écosse									
1999-2000	11 435	11 207	98	13	0	...	...	215	2
2000-2001	11 654	11 375	98	15	0	...	...	264	2
2001-2002	13 070	12 526	96	3	0	...	...	541	4
2002-2003	12 880	12 656	98	4	0	...	...	220	2
2003-2004	15 729	15 422	98	12	0	...	...	295	2
Nouveau-Brunswick⁴									
1999-2000	5 058	4 521	89	101	2	100	2	336	7
2000-2001	4 650	3 913	84	93	2	295	6	349	8
2001-2002	4 729	3 873	82	122	3	150	3	583	12
2002-2003	4 455	3 550	80	86	2	150	3	669	15
2003-2004	4 757	3 550	75	86	2	150	3	971	20
Québec									
1999-2000	105 481	103 874	98	1 123	1	...	...	484	0
2000-2001	107 996	106 097	98	1 389	1	...	...	510	0
2001-2002	120 958	119 087	98	1 511	1	...	...	360	0
2002-2003	121 669	119 751	98	1 743	1	...	...	175	0
2003-2004	125 245	123 058	98	1 825	1	...	...	362	0
Ontario									
1999-2000	268 539	230 992	86	10 807	4	...	...	26 740	10
2000-2001	249 544	201 626	81	9 791	4	...	...	38 127	15
2001-2002	288 316	246 695	86	15 001	5	...	...	26 620	9
2002-2003	282 247	244 966	87	14 422	5	...	...	22 859	8
2003-2004	299 626	256 048	85	14 791	5	...	...	28 787	10
Manitoba									
1999-2000	17 590	14 179	81	1 694	10	1 687	10	30	0
2000-2001	18 060	14 657	81	1 838	10	1 524	8	41	0
2001-2002	19 348	15 446	80	1 711	9	2 089	11	102	1
2002-2003	20 846 ^r	17 582 ^r	84 ^r	1 807 ^r	9	1 218	6	239	1
2003-2004	21 365	18 454	86	1 480	7	900	4	531	2
Saskatchewan									
1999-2000	10 690	10 565	99	52	0	...	...	73	1
2000-2001	11 052	10 897	99	43	0	...	...	112	1
2001-2002	11 744	11 415	97	39	0	...	...	290	2
2002-2003	12 211	11 915	98	33	0	...	...	263	2
2003-2004	13 303	13 129	99	42	0	...	...	132	1

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants – suite

Province ou territoire et année	Dollars courants									
	Recettes totales	Contributions des gouvernements ²			Contributions des clients et recouvrement de coûts		Contributions des juristes		Autres ³	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Alberta										
1999-2000	27 680	20 742	75	2 360	9	...	...	4 578	17
2000-2001	29 545	22 542	76	2 579	9	...	...	4 424	15
2001-2002	35 529	27 242	77	2 674	8	...	...	5 613	16
2002-2003	34 840	28 187	81	3 076	9	...	...	3 577	10
2003-2004	34 999	28 798	82	3 193	9	...	...	3 008	9
Colombie-Britannique										
1999-2000	86 545	81 810	95	199	0	3 175	4	1 361	2	
2000-2001	88 324	82 953	94	533	1	3 289	4	1 549	2	
2001-2002	93 718	88 776	95	231	0	3 389	4	1 322	1	
2002-2003	76 327	71 545	94	49	0	3 674	5	1 059	1	
2003-2004	71 131	65 624	92	0	0	3 608	5	1 899	3	
Territoire du Yukon										
1999-2000	978	968	99	10	1	...	...	0	0
2000-2001	1 391	1 356	97	34	2	...	...	1	0
2001-2002	1 429	1 389	97	24	2	...	...	16	1
2002-2003	1 277	1 256	98	9	1	...	...	12	1
2003-2004	1 425	1 406	99	5	0	...	...	14	1
Territoires du Nord-Ouest^{5,6}										
1999-2000	6 257	5 697	91	...	...	...	...	560	9
2000-2001	3 511	3 511	100	...	...	...	...	..	...
2001-2002	3 747	3 747	100	...	...	...	...	..	...
2002-2003	3 764	3 764	100	...	...	...	...	0	0
2003-2004	3 713	3 713	100	...	...	...	...	0	0
Nunavut⁶										
1999-2000	..	..	...	..	...	...	...	..	...
2000-2001	3 365	3 363	100	2	0	...	...	..	...
2001-2002	3 565	3 352	94	1	0	...	...	212	6
2002-2003	4 231	3 909	92	3	0	...	...	319	8
2003-2004	4 725	4 467	95	3	0	...	...	255	5
Total										
1999-2000	546 735	490 536	90	16 369	3	5 326	1	34 504	6	
2000-2001	535 839	468 401	87	16 337	3	5 613	1	45 488	8	
2001-2002	596 930	534 250	89	21 317	4	5 628	1	35 734	6	
2002-2003	575 600 ^r	519 847 ^r	90	21 232 ^r	4	5 042	1	29 479	5	
2003-2004	604 378	541 361	90	21 489	4	4 865	1	36 663	6	

Voir notes à la fin du tableau 1.

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants – suite

Province ou territoire et année	Dollars constants de 1992 ¹									
	Recettes totales	Contributions des gouvernements ²		Contributions des clients et recouvrement de coûts		Contributions des juristes		Autres ³		
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador										
1999-2000	5 261	4 883	93	9	0	331	6	38	1	
2000-2001	5 305	4 816	91	18	0	446	8	26	0	
2001-2002	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-2003	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	6 127	5 659	92	43	1	171	3	253	4	
Île-du-Prince-Édouard										
1999-2000	648	568	88	...	...	...	...	79	12
2000-2001	659	586	89	...	...	...	...	73	11
2001-2002	678	613	90	...	...	...	...	65	10
2002-2003	725	651	90	...	...	...	...	74	10
2003-2004	792	706	89	...	...	...	...	85	11
Nouvelle-Écosse										
1999-2000	10 367	10 160	98	12	0	...	...	195	2
2000-2001	10 205	9 961	98	13	0	...	...	231	2
2001-2002	11 238	10 770	96	3	0	...	...	465	4
2002-2003	10 751	10 564	98	3	0	...	...	184	2
2003-2004	12 695	12 447	98	10	0	...	...	238	2
Nouveau-Brunswick⁴										
1999-2000	4 632	4 140	89	92	2	92	2	308	7	
2000-2001	4 122	3 469	84	82	2	262	6	309	8	
2001-2002	4 123	3 377	82	106	3	131	3	508	12	
2002-2003	3 756	2 993	80	73	2	126	3	564	15	
2003-2004	3 880	2 896	75	70	2	122	3	792	20	
Québec										
1999-2000	97 668	96 180	98	1 040	1	...	...	448	0
2000-2001	97 646	95 929	98	1 256	1	...	...	461	0
2001-2002	106 853	105 201	98	1 335	1	...	...	318	0
2002-2003	105 341	103 681	98	1 509	1	...	...	152	0
2003-2004	105 781	103 934	98	1 541	1	...	...	306	0
Ontario										
1999-2000	241 927	208 101	86	9 736	4	...	...	24 090	10
2000-2001	218 515	176 555	81	8 574	4	...	...	33 386	15
2001-2002	244 958	209 596	86	12 745	5	...	...	22 617	9
2002-2003	235 010	203 968	87	12 008	5	...	...	19 033	8
2003-2004	243 006	207 663	85	11 996	5	...	...	23 347	10
Manitoba										
1999-2000	15 269	12 308	81	1 470	10	1 464	10	26	0	
2000-2001	15 292	12 411	81	1 556	10	1 290	8	35	0	
2001-2002	15 964	12 744	80	1 412	9	1 724	11	84	1	
2002-2003	16 934	14 283	84	1 468	9	989	6	194	1	
2003-2004	17 051	14 728	86	1 181	7	718	4	424	2	
Saskatchewan										
1999-2000	9 402	9 292	99	46	0	...	...	64	1
2000-2001	9 470	9 338	99	37	0	...	...	96	1
2001-2002	9 762	9 489	97	32	0	...	...	241	2
2002-2003	9 871	9 632	98	27	0	...	...	213	2
2003-2004	10 516	10 379	99	33	0	...	...	104	1
Alberta										
1999-2000	24 409	18 291	75	2 081	9	...	...	4 037	17
2000-2001	25 166	19 201	76	2 197	9	...	...	3 768	15
2001-2002	29 583	22 683	77	2 226	8	...	...	4 674	16
2002-2003	28 052	22 695	81	2 477	9	...	...	2 880	10
2003-2004	26 985	22 204	82	2 462	9	...	...	2 319	9

Tableau 1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants – fin

Province ou territoire et année	Dollars constants de 1992 ¹								
	Recettes totales	Contributions des gouvernements ¹		Contributions des clients et recouvrement de coûts		Contributions des juristes		Autres ²	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Colombie-Britannique									
1999-2000	77 828	73 570	95	179	0	2 855	4	1 224	2
2000-2001	77 956	73 215	94	470	1	2 903	4	1 367	2
2001-2002	81 352	77 063	95	201	0	2 942	4	1 148	1
2002-2003	64 739	60 683	94	42	0	3 116	5	898	1
2003-2004	59 079	54 505	92	0	0	2 997	5	1 577	3
Territoire du Yukon									
1999-2000	872	864	99	9	1	...	...	0	0
2000-2001	1 214	1 183	97	30	2	...	...	1	0
2001-2002	1 222	1 188	97	21	2	...	...	14	1
2002-2003	1 085	1 067	98	8	1	...	...	10	1
2003-2004	1 188	1 173	99	4	0	...	...	12	1
Territoires du Nord-Ouest^{5,6}									
1999-2000	5 725	5 212	91	...	...	...	...	512	9
2000-2001	3 157	3 157	100	...	...	...	...	...	...
2001-2002	3 316	3 316	100	...	...	...	...	...	...
2002-2003	3 236	3 236	100	...	...	...	...	0	0
2003-2004	3 136	3 136	100	...	...	...	...	0	0
Nunavut⁶									
1999-2000	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2000-2001	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2001-2002	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2002-2003	4 231	3 909	92	3	0	...	...	319	8
2003-2004	4 716	4 458	95	3	0	...	...	254	5
Total									
1999-2000	494 008	443 569	90	14 674	3	4 742	1	31 022	6
2000-2001	468 708	409 821	87	14 233	3	4 901	1	39 754	8
2001-2002	509 050	456 039	90	18 081	4	4 796	1	30 134	6
2002-2003	483 732	437 362	90	17 617	4	4 232	1	24 521	5
2003-2004	494 951	443 887	90	17 344	4	4 009	1	29 712	6

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
2. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir présenté au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont incluses dans le chiffre des contributions gouvernementales totales.
3. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêts généraux.
4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
5. Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime. En 1999-2000, les contributions gouvernementales des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 410 882 \$ pour le Nunavut.
6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique; Division des prix, L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada.

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants¹

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 ²	
	Total	Par habitant ³	Total	Par habitant ³
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
Terre-Neuve-et-Labrador				
1999-2000	1 557	2,92 ^r	1 415	2,65 ^r
2000-2001	1 546	2,93 ^r	1 365	2,58 ^r
2001-2002	1 687	3,23 ^r	1 473	2,82 ^r
2002-2003	1 672	3,22 ^r	1 425	2,75 ^r
2003-2004	1 624	3,13	1 345	2,59
Île-du-Prince-Édouard				
1999-2000	254	1,86 ^r	237	1,74 ^r
2000-2001	262	1,92 ^r	235	1,72 ^r
2001-2002	321	2,35 ^r	280	2,05 ^r
2002-2003	325	2,37 ^r	276	2,02 ^r
2003-2004	348	2,53	285	2,07
Nouvelle-Écosse				
1999-2000	2 831	3,03 ^r	2 567	2,75 ^r
2000-2001	2 808	3,01 ^r	2 459	2,63 ^r
2001-2002	3 039	3,26 ^r	2 613	2,80 ^r
2002-2003	3 013	3,22 ^r	2 515	2,69 ^r
2003-2004	2 914	3,11	2 352	2,51
Nouveau-Brunswick⁴				
1999-2000	1 363	1,82 ^r	1 248	1,66 ^r
2000-2001	1 401	1,87 ^r	1 242	1,65 ^r
2001-2002	1 724	2,30 ^r	1 503	2,00 ^r
2002-2003	1 750	2,33 ^r	1 476	1,97 ^r
2003-2004	1 872	2,49	1 527	2,03
Québec				
1999-2000	16 535	2,26 ^r	15 310	2,09 ^r
2000-2001	16 683	2,27 ^r	15 084	2,05 ^r
2001-2002	19 350	2,62 ^r	17 094	2,31 ^r
2002-2003	19 449	2,61	16 839	2,26
2003-2004	20 007	2,67	16 898	2,26
Ontario				
1999-2000	36 066	3,13	32 492	2,82
2000-2001	35 725	3,06 ^r	31 283	2,68 ^r
2001-2002	38 512	3,24	32 720	2,75
2002-2003	38 268	3,16 ^r	31 863	2,63 ^r
2003-2004	37 099	3,03	30 088	2,46
Manitoba				
1999-2000	3 145	2,75	2 730	2,39
2000-2001	3 135	2,73	2 655	2,31 ^r
2001-2002	3 463	3,01	2 857	2,48 ^r
2002-2003	3 447	2,98 ^r	2 800	2,42 ^r
2003-2004	3 397	2,92	2 711	2,33
Saskatchewan				
1999-2000	2 480	2,44 ^r	2 181	2,15 ^r
2000-2001	2 490	2,47 ^r	2 134	2,12 ^r
2001-2002	2 831	2,83 ^r	2 353	2,35 ^r
2002-2003	2 832	2,84 ^r	2 289	2,30 ^r
2003-2004	2 842	2,86	2 247	2,26
Alberta				
1999-2000	6 544	2,22 ^r	5 771	1,95
2000-2001	6 630	2,21 ^r	5 647	1,88
2001-2002	7 752	2,54 ^r	6 455	2,11
2002-2003	7 830	2,51	6 304	2,02
2003-2004	8 166	2,59	6 296	2,00

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants¹ – fin

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 ²	
	Total	Par habitant ³	Total	Par habitant ³
	milliers de \$	\$	milliers de \$	\$
Colombie-Britannique				
1999-2000	9 052	2,26 ^r	8 140	2,03 ^r
2000-2001	9 148	2,26 ^r	8 074	2,00 ^r
2001-2002	10 648	2,61 ^r	9 243	2,27 ^r
2002-2003	10 742	2,61 ^r	9 111	2,21 ^r
2003-2004	11 058	2,67	9 184	2,21
Territoire du Yukon				
1999-2000	427	13,87 ^r	381	12,38 ^r
2000-2001	427	14,04 ^r	373	12,25 ^r
2001-2002	527	17,49 ^r	451	14,96 ^r
2002-2003	527	17,49 ^r	448	14,86 ^r
2003-2004	654	21,06	545	17,56
Territoires du Nord-Ouest⁵				
1999-2000	1 040	25,58 ^r	952	23,41 ^r
2000-2001	1 200	29,63 ^r	1 079	26,65 ^r
2001-2002	1 423	34,86 ^r	1 259	30,85 ^r
2002-2003	1 423	34,34 ^r	1 224	29,53 ^r
2003-2004	1 301	31,07	1 099	26,24
Nunavut⁵				
1999-2000	874	32,59 ^r	...	...
2000-2001	931	33,85	...	...
2001-2002	1 108	39,40 ^r	...	...
2002-2003	1 108	38,55 ^r	1 108	38,55
2003-2004	1 103	37,54	1 101	37,46
Total				
1999-2000	82 168	2,70^r	73 424	2,41
2000-2001	82 386	2,68	71 628	2,33
2001-2002	92 385	2,98^r	78 302	2,52
2002-2003	92 386	2,95^r	77 679	2,48^r
2003-2004	92 385	2,92	75 679	2,39

1. Les chiffres des contributions fédérales à l'aide juridique en matière civile ne sont pas disponibles dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis le remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir présenté au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont incluses dans le chiffre des contributions gouvernementales totales.
2. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 1999 et 2000; estimations postcensitaires définitives pour 2001; estimations postcensitaires mises à jour pour 2002; et estimations postcensitaires provisoires pour 2003.
4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique; Division des prix, L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada; Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants¹

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ²		
	Total	Variation en %	Par habitant ³	Total	Variation en %	Par habitant ³
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Terre-Neuve-et-Labrador						
1999-2000	4 432	-1	8,31 ^r	4 029	-2	7,55 ^r
2000-2001	4 447	0	8,42 ^r	3 925	-3	7,43 ^r
2001-2002	4 724	6	9,05 ^r	4 126	5	7,90
2002-2003	..	...	...	...	...	...
2003-2004	..	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
1999-2000	456	46	3,35 ^r	425	44	3,12 ^r
2000-2001	391	-14	2,86 ^r	350	-18	2,56 ^r
2001-2002	423	8	3,10 ^r	369	5	2,70 ^r
2002-2003	441	4	3,22 ^r	375	2	2,73 ^r
2003-2004	575	30	4,17	472	26	3,42
Nouvelle-Écosse						
1999-2000	8 776	11	9,40 ^r	7 956	10	8,52 ^r
2000-2001	9 349	7	10,01 ^r	8 187	3	8,77 ^r
2001-2002	9 597	3	10,29 ^r	8 252	1	8,85 ^r
2002-2003	10 479	9	11,21 ^r	8 747	6	9,36 ^r
2003-2004	12 344	18	13,19	9 963	14	10,64
Nouveau-Brunswick⁴						
1999-2000	3 607	2	4,81 ^r	3 303	1	4,40 ^r
2000-2001	2 512	-30	3,35 ^r	2 227	-33	2,97 ^r
2001-2002	2 991	...	3,99 ^r	2 608	...	3,48 ^r
2002-2003	3 008	1	4,01 ^r	2 536	-3	3,38 ^r
2003-2004	3 649	21	4,86	2 976	17	3,97
Québec						
1999-2000	87 340	-22	11,93 ^r	80 870	-23	11,04 ^r
2000-2001	89 415	2	12,15 ^r	80 845	0	10,99 ^r
2001-2002	97 383	9	13,17 ^r	86 027	6	11,63 ^r
2002-2003	97 738	0	13,13 ^r	84 622	-2	11,37 ^r
2003-2004	98 868	1	13,20	83 503	-1	11,15
Ontario						
1999-2000	194 792	0	16,93 ^r	175 488	-2	15,25 ^r
2000-2001	171 126	-12	14,64 ^r	149 848	-15	12,82 ^r
2001-2002	197 317	15	16,58 ^r	167 644	12	14,09
2002-2003	198 501	1	16,41 ^r	165 280	-1	13,66 ^r
2003-2004	201 815	2	16,49	163 678	-1	13,37
Manitoba						
1999-2000	11 044	12	9,67	9 587	10	8,39
2000-2001	11 522	4	10,04 ^r	9 756	2	8,50 ^r
2001-2002	11 946	4	10,38 ^r	9 856	1	8,56 ^r
2002-2003	12 502	5	10,82 ^r	10 156	3	8,79 ^r
2003-2004	13 760	10	11,83	10 982	8	9,44
Saskatchewan						
1999-2000	8 084	10	7,97 ^r	7 110	8	7,01 ^r
2000-2001	8 407	4	8,34 ^r	7 204	1	7,15 ^r
2001-2002	8 335	-1	8,33 ^r	6 929	-4	6,93 ^r
2002-2003	9 083	9	9,12 ^r	7 343 ^r	6 ^r	7,38 ^r
2003-2004	9 979	10	10,03	7 889	7	7,93
Alberta						
1999-2000	14 198	-12	4,81 ^r	12 520	-14	4,24 ^r
2000-2001	15 912	12	5,30 ^r	13 554	8	4,51 ^r
2001-2002	19 332	21	6,32	16 097	19	5,27 ^r
2002-2003	20 363	5	6,54	16 395	2	5,26 ^r
2003-2004	20 632	1	6,54	15 907	-3	5,04

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants¹ – fin

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ²		
	Total	Variation en %	Par habitant ³	Total	Variation en %	Par habitant ³
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Colombie-Britannique⁵						
1999-2000	74 100	1	18,47 ^r	66 637	0	16,61 ^r
2000-2001	75 123	1	18,60 ^r	66 305	0	16,42 ^r
2001-2002	83 798	12	20,55 ^r	72 741	10	17,84 ^r
2002-2003	57 492	-31	13,97 ^r	48 763	-33	11,85 ^r
2003-2004	52 259	-9	12,60	43 404	-11	10,47
Territoire du Yukon						
1999-2000	828	64	26,90 ^r	739	63	24,00 ^r
2000-2001	929	12	30,54 ^r	811	10	26,65 ^r
2001-2002	829	-11	27,52 ^r	709	-13	23,54 ^r
2002-2003	729	-12	24,20 ^r	619	-13	20,56 ^r
2003-2004	720	-1	23,18	601	-3	19,33
Territoires du Nord-Ouest⁶						
1999-2000	3 521	13	86,61 ^r	3 221	12	79,24 ^r
2000-2001	2 199	-38	54,30 ^r	1 978	-39	48,83 ^r
2001-2002	2 177	-1	53,33 ^r	1 927	-3	47,19 ^r
2002-2003	2 246	3	54,21 ^r	1 931	0	46,61 ^r
2003-2004	2 077	-8	49,60	1 754	-9	41,89
Nunavut⁶						
1999-2000	..	...	...	...	...	...
2000-2001	3 347	...	121,71	...	...	...
2001-2002	3 365	1	119,66 ^r	...	...	...
2002-2003	3 357	0	116,81 ^r	3 357	...	116,81 ^r
2003-2004	2 695	-20	91,72	2 690	-20	91,53
Total						
1999-2000	411 178	-5	13,52 ^r	371 886	-7	12,23 ^r
2000-2001	394 679	-4	12,86 ^r	344 988	-7	11,24 ^r
2001-2002	442 217	12	14,26 ^r	377 284	9	12,16 ^r
2002-2003	415 939	-6	13,26 ^r	350 124 ^r	-7	11,16
2003-2004	419 373	1	13,26	343 819	-2	10,87

1. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir présenté au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont incluses dans le chiffre des contributions gouvernementales totales.
2. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 1999 et 2000; estimations postcensitaires définitives pour 2001; estimations postcensitaires mises à jour pour 2002; et estimations postcensitaires provisoires pour 2003.
4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
5. Les chiffres de la Colombie-Britannique n'incluent pas les honoraires et débours versés pour les causes d'aide juridique importantes et les causes Rowbotham (environ 3 000 000 \$) financées directement par le gouvernement provincial.
6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique; Division des prix, L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada; Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ¹		
	Total	Variation en %	Par habitant ²	Total	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Terre-Neuve-et-Labrador						
1999-2000	5 900	4	11,06 ^r	5 364	2	10,06 ^r
2000-2001	7 608	29	14,41 ^r	6 715	25	12,72 ^r
2001-2002	..	...	...	...	...	...
2002-2003	..	...	...	...	...	...
2003-2004	6 887	...	13,26	5 706	...	10,98
Île-du-Prince-Édouard						
1999-2000	695	17	5,10 ^r	648	15	4,75 ^r
2000-2001	736	6	5,39 ^r	659	2	4,83 ^r
2001-2002	777	6	5,69 ^r	678	3	4,96 ^r
2002-2003	853	10	6,23 ^r	725	7	5,29 ^r
2003-2004	965	13	7,00	792	9	5,75
Nouvelle-Écosse						
1999-2000	11 117	1	11,90 ^r	10 079	0	10,79 ^r
2000-2001	11 031	-1	11,81 ^r	9 659	-4	10,34 ^r
2001-2002	12 993	18	13,94 ^r	11 172	16	11,98 ^r
2002-2003	13 178	1	14,10 ^r	11 000	-2	11,77 ^r
2003-2004	13 965	6	14,92	11 271	2	12,04
Nouveau-Brunswick³						
1999-2000	4 087	1	5,44 ^r	3 743	0	4,99 ^r
2000-2001	4 104	0	5,47 ^r	3 638	-3	4,85 ^r
2001-2002	5 437	...	7,25 ^r	4 740	...	6,32 ^r
2002-2003	4 849	-11	6,46 ^r	4 089	-14	5,45 ^r
2003-2004	5 147	6	6,86	4 198	3	5,59
Québec						
1999-2000	101 943	-16	13,92 ^r	94 392	-17	12,89 ^r
2000-2001	103 208	1	14,03 ^r	93 316	-1	12,68 ^r
2001-2002	118 196	15	15,98 ^r	104 413	12	14,12 ^r
2002-2003	122 882	4	16,51 ^r	106 391	2	14,29 ^r
2003-2004	123 031	0	16,43	103 911	-2	13,88
Ontario						
1999-2000	223 608	3	19,43 ^r	201 449	1	17,51 ^r
2000-2001	241 835	8	20,70 ^r	211 764	5	18,12 ^r
2001-2002	293 516	21	24,67 ^r	249 376	18	20,96
2002-2003	291 704	-1	24,11 ^r	242 884	-3	20,08 ^r
2003-2004	299 470	3	24,47	242 879	0	19,85
Manitoba						
1999-2000	17 637	16	15,44	15 310	14	13,40
2000-2001	18 095	3	15,77 ^r	15 322	0	13,35 ^r
2001-2002	19 534	8	16,97 ^r	16 117	5	14,00 ^r
2002-2003	20 396 ^r	4 ^r	17,65 ^r	16 569 ^r	3 ^r	14,34 ^r
2003-2004	20 934	3	18,00	16 707	1	14,37
Saskatchewan						
1999-2000	10 616	5	10,46 ^r	9 337	3	9,20 ^r
2000-2001	10 989	4	10,90 ^r	9 416	1	9,34 ^r
2001-2002	11 904	8	11,90 ^r	9 895	5	9,89 ^r
2002-2003	12 239	3	12,29 ^r	9 894	0	9,94 ^r
2003-2004	12 937	6	13,00	10 227	3	10,28
Alberta						
1999-2000	26 142	14	8,85 ^r	23 053	11	7,81 ^r
2000-2001	27 215	4	9,06 ^r	23 181	1	7,71 ^r
2001-2002	32 438	19	10,61 ^r	27 009	17	8,84 ^r
2002-2003	36 670	13	11,77 ^r	29 525	9	9,48
2003-2004	39 716	8	12,59	30 621	4	9,71

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants – fin

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ¹		
	Total	Variation en %	Par habitant ²	Total	Variation en %	Par habitant ²
	milliers de \$	%	\$	milliers	% de \$	\$
Colombie-Britannique						
1999-2000	83 650	4	20,85 ^r	75 225	3	18,75 ^r
2000-2001	87 515	5	21,67 ^r	77 242	3	19,12 ^r
2001-2002	89 966	3	22,06 ^r	78 095	1	19,15 ^r
2002-2003	71 353	-21	17,34 ^r	60 520	-23	14,71 ^r
2003-2004	69 609	-2	16,79	57 815	-4	13,94
Territoire du Yukon						
1999-2000	1 245	21	40,45 ^r	1 111	19	36,09 ^r
2000-2001	1 032	-17	33,92 ^r	901	-19	29,60 ^r
2001-2002	1 111	8	36,87 ^r	950	6	31,54 ^r
2002-2003	1 281	15	42,53 ^r	1 088	15	36,13 ^r
2003-2004	1 282	0	41,27	1 069	-2	34,42
Territoires du Nord-Ouest^{4,5}						
1999-2000	6 366	22	156,59 ^r	5 824	21	143,27 ^r
2000-2001	3 511	-45	86,69 ^r	3 157	-46	77,96 ^r
2001-2002	3 747	7	91,79 ^r	3 316	5	81,23 ^r
2002-2003	3 767	1	90,92 ^r	3 239	-2	78,17 ^r
2003-2004	3 947	5	94,26	3 334	3	79,61
Nunavut⁵						
1999-2000	..	...	...	...	...	...
2000-2001	2 836	...	103,13	...	...	...
2001-2002	3 499	23	124,43 ^r	...	...	...
2002-2003	3 920	12	136,40 ^r	3 920	...	136,40 ^r
2003-2004	4 749	21	161,62	4 740	21	161,30
Total						
1999-2000	493 006	0	16,22^r	445 533	-2	14,65^r
2000-2001	519 715	5	16,93^r	454 972	2	14,83^r
2001-2002	593 118	14	19,12^r	505 763	11	16,30^r
2002-2003	583 092^r	-2	18,59^r	489 844^r	-3	15,62^r
2003-2004	602 639	3	19,05	493 270	1	15,60

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant viennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 1999 et 2000; estimations postcensitaires définitives pour 2001; estimations postcensitaires mises à jour pour 2002; et estimations postcensitaires provisoires pour 2003.
3. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
4. Les dépenses totales engagées en 1999-2000 par le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut.
5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique; Division des prix, L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada; Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense¹

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques								
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador									
1999-2000	5 900	3 325	56	1 918	33	623	11	34	1
2000-2001	7 608	4 166	55	2 289	30	1 153	15	0	0
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	6 887	4 299	..	2 588	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
1999-2000	695	492	71	118	17	..	..	85	12
2000-2001	736	525	71	130	18	..	..	81	11
2001-2002	777	547	70	229	29	..	..	..	..
2002-2003	853	564	66	289	34	..	..	..	..
2003-2004	965	648	67	317	33	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse²									
1999-2000	11 117	5 454	49	4 768	43	895	8	0	0
2000-2001	11 031	5 491	50	4 629	42	888	8	23	0
2001-2002	12 993	6 164	47	5 198	40	1 366	11	265	2
2002-2003	13 178	6 522	49	5 337	40	1 227	9	92	1
2003-2004	13 965	6 864	49	5 791	41	1 310	9	0	0
Nouveau-Brunswick³									
1999-2000	4 087	1 992	49	1 370	34	725	18	0	0
2000-2001	4 104	1 884	46	1 618	39	592	14	9	0
2001-2002	5 437	2 433	45	1 243	23	655	12	1 107	20
2002-2003	4 849	2 461	51	1 597	33	765	16	26	1
2003-2004	5 147	2 666	52	1 814	35	667	13	0	0
Québec									
1999-2000	101 943	32 326 ^e	32	59 692 ^e	59	9 175 ^e	9	750	1
2000-2001	103 208	33 179 ^e	32	59 724 ^e	58	9 457 ^e	9	848	1
2001-2002	118 196	40 949 ^e	35	66 914 ^e	57	9 450 ^e	8	883	1
2002-2003	122 882	42 743 ^e	35	69 201 ^e	56	10 069 ^e	8	869	1
2003-2004	123 031	41 789 ^e	34	69 710 ^e	57	10 624 ^e	9	908	1
Ontario									
1999-2000	223 608	82 881	37	90 674	41	41 013	18	9 040	4
2000-2001	241 835	84 254	35	103 639	43	43 951	18	9 991	4
2001-2002	293 516	97 336	33	122 709	42	60 236	21	13 235	5
2002-2003	291 704	98 957	34	131 972	45	56 374	19	4 401	2
2003-2004	299 470	111 059	37	137 702	46	56 130	19	-5 422	-2
Manitoba									
1999-2000	17 637	6 346	36	7 343	42	3 414	19	534	3
2000-2001	18 095	8 961	50	5 227	29	3 418	19	489	3
2001-2002	19 534	8 399	43	6 948	36	3 663	19	524	3
2002-2003	20 396 ^r	8 419 ^r	41 ^r	7 246 ^r	36 ^r	4 013 ^r	20 ^r	718 ^r	4
2003-2004	20 934	10 775	51	5 512	26	4 131	20	516	2
Saskatchewan									
1999-2000	10 616	6 294	59	3 415	32	907	9	..	..
2000-2001	10 989	6 497	59	3 319	30	1 173	11	..	..
2001-2002	11 904	7 444	63	3 581	30	758	6	121	1
2002-2003	12 239	7 754	63	3 608	29	830	7	47	0
2003-2004	12 937	8 124	63	3 838	30	890	7	85	1
Alberta									
1999-2000	26 142	13 911	53	9 008	34	3 223	12	..	..
2000-2001	27 215	15 510	57	8 353	31	3 352	12	..	..
2001-2002	32 438	16 998	52	12 012	37	3 267	10	161	0
2002-2003	36 670	19 402	53	13 481	37	3 613	10	174	0
2003-2004	39 716	20 373	51	15 167	38	3 951	10	225	1

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense¹ – fin

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques					Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		milliers de \$	%	milliers de \$	%
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$				
Colombie-Britannique									
1999-2000	83 650	31 434	38	43 278	52	7 225	9	1 713	2
2000-2001	87 515	32 113	37	45 807	52	7 651	9	1 944	2
2001-2002	89 966	33 024	37	46 837	52	7 436	8	2 669	3
2002-2003	71 353	32 759	46	29 772	42	6 566	9	2 256	3
2003-2004	69 609	36 672	53	21 601	31	6 705	10	4 631	7
Territoire du Yukon									
1999-2000	1 245	718	58	223	18	304	24	0	0
2000-2001	1 032	624	60	161	16	247	24	0	0
2001-2002	1 111	603	54	257	23	251	23	0	0
2002-2003	1 281	723	56	296	23	262	20	0	0
2003-2004	1 282	768	60	284	22	230	18	0	0
Territoires du Nord-Ouest^{4,5}									
1999-2000	6 366	471	7	640	10	1 007	16	4 247	67
2000-2001	3 511	479	14	631	18	544	15	1 857	53
2001-2002	3 747	399	11	694	19	691	18	1 962	52
2002-2003	3 767	..	...	..	...	572	15	47	1
2003-2004	3 947	..	...	..	...	1 103	28	65	2
Nunavut⁵									
1999-2000	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2000-2001	2 836	178	6	35	1	1 530	54	1 093	39
2001-2002	3 499	869	25	296	8	802	23	1 532	44
2002-2003	3 920	1 536	39	893	23	1 133	29	358	9
2003-2004	4 749	1 864	39	722	15	2 057	43	106	2
Total									
1999-2000	493 006	185 644	38	222 447	45	68 511	14	16 403	3
2000-2001	519 715	193 861	37	235 562	45	73 956	14	16 335	3
2001-2002	593 118	215 165	36	266 918	45	88 575	15	22 459	4
2002-2003	583 092^r	..	...	..	...	85 424^r	15^r	8 988^r	2
2003-2004	602 639	..	...	..	...	87 798	15	1 114	0

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. En Nouvelle-Écosse, la catégorie « Autres dépenses » était composée en 2002-2003 des coûts du programme des travailleurs de soutien auprès des tribunaux de la jeunesse, qui ont été assumés par le programme en 2003-2004, et qui ne sont plus consignés séparément.

3. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

4. Les dépenses totales engagées en 1999-2000 par le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses relatives aux employés offrant des services juridiques directs dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses des services juridiques directs plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses au chapitre des services juridiques directs selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

5. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 6
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques¹

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques						
	Total	Dépenses directes totales	% du total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
				% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Terre-Neuve-et-Labrador							
1999-2000	5 900	5 243	89	3 325	63	1 918	37
2000-2001	7 608	6 455	85	4 166	65	2 289	35
2001-2002	..	..	...	..	...	..	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	...
2003-2004	6 887	6 887	100	4 299	62	2 588	38
Île-du-Prince-Édouard							
1999-2000	695	610	88	492	81	118	19
2000-2001	736	655	89	525	80	130	20
2001-2002	777	776	100	547	70	229	30
2002-2003	853	853	100	564	66	289	34
2003-2004	965	965	100	648	67	317	33
Nouvelle-Écosse							
1999-2000	11 117	10 222	92	5 454	53	4 768	47
2000-2001	11 031	10 120	92	5 491	54	4 629	46
2001-2002	12 993	11 362	87	6 164	54	5 198	46
2002-2003	13 178	11 859	90	6 522	55	5 337	45
2003-2004	13 965	12 655	91	6 864	54	5 791	46
Nouveau-Brunswick²							
1999-2000	4 087	3 362	82	1 992	59	1 370	41
2000-2001	4 104	3 502	85	1 884	54	1 618	46
2001-2002	5 437	3 675	68	2 433	66	1 243	34
2002-2003	4 849	4 058	84	2 461	61	1 597	39
2003-2004	5 147	4 480	87	2 666	60	1 814	40
Québec							
1999-2000	101 943	92 018 ^e	90	32 326 ^e	35	59 692 ^e	65
2000-2001	103 208	92 903 ^e	90	33 179 ^e	36	59 724 ^e	64
2001-2002	118 196	107 863 ^e	91	40 949 ^e	38	66 914 ^e	62
2002-2003	122 882	111 944 ^e	91	42 743 ^e	38	69 201 ^e	62
2003-2004	123 031	111 499 ^e	91	41 789 ^e	37	69 710 ^e	63
Ontario							
1999-2000	223 608	173 555	78	82 881	48	90 674	52
2000-2001	241 835	187 893	78	84 254	45	103 639	55
2001-2002	293 516	220 045	75	97 336	44	122 709	56
2002-2003	291 704	230 929	79	98 957	43	131 972	57
2003-2004	299 470	248 762	83	111 059	45	137 702	55
Manitoba							
1999-2000	17 637	13 689	78	6 346	46	7 343	54
2000-2001	18 095	14 188	78	8 961	63	5 227	37
2001-2002	19 534	15 347	79	8 399	55	6 948	45
2002-2003	20 396 ^r	15 665 ^r	77 ^r	8 419 ^r	54	7 246 ^r	46
2003-2004	20 934	16 287	78	10 775	66	5 512	34
Saskatchewan							
1999-2000	10 616	9 709	91	6 294	65	3 415	35
2000-2001	10 989	9 816	89	6 497	66	3 319	34
2001-2002	11 904	11 025	93	7 444	68	3 581	32
2002-2003	12 239	11 362	93	7 754	68	3 608	32
2003-2004	12 937	11 962	92	8 124	68	3 838	32

Tableau 6
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques¹ – fin

Province ou territoire et année	Dépenses directes au chapitre des services juridiques						
	Total	Dépenses directes totales	% du total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
				% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales	% des dépenses directes totales
milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Alberta							
1999-2000	26 142	22 919	88	13 911	61	9 008	39
2000-2001	27 215	23 863	88	15 510	65	8 353	35
2001-2002	32 438	29 010	89	16 998	59	12 012	41
2002-2003	36 670	32 883	90	19 402	59	13 481	41
2003-2004	39 716	35 540	89	20 373	57	15 167	43
Colombie-Britannique							
1999-2000	83 650	74 712	89	31 434	42	43 278	58
2000-2001	87 515	77 920	89	32 113	41	45 807	59
2001-2002	89 966	79 861	89	33 024	41	46 837	59
2002-2003	71 353	62 531	88	32 759	52	29 772	48
2003-2004	69 609	58 273	84	36 672	63	21 601	37
Territoire du Yukon							
1999-2000	1 245	941	76	718	76	223	24
2000-2001	1 032	785	76	624	79	161	21
2001-2002	1 111	860	77	603	70	257	30
2002-2003	1 281	1 019	80	723	71	296	29
2003-2004	1 282	1 052	82	768	73	284	27
Territoires du Nord-Ouest^{3,4}							
1999-2000	6 366	1 112	17	471	42	640	58
2000-2001	3 511	1 110	32	479	43	631	57
2001-2002	3 747	1 093	29	399	37	694	63
2002-2003	3 767	3 148	84	..	..	..	..
2003-2004	3 947	2 779	70	..	..	..	..
Nunavut⁴							
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	2 836	213	8	178	84	35	16
2001-2002	3 499	1 165	33	869	75	296	25
2002-2003	3 920	2 429	62	1 536	63	893	37
2003-2004	4 749	2 586	54	1 864	72	722	28
Total							
1999-2000	493 006	408 092	83	185 644	45	222 447	55
2000-2001	519 715	429 423	83	193 861	45	235 562	55
2001-2002	593 118	482 082	81	215 165	45	266 918	55
2002-2003	583 092 ^r	488 680 ^r	84	..	..	..	..
2003-2004	602 639	513 727	85	..	..	..	..

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.

3. Les dépenses totales engagées en 1999-2000 par le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses relatives aux employés offrant des services juridiques directs dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses des services juridiques directs plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses au chapitre des services juridiques directs selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 7
Dépenses engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée
par type d'affaire¹

Province ou territoire et année	Total					Affaires criminelles					Affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1999-2000	5 243	5 041	96	202	4	3 325	3 146	95	179	5	1 918	1 895	99	23	1
2000-2001	6 455	6 098	94	357	6	4 166	3 827	92	339	8	2 289	2 271	99	18	1
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2003-2004	6 887	6 853	100	35	1	4 299	4 268	99	31	1	2 588	2 585	100	3	0
Île-du-Prince-Édouard															
1999-2000	610	516	85	94	15	492	435	88	57	12	118	81	69	37	31
2000-2001	655	543	83	112	17	525	452	86	73	14	130	91	70	39	30
2001-2002	776	563	73	213	27	547	473	86	74	14	229	90	39	139	61
2002-2003	853	558	65	295	35	564	457	81	107	19	289	101	35	188	65
2003-2004	965	671	70	294	30	648	550	85	98	15	317	121	38	196	62
Nouvelle-Écosse															
1999-2000	10 222	8 292	81	1 930	19	5 454	4 508	83	946	17	4 768	3 784	79	984	21
2000-2001	10 120	8 351	83	1 769	17	5 491	4 634	84	857	16	4 629	3 717	80	912	20
2001-2002	11 362	9 266	82	2 096	18	6 164	5 121	83	1 043	17	5 198	4 145	80	1 053	20
2002-2003	11 859	9 627	81	2 232	19	6 522	5 349	82	1 173	18	5 337	4 278	80	1 059	20
2003-2004	12 655	10 311	81	2 344	19	6 864	5 792	84	1 072	16	5 791	4 519	78	1 272	22
Nouveau-Brunswick²															
1999-2000	3 362	1 068	32	2 294	68	1 992	0	0	1 992	100	1 370	1 067	78	303	22
2000-2001	3 502	1 299	37	2 203	63	1 884	0	0	1 884	100	1 618	1 299	80	319	20
2001-2002	3 675	758	21	2 916	79	2 433	76	3	2 357	97	1 243	683	55	560	45
2002-2003	4 058	1 603	40	2 455	60	2 461	146	6	2 315	94	1 597	1 457	91	140	9
2003-2004	4 480	1 430	32	3 050	68	2 666	239	9	2 427	91	1 814	1 191	66	623	34
Québec															
1999-2000	92 018 ^e	54 611 ^e	59	37 407	41	32 326 ^e	17 903 ^e	55	14 423	45	59 692 ^e	36 708 ^e	61	22 984	39
2000-2001	92 903 ^e	55 831 ^e	60	37 072	40	33 179 ^e	18 739 ^e	56	14 440	44	59 724 ^e	37 092 ^e	62	22 632	38
2001-2002	107 863 ^e	60 692 ^e	56	47 171	44	40 949 ^e	21 517 ^e	53	19 432	47	66 914 ^e	39 175 ^e	59	27 739	41
2002-2003	111 944 ^e	59 724 ^e	53	52 220	47	42 743 ^e	20 234 ^e	47	22 509	53	69 201 ^e	39 490 ^e	57	29 711	43
2003-2004	111 499 ^e	61 716 ^e	55	49 783	45	41 789 ^e	20 342 ^e	49	21 447	51	69 710 ^e	41 374 ^e	59	28 336	41
Ontario															
1999-2000	173 555	36 963	21	136 592	79	82 881	2 700	3	80 181	97	90 674	34 263	38	56 411	62
2000-2001	187 893	45 720	24	142 173	76	84 254	3 122	4	81 132	96	103 639	42 598	41	61 041	59
2001-2002	220 045	54 324	25	165 721	75	97 336	4 002	4	93 334	96	122 709	50 322	41	72 387	59
2002-2003	230 929	65 662	28	165 267	72	98 957	5 039	5	93 918	95	131 972	60 623	46	71 349	54
2003-2004	248 762	64 838	26	183 924	74	111 059	6 281	6	104 778	94	137 702	58 557	43	79 145	57
Manitoba															
1999-2000	13 689	6 760	49	6 929	51	6 346	2 545	40	3 801	60	7 343	4 215	57	3 128	43
2000-2001	14 188	6 734	47	7 454	53	8 961	4 650	52	4 311	48	5 227	2 084	40	3 143	60
2001-2002	15 347	7 052	46	8 295	54	8 399	3 078	37	5 321	63	6 948	3 974	57	2 974	43
2002-2003	15 665 ^f	7 412 ^f	47	8 253 ^f	53	8 419 ^f	3 295 ^f	39	5 124 ^f	61	7 246 ^f	4 117 ^f	57	3 129	43
2003-2004	16 287	7 625	47	8 662	53	10 775	5 051	47	5 724	53	5 512	2 574	47	2 938	53
Saskatchewan															
1999-2000	9 709	8 832	91	877	9	6 294	5 627	89	667	11	3 415	3 205	94	210	6
2000-2001	9 816	9 126	93	690	7	6 497	5 915	91	582	9	3 319	3 211	97	108	3
2001-2002	11 025	9 952	90	1 073	10	7 444	6 539	88	905	12	3 581	3 413	95	168	5
2002-2003	11 362	10 383	91	979	9	7 754	6 922	89	832	11	3 608	3 461	96	147	4
2003-2004	11 962	10 828	91	1 134	9	8 124	7 231	89	893	11	3 838	3 597	94	241	6
Alberta															
1999-2000	22 919	2 090	9	20 829	91	13 911	1 883	14	12 028	86	9 008	207	2	8 801	98
2000-2001	23 863	2 580	11	21 283	89	15 510	2 374	15	13 136	85	8 353	206	2	8 147	98
2001-2002	29 010	5 140	18	23 870	82	16 998	2 388	14	14 610	86	12 012	2 752	23	9 260	77
2002-2003	32 883	7 206	22	25 677	78	19 402	2 554	13	16 848	87	13 481	4 652	35	8 829	65
2003-2004	35 540	7 732	22	27 808	78	20 373	3 096	15	17 277	85	15 167	4 636	31	10 531	69
Colombie-Britannique															
1999-2000	74 712	25 670	34	49 042	66	31 434	8 509	27	22 925	73	43 278	17 161	40	26 117	60
2000-2001	77 920	27 586	35	50 334	65	32 113	8 976	28	23 137	72	45 807	18 610	41	27 197	59
2001-2002	79 861	28 524	36	51 337	64	33 024	9 583	29	23 441	71	46 837	18 941	40	27 896	60
2002-2003	62 531	16 301	26	46 230	74	32 759	6 412	20	26 347	80	29 772	9 889	33	19 883	67
2003-2004	58 273	7 124	12	51 149	88	36 672	3 715	10	32 957	90	21 601	3 409	16	18 192	84

Tableau 7
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire¹ – fin

Province ou territoire et année	Total					Affaires criminelles					Affaires civiles							
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Territoire du Yukon																		
1999-2000	941	484	51	457	49	718	347	48	371	52	223	137	61	86	39			
2000-2001	785	468	60	317	40	624	353	57	271	43	161	115	71	46	29			
2001-2002	860	622	72	238	28	603	459	76	144	24	257	163	63	94	37			
2002-2003	1 019	801	79	218	21	723	569	79	154	21	296	232	78	64	22			
2003-2004	1 052	915	87	137	13	768	645	84	123	16	284	270	95	14	5			
Territoires du Nord-Ouest^{3,4}																		
1999-2000	1 112	..	...	..	...	471	.	...	.	...	640	.	...	.	...
2000-2001	1 110	..	...	..	...	479	.	...	.	...	631	.	...	.	...
2001-2002	1 093	..	...	..	...	399	.	...	.	...	694	.	...	.	...
2002-2003	3 148	1 435	46	1 712	54	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	2 779	1 224	44	1 556	56	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nunavut⁴																		
1999-2000	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2000-2001	213	..	...	..	...	178	..	...	..	...	35	..	...	..	...
2001-2002	1 165	692	59	473	41	869	495	57	374	43	296	197	67	99	33			
2002-2003	2 429	1 725	71	704	29	1 536	982	64	554	36	893	743	83	150	17			
2003-2004	2 586	1 251	48	1 335	52	1 864	796	43	1 068	57	722	455	63	267	37			
Total																		
1999-2000	408 092	..	...	..	...	185 644	.	...	.	...	222 447	.	...	.	...
2000-2001	429 423	..	...	..	...	193 861	.	...	.	...	235 562	.	...	.	...
2001-2002	482 082	..	...	..	...	215 165	.	...	.	...	266 918	.	...	.	...
2002-2003	488 680 ^f	182 437 ^f	37	306 242 ^f	63	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	513 727	182 518	36	331 211	64	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
3. Les dépenses totales engagées en 1999-2000 par le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest comprenaient 2 651 402 \$ pour les dépenses du Nunavut. Pour la première fois, en 2002-2003, les dépenses relatives aux employés offrant des services juridiques directs dans les Territoires du Nord-Ouest ont été incluses dans les dépenses des services juridiques directs plutôt que dans les autres dépenses de programme. La ventilation des dépenses au chapitre des services juridiques directs selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.
4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 8
Dépenses engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle¹

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Affaires de compétence provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%		
Terre-Neuve-et-Labrador²																				
1999-2000	3 325	3 146	95	179	5	2 786	2 608	94	178	6	539	538	100	1	0	.	.	...
2000-2001	4 166	3 827	92	339	8	3 550	3 216	91	334	9	616	611	99	5	1	.	.	...
2001-2002	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	.	.	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	.	.	...
2003-2004	4 299	4 268	99	31	1	3 363	3 333	99	30	1	936	935	100	1	0	.	.	...
Île-du-Prince-Édouard																				
1999-2000	492	435	88	57	12	427	379	89	48	11	65	56	86	9	14	...	...	...
2000-2001	525	452	86	73	14	455	390	86	65	14	70	62	89	8	11	...	...	...
2001-2002	547	473	86	74	14	488	417	85	71	15	59	56	95	3	5	...	...	...
2002-2003	564	457	81	107	19	499	396	79	103	21	65	61	94	4	6	...	...	...
2003-2004	648	550	85	98	15	585	490	84	95	16	63	60	95	3	5	...	...	...
Nouvelle-Écosse																				
1999-2000	5 454	4 508	83	946	17	4 402	3 607	82	795	18	1 052	901	86	151	14	.	.	...
2000-2001	5 491	4 634	84	857	16	4 457	3 752	84	705	16	1 034	882	85	152	15	.	.	...
2001-2002	6 164	5 121	83	1 043	17	5 002	4 136	83	866	17	1 162	985	85	177	15	.	.	...
2002-2003	6 522	5 349	82	1 173	18	5 308	4 335	82	973	18	1 214	1 014	84	200	16	.	.	...
2003-2004	6 864	5 792	84	1 072	16	5 511	4 592	83	919	17	1 353	1 200	89	153	11	.	.	...
Nouveau-Brunswick																				
1999-2000	1 992	0	0	1 992	100	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	43	0	0
2000-2001	1 884	0	0	1 884	100	1 740	..	...	1 740	100	110	..	...	110	100	35	0	0
2001-2002	2 433	76	3	2 357	97	2 193	38	2	2 155	98	174	38	22	136	78	66	0	0		
2002-2003	2 461	146	6	2 315	94	2 221	146	7	2 075	93	119	0	0	119	100	121	0	0		
2003-2004	2 666	239	9	2 427	91	2 421	239	10	2 182	90	150	0	0	150	100	95	0	0		
Québec																				
1999-2000	32 326 ^e	17 903 ^e	55	14 423	45	25 029 ^e	13 723 ^e	55	11 306	45	4 581 ^e	2 999 ^e	65	1 582	35	2 716 ^e	1 181 ^e	43		
2000-2001	33 179 ^e	18 739 ^e	56	14 440	44	26 060 ^e	14 960 ^e	57	11 100	43	4 688 ^e	2 806 ^e	60	1 882	40	2 431 ^e	973 ^e	40		
2001-2002	40 949 ^e	21 517 ^e	53	19 432	47	32 427 ^e	17 014 ^e	52	15 413	48	5 942 ^e	3 667 ^e	62	2 275	38	2 580 ^e	836 ^e	32		
2002-2003	42 743 ^e	20 234 ^e	47	22 509	53	34 761 ^e	15 861 ^e	46	18 900	54	5 674 ^e	3 630 ^e	64	2 044	36	2 308 ^e	743 ^e	32		
2003-2004	41 789 ^e	20 342 ^e	49	21 447	51	34 428 ^e	16 175 ^e	47	18 253	53	5 239 ^e	3 427 ^e	65	1 812	35	2 122 ^e	740 ^e	35		
Ontario³																				
1999-2000	82 881	2 700	3	80 181	97	72 912	2 106	3	70 806	97	9 074	594	7	8 480	93	895	0	0		
2000-2001	84 254	3 122	4	81 132	96	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	900	0	0
2001-2002	97 336	4 002	4	93 334	96	79 714	3 002	4	76 712	96	17 623	1 001	6	16 622	94	..	..	...
2002-2003	98 957	5 039	5	93 918	95	81 607	3 779	5	77 828	95	17 350	1 260	7	16 090	93	..	..	...
2003-2004	111 059	6 281	6	104 778	94	92 652	4 711	5	87 941	95	18 407	1 570	9	16 837	91	..	..	...
Manitoba																				
1999-2000	6 346	2 545	40	3 801	60	5 235	1 930	37	3 305	63	1 085	594	55	491	45	26	21	81		
2000-2001	8 961	4 650	52	4 311	48	7 069	3 290	47	3 779	53	1 869	1 344	72	525	28	23	16	70		
2001-2002	8 399	3 078	37	5 321	63	6 798	2 151	32	4 647	68	1 574	909	58	665	42	27	18	67		
2002-2003	8 419 ^f	3 295 ^f	39	5 124 ^f	61	7 022 ^f	2 530 ^f	36	4 492 ^f	64	1 350 ^f	745 ^f	55	605	45	47	20	43		
2003-2004	10 775	5 051	47	5 724	53	8 911	4 022	45	4 889	55	1 827	1 018	56	809	44	37	11	30		
Saskatchewan																				
1999-2000	6 294	5 627	89	667	11	4 859	4 279	88	580	12	1 430	1 345	94	85	6	5	3	60		
2000-2001	6 497	5 915	91	582	9	4 963	4 490	90	473	10	1 529	1 423	93	106	7	5	2	40		
2001-2002	7 444	6 539	88	905	12	5 757	4 995	87	762	13	1 679	1 539	92	140	8	8	5	63		
2002-2003	7 754	6 922	89	832	11	6 060	5 334	88	726	12	1 691	1 587	94	104	6	3	1	33		
2003-2004	8 124	7 231	89	893	11	6 505	5 740	88	765	12	1 616	1 490	92	126	8	3	1	33		
Alberta																				
1999-2000	13 911	1 883	14	12 028	86	10 237	380	4	9 857	96	3 607	1 503	42	2 104	58	67	0	0		
2000-2001	15 510	2 374	15	13 136	85	11 604	584	5	11 020	95	3 814	1 790	47	2 024	53	92	0	0		
2001-2002	16 998	2 388	14	14 610	86	12 878	505	4	12 373	96	4 041	1 883	47	2 158	53	79	0	0		
2002-2003	19 402	2 554	13	16 848	87	14 751	484	3	14 267	97	4 520	2 070	46	2 450	54	131	0	0		
2003-2004	20 373	3 096	15	17 277	85	15 470	648	4	14 822	96	4 786	2 448	51	2 338	49	117	0	0		
Colombie-Britannique																				
1999-2000	31 434	8 509	27	22 925	73	25 548	5 724	22	19 824	78	5 609	2 735	49	2 874	51	277	50	18		
2000-2001	32 113	8 976	28	23 137	72	26 647	6 116	23	20 531	77	4 981	2 536	51	2 445	49	485	324	67		
2001-2002	33 024	9 583	29	23 441	71	27 405	6 490	24	20 915	76	4 932	2 592	53	2 340	47	687	501	73		
2002-2003	32 759	6 412	20	26 347	80	28 208	4 703	17	23 505	83	4 164	1 522	37	2 642	63	387	187	48		
2003-2004	36 672	3 715	10	32 957	90	32 539	3 255	10	29 284	90	3 513	378	11	3 135	89	620	82	13		

Tableau 8
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle¹ – fin

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Affaires de compétence provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%		
Territoire du Yukon																				
1999-2000	718	347	48	371	52	573	246	43	327	57	145	101	70	45	31	0	0	0	0	0
2000-2001	624	353	57	271	43	578	319	55	259	45	46	34	74	12	26	0	0	0	0	0
2001-2002	603	459	76	144	24	504	366	73	138	27	99	93	94	6	6	0	0	0	0	0
2002-2003	723	569	79	154	21	674	530	79	144	21	49	39	80	10	20	0	0	0	0	0
2003-2004	768	645	84	123	16	698	582	83	116	17	70	63	90	7	10	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest⁴																				
1999-2000	471	.	...	.	...	452	.	...	.	...	19	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2000-2001	479	.	...	.	...	462	.	...	.	...	17	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2001-2002	399	.	...	.	...	391	.	...	.	...	9	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2002-2003	..	.	...	.	...	..	.	...	.	...	..	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2003-2004	..	.	...	.	...	..	.	...	.	...	..	.	...	.	...	.	...	.	...	.
Nunavut⁴																				
1999-2000	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2000-2001	178	..	...	..	...	175	..	...	..	...	3	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2001-2002	869	495	57	374	43	867	495	57	372	43	2	0	0	2	100	..	..	...	..	...
2002-2003	1 536	982	64	554	36	1 487	982	66	505	34	49	0	0	49	100	..	..	...	..	...
2003-2004	1 864	796	43	1 068	57	1 822	796	44	1 026	56	42	0	0	42	100	..	..	...	..	...
Total																				
1999-2000	185 644	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2000-2001	193 861	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-2002	215 165	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	221 840 ^r	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	245 901	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
 2. À Terre-Neuve-et-Labrador, les dépenses au chapitre des services juridiques directs engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
 3. En Ontario, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales sont incluses dans les affaires criminelles.
 4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 9
Dépenses engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile¹

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles – tribunal de la famille					Autres affaires civiles					
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%	
Terre-Neuve-et-Labrador																
1999-2000	1 918	1 895	99	23	1	1 918	1 895	99	23	1	..	..	...	..	...
2000-2001	2 289	2 271	99	18	1	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2001-2002	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	2 588	2 585	100	3	0	..	..	...	..	...	2 588	2 585	100	3	0
Île-du-Prince-Édouard																
1999-2000	118	81	69	37	31	118	81	69	37	31	..	..	...	..	...
2000-2001	130	91	70	39	30	130	91	70	39	30	..	..	...	..	...
2001-2002	229	90	39	139	61	229	90	39	139	61	..	..	...	..	...
2002-2003	289	101	35	188	65	202	101	50	101	50	87	0	0	87	100	
2003-2004	317	121	38	196	62	317	121	38	196	62	0	0	0	..	...
Nouvelle-Écosse																
1999-2000	4 768	3 784	79	984	21	4 768	3 784	79	984	21	0	0	0	0	0	
2000-2001	4 629	3 717	80	912	20	4 629	3 717	80	912	20	0	0	0	0	0	
2001-2002	5 198	4 145	80	1 053	20	5 198	4 145	80	1 053	20	0	0	0	0	0	
2002-2003	5 337	4 278	80	1 059	20	5 337	4 278	80	1 059	20	0	0	0	0	0	
2003-2004	5 791	4 519	78	1 272	22	5 791	4 519	78	1 272	22	0	0	0	0	0	
Nouveau-Brunswick²																
1999-2000	1 370	1 067	78	303	22	665	362	54	303	46	705	705	100	0	0	
2000-2001	1 618	1 299	80	319	20	580	425	73	155	27	1 038	874	84	164	16	
2001-2002	1 243	683	55	560	45	968	683	71	286	30	275	0	0	275	100	
2002-2003	1 597	1 457	91	140	9	1 515	1 375	91	140	9	82	82	100	0	0	
2003-2004	1 814	1 191	66	623	34	1 488	1 191	80	297	20	326	0	0	326	100	
Québec																
1999-2000	59 692 ^e	36 708 ^e	61	22 984	39	38 470 ^e	24 058 ^e	63	14 412	37	21 222 ^e	12 650 ^e	60	8 572	40	
2000-2001	59 724 ^e	37 092 ^e	62	22 632	38	38 233 ^e	24 011 ^e	63	14 222	37	21 491 ^e	13 081 ^e	61	8 410	39	
2001-2002	66 914 ^e	39 175 ^e	59	27 739	41	45 172 ^e	26 582 ^e	59	18 590	41	21 742 ^e	12 593 ^e	58	9 149	42	
2002-2003	69 201 ^e	39 490 ^e	57	29 711	43	48 770 ^e	27 543 ^e	56	21 227	44	20 431 ^e	11 947 ^e	58	8 484	42	
2003-2004	69 710 ^e	41 374 ^e	59	28 336	41	48 972 ^e	29 207 ^e	60	19 765	40	20 738 ^e	12 167 ^e	59	8 571	41	
Ontario																
1999-2000	90 674	34 263	38	56 411	62	35 179	1 028	3	34 151	97	55 495	33 235	60	22 260	40	
2000-2001	103 639	42 598	41	61 041	59	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2001-2002	122 709	50 322	41	72 387	59	..	..	...	48 877	...	..	..	...	23 510	...
2002-2003	131 972	60 623	46	71 349	54	..	..	4	47 584	...	..	..	...	23 765	...
2003-2004	137 702	58 557	43	79 145	57	..	..	5	52 547	...	..	..	...	26 599	...
Manitoba																
1999-2000	7 343	4 215	57	3 128	43	7 343	4 215	57	3 128	43	..	..	...	..	...
2000-2001	5 227	2 084	40	3 143	60	5 227	2 084	40	3 143	60	..	..	...	..	...
2001-2002	6 948	3 974	57	2 974	43	6 948	3 974	57	2 974	43	..	..	...	..	...
2002-2003	7 246 ^r	4 117 ^r	57	3 129	43	7 246 ^r	4 117 ^r	57	3 129	43	..	..	...	..	...
2003-2004	5 512	2 574	47	2 938	53	5 512	2 574	47	2 938	53	..	..	...	..	...
Saskatchewan																
1999-2000	3 415	3 205	94	210	6	3 409	3 199	94	210	6	6	6	100	0	0	
2000-2001	3 319	3 211	97	108	3	3 311	3 203	97	108	3	8	8	100	0	0	
2001-2002	3 581	3 413	95	168	5	3 573	3 405	95	168	5	8	8	100	0	0	
2002-2003	3 608	3 461	96	147	4	3 605	3 458	96	147	4	3	3	100	0	0	
2003-2004	3 838	3 597	94	241	6	3 835	3 594	94	241	6	3	3	100	0	0	
Alberta																
1999-2000	9 008	207	2	8 801	98	5 773	174	3	5 599	97	3 235	33	1	3 202	99	
2000-2001	8 353	206	2	8 147	98	6 120	173	3	5 947	97	2 233	33	1	2 200	99	
2001-2002	12 012	2 752	23	9 260	77	7 084	0	0	7 084	100	4 928	2 752	56	2 176	44	
2002-2003	13 481	4 652	35	8 829	65	..	..	...	..	...	6 727	4 652	69	2 075	31
2003-2004	15 167	4 636	31	10 531	69	..	..	...	..	...	7 111	4 636	65	2 475	35
Colombie-Britannique																
1999-2000	43 278	17 161	40	26 117	60	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2000-2001	45 807	18 610	41	27 197	59	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2001-2002	46 837	18 941	40	27 896	60	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2002-2003	29 772	9 889	33	19 883	67	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	21 601	3 409	16	18 192	84	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Territoire du Yukon																
1999-2000	223	137	61	86	39	210	129	61	81	39	13	8	62	5	38	
2000-2001	161	115	71	46	29	150	104	69	46	31	11	11	100	0	0	
2001-2002	257	163	63	94	37	243	151	62	92	38	14	12	86	2	14	
2002-2003	296	232	78	64	22	277	214	77	63	23	19	18	95	1	5	
2003-2004	284	270	95	14	5	255	243	95	12	5	29	27	93	2	7	

Tableau 9
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile¹ – fin

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles – tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	milliers de \$	%		milliers de \$	%	milliers de \$	milliers de \$
Territoires du Nord-Ouest³															
1999-2000	640	.	...	.	...	620	.	...	.	...	20	.	...	.	...
2000-2001	631	.	...	.	...	594	.	...	.	...	38	.	...	.	...
2001-2002	694	.	...	.	...	672	.	...	.	...	22	.	...	.	...
2002-2003	..	.	...	.	...	..	.	...	.	...	..	.	...	.	...
2003-2004	..	.	...	.	...	..	.	...	.	...	..	.	...	.	...
Nunavut³															
1999-2000	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2000-2001	35	..	...	..	...	34	..	...	..	...	1	0	0	..	...
2001-2002	296	197	67	99	33	293	197	67	96	33	3	0	0	3	100
2002-2003	893	743	83	150	17	871	743	85	128	15	22	0	0	22	100
2003-2004	722	455	63	267	37	722	455	63	267	37	0	0	0	0	0
Total															
1999-2000	222 447	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2000-2001	235 562	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-2002	266 918	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	263 692 [†]
2003-2004	265 046	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
3. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire^{1,2}

Province ou territoire et année	Demandes totales ¹		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en %	Total	Variation en %	% du total	Total	Variation en %	% du total
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	%	n ^{bre}	%	%
Terre-Neuve-et-Labrador³								
1999-2000	11 340	- 22	8 283	- 2	73	3 057	- 50	27
2000-2001	10 751	- 5	7 991	- 4	74	2 760	- 10	26
2001-2002	11 548	7	8 753	10	76	2 795	1	24
2002-2003	13 698	19	10 969	25	80	2 729	- 2	20
2003-2004	8 834	...	4 572	...	52	4 262	...	48
Île-du-Prince-Édouard								
1999-2000	.	...	.	...	...	.	...	...
2000-2001	.	...	.	...	...	.	...	...
2001-2002	.	...	.	...	...	.	...	...
2002-2003	.	...	.	...	...	.	...	...
2003-2004	.	...	.	...	...	.	...	...
Nouvelle-Écosse⁴								
1999-2000	24 003	22	15 653	37	65	8 350	1	35
2000-2001	24 087	0	15 739	1	65	8 348	0	35
2001-2002	25 946	8	18 027	15	69	7 919	- 5	31
2002-2003	18 674	...	10 810	...	58	7 864	...	42
2003-2004	18 650	0	10 965	1	59	7 685	- 2	41
Nouveau-Brunswick⁵								
1999-2000	5 186	3	2 026	3	39	3 160	2	61
2000-2001	5 278	2	1 883	- 7	36	3 395	7	64
2001-2002	2 468	...	2 118	...	86	350	...	14
2002-2003	2 382	- 3	2 038	- 4	86	344	- 2	14
2003-2004	2 507	5	2 129	4	85	378	10	15
Québec								
1999-2000	257 673	0	95 625	0	37	162 048	- 1	63
2000-2001	253 326	- 2	96 363	1	38	156 963	- 3	62
2001-2002	264 270	4	109 993	14	42	154 277	- 2	58
2002-2003	266 037	1	112 402	2	42	153 635	0	58
2003-2004	263 658	- 1	112 229	0	43	151 429	- 1	57
Ontario								
1999-2000	350 658	1	.	...	...	.	...	...
2000-2001	365 077	4	.	...	...	.	...	...
2001-2002	358 376	- 2	.	...	...	.	...	...
2002-2003	362 586	1	.	...	...	.	...	...
2003-2004	341 492	- 6	.	...	...	.	...	...
Manitoba⁶								
1999-2000	22 042	- 1	11 838	2	54	10 204	- 4	46
2000-2001	21 705	- 2	11 451	- 3	53	10 254	0	47
2001-2002	21 509	- 1	11 449	0	53	10 060	- 2	47
2002-2003	21 199	- 1	11 449	0	54	9 750	- 3	46
2003-2004	19 091	- 10	10 788	- 6	57	8 303	- 15	43
Saskatchewan⁷								
1999-2000	24 469	2	17 858	- 1	73	6 611	10	27
2000-2001	23 530	- 4	17 513	- 2	74	6 017	- 9	26
2001-2002	22 213	- 6	16 657	- 5	75	5 556	- 8	25
2002-2003	21 946	- 1	16 001	- 4	73	5 945	7	27
2003-2004	22 450	2	16 540	3	74	5 910	- 1	26
Alberta								
1999-2000	42 365	8	29 019	6	68	13 346	11	32
2000-2001	45 386	7	30 594	5	67	14 792	11	33
2001-2002	48 185	6	33 054	8	69	15 131	2	31
2002-2003	50 533	5	34 826	5	69	15 707	4	31
2003-2004	50 544	0	34 274	- 2	68	16 270	4	32

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Demandes totales ¹		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en %	Total	Variation en %	% du total	Total	Variation en %	% du total
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	%	n ^{bre}	%	%
Colombie-Britannique⁸								
1999-2000	98 535	- 1	38 409	- 3	39	60 126	1	61
2000-2001	96 880	- 2	35 713	- 7	37	61 167	2	63
2001-2002	92 232	- 5	33 662	- 6	36	58 570	- 4	64
2002-2003	53 606	- 42	28 837	- 14	54	24 769	- 58	46
2003-2004	42 176	- 21	28 821	0	68	13 355	- 46	32
Territoire du Yukon⁹								
1999-2000	1 015	- 14	774	4	76	241	- 46	24
2000-2001	1 291	27	918	19	71	373	55	29
2001-2002	1 384	7	974	6	70	410	10	30
2002-2003	1 438	4	1 077	11	75	361	- 12	25
2003-2004	1 683	17	1 149	7	68	534	48	32
Territoires du Nord-Ouest^{10,11}								
1999-2000	1 707	- 3	862	7	50	845	- 11	50
2000-2001	1 273	- 25	547	- 37	43	726	- 14	57
2001-2002	1 147	- 10	537	- 2	47	610	- 16	53
2002-2003	1 376	20	711	32	52	665	9	48
2003-2004	1 517	10	835	17	55	682	3	45
Nunavut¹¹								
1999-2000	..	...	..	...	...	..	...	...
2000-2001	785	...	439	...	56	346	...	44
2001-2002	831	6	482	10	58	349	1	42
2002-2003	550	- 34	288	- 40	52	262	- 25	48
2003-2004	652	19	361	25	55	291	11	45
Total¹²								
1999-2000	838 993	1	.	...	...	.	...	...
2000-2001	849 369	1	.	...	...	.	...	...
2001-2002	850 109	...	.	...	...	.	...	...
2002-2003	814 025	...	.	...	...	.	...	...
2003-2004	773 254	...	.	...	...	.	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes portées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services, incluant les demandes de services complets et de services sommaires, et les demandes rejetées.
3. Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. À partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2003-2004.
4. En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office dans le total des demandes d'aide juridique. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2002-2003.
5. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2001-2002.
6. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur le 6 janvier 2003.
7. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients servis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
8. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
9. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.
10. Les données des Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes comparaissant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais y sont plutôt présumées admissibles et les reçoivent. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.
11. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur de services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000. Le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence, qui ont été résolus depuis.
12. Trois secteurs de compétence, soit Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, ont modifié leurs méthodes de déclaration durant les périodes étudiées. Par suite de ces ruptures de séries, les variations en pourcentage du nombre total de demandes d'aide juridique ne sont pas présentées pour 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes ¹	Affaires criminelles						Affaires civiles					
		Total	Adultes		Jeunes		Lois provinciales		Total	Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}
Terre-Neuve-et-Labrador³													
1999-2000	11 340	8 283	6 537	79	1 746	21	.	...	3 057	..	...	..	...
2000-2001	10 751	7 991	6 341	79	1 650	21	.	...	2 760	..	...	..	...
2001-2002	11 548	8 753	6 798	78	1 955	22	.	...	2 795	..	...	..	...
2002-2003	13 698	10 969	7 458	68	3 511	32	.	...	2 729	..	...	..	...
2003-2004	8 834	4 572	3 628	79	944	21	.	...	4 262	4 216	99	46	1
Île-du-Prince-Édouard													
1999-2000	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2000-2001	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-2002	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴													
1999-2000	24 003	15 653	12 712	81	2 813	18	128	1	8 350	7 663	92	687	8
2000-2001	24 087	15 739	12 843	82	2 791	18	105	1	8 348	7 676	92	672	8
2001-2002	25 946	18 027	14 802	82	3 105	17	120	1	7 919	7 423	94	496	6
2002-2003	18 674	10 810	8 320	77	2 416	22	74	1	7 864	7 372	94	492	6
2003-2004	18 650	10 965	8 828	81	2 027	18	110	1	7 685	7 240	94	445	6
Nouveau-Brunswick⁵													
1999-2000	5 186	2 026	1 723	85	237	12	66	3	3 160	3 160	100	0	0
2000-2001	5 278	1 883	1 584	84	209	11	90	5	3 395	3 170	93	225	7
2001-2002	2 468	2 118	1 759	83	267	13	92	4	350	125	36	225	64
2002-2003	2 382	2 038	1 701	83	206	10	131	6	344	153	44	191	56
2003-2004	2 507	2 129	1 783	84	196	9	150	7	378	378	100	0	0
Québec													
1999-2000	257 673	95 625	74 542	78	12 434	13	8 649	9	162 048	100 423	62	61 625	38
2000-2001	253 326	96 363	76 605	79	11 974	12	7 784	8	156 963	96 594	62	60 369	38
2001-2002	264 270	109 993	89 331	81	13 315	12	7 347	7	154 277	94 600	61	59 677	39
2002-2003	266 037	112 402	91 628	82	13 538	12	7 236	6	153 635	95 193	62	58 442	38
2003-2004	263 658	112 229	92 343	82	12 880	11	7 006	6	151 429	94 902	63	56 527	37
Ontario													
1999-2000	350 658	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2000-2001	365 077	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-2002	358 376	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	362 586	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	341 492	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Manitoba⁶													
1999-2000	22 042	11 838	9 742	82	2 096	18	.	...	10 204	10 204	100	.	...
2000-2001	21 705	11 451	9 581	84	1 870	16	.	...	10 254	10 254	100	.	...
2001-2002	21 509	11 449	9 658	84	1 791	16	.	...	10 060	10 060	100	.	...
2002-2003	21 199	11 449	9 503	83	1 946	17	.	...	9 750	9 750	100	.	...
2003-2004	19 091	10 788	9 104	84	1 684	16	.	...	8 303	8 303	100	.	...
Saskatchewan⁷													
1999-2000	24 469	17 858	14 784	83	3 060	17	14	0	6 611	6 597	100	14	0
2000-2001	23 530	17 513	13 764	79	3 727	21	22	0	6 017	6 006	100	11	0
2001-2002	22 213	16 657	12 591	76	4 046	24	20	0	5 556	5 549	100	7	0
2002-2003	21 946	16 001	12 393	77	3 598	22	10	0	5 945	5 942	100	3	0
2003-2004	22 450	16 540	13 118	79	3 404	21	18	0	5 910	5 898	100	12	0
Alberta													
1999-2000	42 365	29 019	22 083	76	6 782	23	154	1	13 346	12 324	92	1 022	8
2000-2001	45 386	30 594	23 698	77	6 687	22	209	1	14 792	13 811	93	981	7
2001-2002	48 185	33 054	25 712	78	7 123	22	219	1	15 131	14 019	93	1 112	7
2002-2003	50 533	34 826	27 396	79	7 142	21	288	1	15 707	14 496	92	1 211	8
2003-2004	50 544	34 274	28 000	82	6 028	18	246	1	16 270	15 029	92	1 241	8

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle et civile^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes ¹ n ^{bre}	Affaires criminelles						Affaires civiles							
		Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales		Total		Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Colombie-Britannique⁸															
1999-2000	98 535	38 409	31 379	82	6 101	16	929	2	60 126	24 386	41	35 740	59		
2000-2001	96 880	35 713	29 368	82	5 387	15	958	3	61 167	25 217	41	35 950	59		
2001-2002	92 232	33 662	27 555	82	4 988	15	1 119	3	58 570	23 168	40	35 402	60		
2002-2003	53 606	28 837	23 896	83	4 263	15	678	2	24 769	11 029	45	13 740	55		
2003-2004	42 176	28 821	24 632	85	3 389	12	800	3	13 355	11 294	85	2 061	15		
Territoire du Yukon⁹															
1999-2000	1 015	774	589	76	185	24	0	0	241	222	92	19	8		
2000-2001	1 291	918	729	79	189	21	0	0	373	329	88	44	12		
2001-2002	1 384	974	808	83	166	17	0	0	410	379	92	31	8		
2002-2003	1 438	1 077	872	81	205	19	0	0	361	342	95	19	5		
2003-2004	1 683	1 149	1 049	91	100	9	0	0	534	482	90	52	10		
Territoires du Nord-Ouest^{10,11}															
1999-2000	1 707	862	782	91	62	7	18	2	845	803	95	42	5		
2000-2001	1 273	547	491	90	44	8	12	2	726	680	94	46	6		
2001-2002	1 147	537	453	84	54	10	30	6	610	569	93	41	7		
2002-2003	1 376	711	625	88	86	12	..	...	665	612	92	53	8
2003-2004	1 517	835	779	93	56	7	..	...	682	624	91	58	9
Nunavut¹¹															
1999-2000	..	..	..	...	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2000-2001	785	439	416	95	23	5	..	...	346	321	93	25	7
2001-2002	831	482	440	91	42	9	..	...	349	314	90	35	10
2002-2003	550	288	269	93	19	7	..	...	262	246	94	16	6
2003-2004	652	361	349	97	12	3	..	...	291	267	92	24	8
Total¹²															
1999-2000	838 993	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2000-2001	849 369	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-2002	850 109	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	814 025	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	773 254	.	.	...	.	...	.	...	.	.	...	.	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services, incluant les demandes de services complets et de services sommaires, et les demandes rejetées.
3. Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. À partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2003-2004.
4. En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office dans le total des demandes d'aide juridique. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2002-2003.
5. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2001-2002.
6. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur le 6 janvier 2003.
7. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients servis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
8. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
9. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.
10. Les données des Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes comparaissant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais y sont plutôt présumées admissibles et les reçoivent. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.
11. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur de services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000. Le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence, qui ont été résolus depuis. Les chiffres relatifs à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
12. Trois secteurs de compétence, soit Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, ont modifié leurs méthodes de déclaration durant les périodes étudiées. Il faut donc faire preuve de prudence lorsqu'on compare le nombre total de demandes dans le temps.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ³			Affaires criminelles			Affaires civiles				
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires criminelles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires civiles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴
	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	%		n ^{bre}	%	%	
Terre-Neuve-et-Labrador											
1999-2000	5 622	...	11 ^r	3 197	...	57	6	2 425	...	43	5 ^r
2000-2001	4 408	- 22	8	2 560	- 20	58	5	1 848	- 24	42	3
2001-2002	4 529	3	9 ^r	2 662	4	59	5	1 867	1	41	4 ^r
2002-2003	4 731	4	9	3 049	15	64	6	1 682	- 10	36	3
2003-2004	4 849	2	9	3 119	2	64	6	1 730	3	36	3
Île-du-Prince-Édouard											
1999-2000	1 209	10	9	1 133	11	94	8	76	- 4	6	1
2000-2001	1 185	- 2	9	1 083	- 4	91	8	102	34	9	1
2001-2002	1 385	17	10	1 132	5	82	8	253	148	18	2
2002-2003	1 478	7	11	1 187	5	80	9 ^r	291	15	20	2
2003-2004	1 265	- 14	9	1 043	- 12	82	8	222	- 24	18	2
Nouvelle-Écosse											
1999-2000	15 481	6	17 ^r	9 745	8	63	10	5 736	3	37	6
2000-2001	15 150	- 2	16	9 551	- 2	63	10	5 599	- 2	37	6
2001-2002	14 759	- 3	16	9 445	- 1	64	10	5 314	- 5	36	6
2002-2003	14 685	- 1	16	9 404	0	64	10	5 281	- 1	36	6
2003-2004	14 847	1	16	9 680	3	65	10	5 167	- 2	35	6
Nouveau-Brunswick⁵											
1999-2000	4 637	17	6	1 285	1	28	2	3 352	25	72	4
2000-2001	3 935	- 15	5	1 226	- 5	31	2	2 709	- 19	69	4
2001-2002	1 673	...	2	1 399	...	84	2	274	...	16	0
2002-2003	1 914	14	3	1 638	17	86	2	276	1	14	0
2003-2004	1 635	- 15	2	1 373	- 16	84	2	262	- 5	16	0
Québec											
1999-2000	215 991	0	29	77 525	- 1	36	11	138 466	0	64	19
2000-2001	212 192	- 2	29	78 951	2	37	11	133 241	- 4	63	18
2001-2002	217 574	3	29	87 484	11	40	12	130 090	- 2	60	18
2002-2003	219 570	1	29	89 925	3	41	12	129 645	0	59	17
2003-2004	217 268	- 1	29	89 824	0	41	12	127 444	- 2	59	17
Ontario											
1999-2000	140 903	7	12	62 054	1	44	5	78 849	12	56	7
2000-2001	159 338	13	14	65 279	5	41	6	94 059	19	59	8
2001-2002	145 227	- 9	12	63 201	- 3	44	5	82 026	- 13	56	7
2002-2003	137 693	- 5	11	61 076	- 3	44	5	76 617	- 7	56	6
2003-2004	121 700	- 12	10	60 775	0	50	5	60 925	- 20	50	5
Manitoba⁶											
1999-2000	17 374	0	15	8 871	3	51	8	8 503	- 3	49	7
2000-2001	17 627	1	15	9 028	2	51	8	8 599	1	49	7
2001-2002	17 518	- 1	15	9 144	1	52	8	8 374	- 3	48	7
2002-2003	22 498	...	19	14 272	...	63	12	8 226	...	37	7
2003-2004	20 508	- 9	18	13 760	- 4	67	12	6 748	- 18	33	6
Saskatchewan⁷											
1999-2000	21 891	- 2	22	16 419	- 3	75	16	5 472	1	25	5
2000-2001	22 057	1	22	16 585	1	75	16	5 472	0	25	5
2001-2002	20 677	- 6	21	15 596	- 6	75	16	5 081	- 7	25	5
2002-2003	19 119	- 8	19	14 197	- 9	74	14	4 922	- 3	26	5
2003-2004	19 151	0	19	14 442	2	75	15	4 709	- 4	25	5
Alberta											
1999-2000	32 051	6	11	23 378	5	73	8	8 673	8	27	3
2000-2001	33 799	5	11	24 429	4	72	8	9 370	8	28	3
2001-2002	36 420	8	12	26 589	9	73	9	9 831	5	27	3
2002-2003	37 822	4	12	27 711	4	73	9	10 111	3	27	3
2003-2004	36 889	- 2	12	26 765	- 3	73	8	10 124	0	27	3
Colombie-Britannique⁸											
1999-2000	51 534	2	13	27 479	- 2	53	7	24 055	6	47	6
2000-2001	50 513	- 2	13	25 845	- 6	51	6	24 668	3	49	6
2001-2002	46 889	- 7	11	24 288	- 6	52	6	22 601	- 8	48	6
2002-2003	31 537	- 33	8	21 970	- 10	70	5	9 567	- 58	30	2
2003-2004	30 083	- 5	7	21 828	- 1	73	5	8 255	- 14	27	2

Tableau 12
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ³			Affaires criminelles			Affaires civiles				
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires criminelles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires civiles	Variation en %	% du total	Taux pour 1 000 habitants ⁴
	n ^{bre}	%		n ^{bre}	%	%		n ^{bre}	%	%	
Territoire du Yukon⁹											
1999-2000	1 003	- 3	33	767	12	76	25	236	- 32	24	8
2000-2001	800	- 20	26	554	- 28	69	18	246	4	31	8
2001-2002	957	20	32	689	24	72	23	268	9	28	9
2002-2003	1 391	45	46	1 056	53	76	35	335	25	24	11
2003-2004	1 565	13	50	1 125	7	72	36	440	31	28	14
Territoires du Nord-Ouest^{10,11}											
1999-2000	1 000	- 12	25	659	0	66	16	341	- 28	34	8
2000-2001	813	- 19	20	445	- 32	55	11	368	8	45	9
2001-2002	782	- 4	19	460	3	59	11	322	- 13	41	8
2002-2003	1 169	49	28	697	52	60	17	472	47	40	11
2003-2004	1 074	- 8	26	670	- 4	62	16	404	- 14	38	10
Nunavut¹¹											
1999-2000	..	...	...	..	...	...	...	..	...	...	...
2000-2001	785	...	29	439	...	56	16	346	...	44	13
2001-2002	768	- 2	27	456	4	59	16	312	- 10	41	11
2002-2003	369	- 52	13	258	- 43	70	9	111	- 64	30	4
2003-2004	628	70	21	361	40	57	12	267	141	43	9
Total											
1999-2000	508 696	4	17	232 512	2	46	8	276 184	5	54	9
2000-2001	522 602	3	17	235 975	1	45	8	286 627	4	55	9
2001-2002	509 158	- 3	16	242 545	3	48	8	266 613	- 7	52	9
2002-2003	493 976	- 3	16	246 440	2	50	8	247 536	- 7	50	8
2003-2004	471 462	- 5	15	244 765	- 1	52	8	226 697	- 8	48	7

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées comprend le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir plusieurs accusations par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 1999 et 2000; estimations postcensitaires définitives pour 2001; estimations postcensitaires mises à jour pour 2002; et estimations postcensitaires provisoires pour 2003.
5. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2001-2002.
6. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2002-2003. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur le 6 janvier 2003.
7. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients servis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
8. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
9. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.
10. Les données des Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais y sont plutôt présumées admissibles et les reçoivent. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.
11. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000. Le nombre de demandes approuvées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence, qui ont été résolus depuis.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 13
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ³					Affaires criminelles					Affaires civiles					
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	
Terre-Neuve-et-Labrador																
1999-2000	5 622		5 509	98	113	2	3 197	3 107	97	90	3	2 425	2 402	99	23	1
2000-2001	4 408		4 357	99	51	1	2 560	2 526	99	34	1	1 848	1 831	99	17	1
2001-2002	4 529		4 507	100	22	0	2 662	2 644	99	18	1	1 867	1 863	100	4	0
2002-2003	4 731		4 716	100	15	0	3 049	3 037	100	12	0	1 682	1 679	100	3	0
2003-2004	4 849		4 839	100	10	0	3 119	3 111	100	8	0	1 730	1 728	100	2	0
Île-du-Prince-Édouard																
1999-2000	1 209		1 045	86	164	14	1 133	995	88	138	12	76	50	66	26	34
2000-2001	1 185		1 032	87	153	13	1 083	961	89	122	11	102	71	70	31	30
2001-2002	1 385		1 081	78	304	22	1 132	1 034	91	98	9	253	47	19	206	81
2002-2003	1 478		1 141	77	337	23	1 187	1 084	91	103	9	291	57	20	234	80
2003-2004	1 265		1 009	80	256	20	1 043	967	93	76	7	222	42	19	180	81
Nouvelle-Écosse																
1999-2000	15 481		12 567	81	2 914	19	9 745	8 583	88	1 162	12	5 736	3 984	69	1 752	31
2000-2001	15 150		12 279	81	2 871	19	9 551	8 216	86	1 335	14	5 599	4 063	73	1 536	27
2001-2002	14 759		11 779	80	2 980	20	9 445	8 016	85	1 429	15	5 314	3 763	71	1 551	29
2002-2003	14 685		11 592	79	3 093	21	9 404	7 834	83	1 570	17	5 281	3 758	71	1 523	29
2003-2004	14 847		11 509	78	3 338	22	9 680	8 003	83	1 677	17	5 167	3 506	68	1 661	32
Nouveau-Brunswick⁴																
1999-2000	4 637		1 311	28	3 326	72	1 285	0	0	1 285	100	3 352	1 311	39	2 041	61
2000-2001	3 935		1 298	33	2 637	67	1 226	0	0	1 226	100	2 709	1 298	48	1 411	52
2001-2002	1 673		15	1	1 658	99	1 399	6	0	1 393	100	274	9	3	265	97
2002-2003	1 914		7	0	1 907	100	1 638	7	0	1 631	100	276	0	0	276	100
2003-2004	1 635		14	1	1 621	99	1 373	14	1	1 359	99	262	0	0	262	100
Québec																
1999-2000	215 991		103 390	48	112 601	52	77 525	28 514	37	49 011	63	138 466	74 876	54	63 590	46
2000-2001	212 192		106 689	50	105 503	50	78 951	31 327	40	47 624	60	133 241	75 362	57	57 879	43
2001-2002	217 574		106 319	49	111 255	51	87 484	33 654	38	53 830	62	130 090	72 665	56	57 425	44
2002-2003	219 570		104 490	48	115 080	52	89 925	32 982	37	56 943	63	129 645	71 508	55	58 137	45
2003-2004	217 268		100 377	46	116 891	54	89 824	30 759	34	59 065	66	127 444	69 618	55	57 826	45
Ontario																
1999-2000	140 903		33 359	24	107 544	76	62 054	...	...	62 054	100	78 849	33 359	42	45 490	58
2000-2001	159 338		41 789	26	117 549	74	65 279	...	...	65 279	100	94 059	41 789	44	52 270	56
2001-2002	145 227		32 384	22	112 843	78	63 201	...	...	63 201	100	82 026	32 384	39	49 642	61
2002-2003	137 693		32 007	23	105 686	77	61 076	47	0	61 029	100	76 617	31 960	42	44 657	58
2003-2004	121 700		16 744	14	104 956	86	60 775	41	0	60 734	100	60 925	16 703	27	44 222	73
Manitoba⁵																
1999-2000	17 374		4 746	27	12 628	73	8 871	1 732	20	7 139	80	8 503	3 014	35	5 489	65
2000-2001	17 627		4 133	23	13 494	77	9 028	1 434	16	7 594	84	8 599	2 699	31	5 900	69
2001-2002	17 518		3 767	22	13 751	78	9 144	1 101	12	8 043	88	8 374	2 666	32	5 708	68
2002-2003	22 498		9 127	41	13 371	59	14 272	6 108	43	8 164	57	8 226	3 019	37	5 207	63
2003-2004	20 508		8 995	44	11 513	56	13 760	6 026	44	7 734	56	6 748	2 969	44	3 779	56
Saskatchewan⁶																
1999-2000	21 891		20 722	95	1 169	5	16 419	15 624	95	795	5	5 472	5 098	93	374	7
2000-2001	22 057		21 024	95	1 033	5	16 585	15 851	96	734	4	5 472	5 173	95	299	5
2001-2002	20 677		19 177	93	1 500	7	15 596	14 422	92	1 174	8	5 081	4 755	94	326	6
2002-2003	19 119		18 316	96	803	4	14 197	13 574	96	623	4	4 922	4 742	96	180	4
2003-2004	19 151		18 209	95	942	5	14 442	13 698	95	744	5	4 709	4 511	96	198	4
Alberta																
1999-2000	32 051		3 035	9	29 016	91	23 378	2 827	12	20 551	88	8 673	208	2	8 465	98
2000-2001	33 799		3 002	9	30 797	91	24 429	2 801	11	21 628	89	9 370	201	2	9 169	98
2001-2002	36 420		4 958	14	31 462	86	26 589	2 928	11	23 661	89	9 831	2 030	21	7 801	79
2002-2003	37 822		5 633	15	32 189	85	27 711	2 970	11	24 741	89	10 111	2 663	26	7 448	74
2003-2004	36 889		4 742	13	32 147	87	26 765	2 334	9	24 431	91	10 124	2 408	24	7 716	76
Colombie-Britannique⁷																
1999-2000	51 534		12 244	24	39 290	76	27 479	4 390	16	23 089	84	24 055	7 854	33	16 201	67
2000-2001	50 513		11 672	23	38 841	77	25 845	4 260	16	21 585	84	24 668	7 412	30	17 256	70
2001-2002	46 889		10 745	23	36 144	77	24 288	3 939	16	20 349	84	22 601	6 806	30	15 795	70
2002-2003	31 537		2 080	7	29 457	93	21 970	780	4	21 190	96	9 567	1 300	14	8 267	86
2003-2004	30 083		1 129	4	28 954	96	21 828	425	2	21 403	98	8 255	704	9	7 551	91
Territoire du Yukon⁸																
1999-2000	1 003		592	59	411	41	767	423	55	344	45	236	169	72	67	28
2000-2001	800		566	71	234	29	554	393	71	161	29	246	173	70	73	30
2001-2002	957		749	78	208	22	689	574	83	115	17	268	175	65	93	35
2002-2003	1 391		1 211	87	180	13	1 056	935	89	121	11	335	276	82	59	18
2003-2004	1 565		1 397	89	168	11	1 125	1 007	90	118	10	440	390	89	50	11
Territoires du Nord-Ouest^{9,10}																
1999-2000	1 000		265	27	735	74	659	193	29	466	71	341	72	21	269	79
2000-2001	813		278	34	535	66	445	144	32	301	68	368	134	36	234	64
2001-2002	782		242	31	540	69	460	131	28	329	72	322	111	34	211	66
2002-2003	1 169		311	27	858	73	697	156	22	541	78	472	155	33	317	67
2003-2004	1 074		612	57	462	43	670	452	67	218	33	404	160	40	244	60

Tableau 13
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ³					Affaires criminelles					Affaires civiles					
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	
Nunavut ¹⁰																
1999-2000	---		---		---	---		---		---	---		---		---	
2000-2001	785	366	47	419	53	439	311	71	128	29	346	55	16	291	84	
2001-2002	768	314	41	454	59	456	148	32	308	68	312	166	53	146	47	
2002-2003	369	227	62	142	38	258	116	45	142	55	111	111	100	0	0	
2003-2004	628	300	48	328	52	361	73	20	288	80	267	227	85	40	15	
Total																
1999-2000	508 696	198 785	39	309 911	61	232 512	66 388	29	166 124	71	276 184	132 397	48	143 787	52	
2000-2001	522 602	208 485	40	314 117	60	235 975	68 224	29	167 751	71	286 627	140 261	49	146 366	51	
2001-2002	509 158	196 037	39	313 121	61	242 545	68 597	28	173 948	72	266 613	127 440	48	139 173	52	
2002-2003	493 976	190 858	39	303 118	61	246 440	69 630	28	176 810	72	247 536	121 228	49	126 308	51	
2003-2004	471 462	169 876	36	301 586	64	244 765	66 910	27	177 855	73	226 697	102 966	45	123 731	55	

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées comprend le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir plusieurs accusations par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
5. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur le 6 janvier 2003.
6. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients servis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
7. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
8. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.
9. Les données des Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais y sont plutôt présumées admissibles et les reçoivent. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.
10. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000. Le nombre de demandes approuvées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence, qui ont été résolus depuis.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 14
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Infractions aux lois provinciales				
	Total ³		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%		
Terre-Neuve-et-Labrador																				
1999-2000	3 197	97	3 107	97	90	3	2 408	97	66	3	741	97	23	3	48	98	1	2		
2000-2001	2 560	99	2 526	99	34	1	1 902	99	25	1	611	99	8	1	47	98	1	2		
2001-2002	2 662	99	2 644	99	18	1	1 948	99	18	1	650	100	0	0	64	100	0	0		
2002-2003	3 049	100	3 037	100	12	0	2 064	99	12	1	886	100	0	0	99	100	0	0		
2003-2004	3 119	100	3 111	100	8	0	2 302	100	6	0	817	100	2	0	0	0	0	0		
Île-du-Prince-Édouard																				
1999-2000	1 133	88	995	88	138	12	880	88	109	12	253	89	29	11	...	...	...	...
2000-2001	1 083	89	961	89	122	11	857	89	96	11	226	88	26	12	...	...	...	...
2001-2002	1 132	91	1 034	91	98	9	901	90	86	10	231	95	12	5	...	...	...	...
2002-2003	1 187	91	1 084	91	103	9	981	90	94	10	206	96	9	4	...	...	...	...
2003-2004	1 043	93	967	93	76	7	893	92	71	8	150	97	5	3	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse																				
1999-2000	9 745	88	8 583	88	1 162	12	7 459	88	883	12	2 257	88	279	12	29	100	0	0		
2000-2001	9 551	86	8 216	86	1 335	14	7 356	85	1 068	15	2 177	88	267	12	18	100	0	0		
2001-2002	9 445	85	8 016	85	1 429	15	7 227	85	1 103	15	2 180	85	326	15	38	100	0	0		
2002-2003	9 404	83	7 834	83	1 570	17	7 045	83	1 169	17	2 341	83	401	17	18	100	0	0		
2003-2004	9 680	83	8 003	83	1 677	17	7 581	83	1 310	17	2 066	82	367	18	33	100	0	0		
Nouveau-Brunswick⁴																				
1999-2000	1 285	100	1 285	100	1 100	100	1 100	100	155	100	155	100	30	0	0	30	100	
2000-2001	1 226	100	1 226	100	1 038	100	1 038	100	152	100	152	100	36	0	0	36	100	
2001-2002	1 399	100	6	0	1 393	100	1 207	100	1 202	100	160	100	159	99	32	0	0	32	100	
2002-2003	1 638	100	7	0	1 631	100	1 423	100	1 418	100	155	100	153	99	60	0	0	60	100	
2003-2004	1 373	99	14	1	1 359	99	1 185	99	1 172	99	125	100	125	100	63	1	2	62	98	
Québec																				
1999-2000	77 525	37	28 514	37	49 011	63	58 294	36	37 586	64	12 196	49	6 260	51	7 035	27	5 165	73		
2000-2001	78 951	40	31 327	40	47 624	60	60 877	39	36 866	61	11 724	51	5 750	49	6 350	21	5 008	79		
2001-2002	87 484	38	33 654	38	53 830	62	68 570	37	42 985	63	13 025	53	6 176	47	5 889	21	4 669	79		
2002-2003	89 925	37	32 982	37	56 943	63	70 959	35	45 833	65	13 249	50	6 579	50	5 717	21	4 531	79		
2003-2004	89 824	34	30 759	34	59 065	66	71 630	33	48 292	67	12 571	49	6 391	51	5 623	22	4 382	78		
Ontario																				
1999-2000	62 054	100	...	...	62 054	100	50 981	100	50 981	100	11 073	100	11 073	100	...	...	...	...
2000-2001	65 279	100	...	...	65 279	100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2001-2002	63 201	100	...	...	63 201	100	48 728	100	48 728	100	14 473	100	14 473	100	...	...	...	...
2002-2003	61 076	100	47	0	61 029	100	47 743	100	47 696	100	13 333	100	13 333	100	...	...	...	...
2003-2004	60 775	100	41	0	60 734	100	49 718	100	49 677	100	11 057	100	11 057	100	...	...	...	...
Manitoba⁵																				
1999-2000	8 871	80	1 732	20	7 139	80	7 351	20	5 868	80	1 499	16	1 259	84	21	43	12	57		
2000-2001	9 028	84	1 434	16	7 594	84	7 511	16	6 276	84	1 484	13	1 293	87	33	24	25	76		
2001-2002	9 144	88	1 101	12	8 043	88	7 626	13	6 663	87	1 475	9	1 346	91	43	21	34	79		
2002-2003	14 272	88	6 108	43	8 164	57	11 605	42	6 740	58	2 633	47	1 394	53	34	12	30	88		
2003-2004	13 760	88	6 026	44	7 734	56	11 349	43	6 433	57	2 382	46	1 281	54	29	31	20	69		
Saskatchewan⁶																				
1999-2000	16 419	95	15 624	95	795	5	13 711	95	692	5	2 704	96	103	4	4	100	0	0		
2000-2001	16 585	96	15 851	96	734	4	13 188	96	587	4	3 386	96	147	4	11	100	0	0		
2001-2002	15 596	92	14 422	92	1 174	8	11 951	92	958	8	3 644	94	216	6	1	100	0	0		
2002-2003	14 197	96	13 574	96	623	4	11 062	95	520	5	3 133	97	103	3	2	100	0	0		
2003-2004	14 442	95	13 698	95	744	5	11 544	95	627	5	2 897	96	117	4	1	100	0	0		
Alberta																				
1999-2000	23 378	88	2 827	12	20 551	88	16 442	88	16 328	99	6 782	40	4 069	60	154	0	0	154	100	
2000-2001	24 429	89	2 801	11	21 628	89	17 533	89	17 461	100	6 687	41	3 958	59	209	0	0	209	100	
2001-2002	26 589	89	2 928	11	23 661	89	19 247	89	19 187	100	7 123	40	4 265	60	219	5	209	95		
2002-2003	27 711	89	2 970	11	24 741	89	20 281	89	20 244	100	7 142	41	4 227	59	288	6	270	94		
2003-2004	26 765	91	2 334	9	24 431	91	20 491	91	20 465	100	6 028	38	3 724	62	246	4	2	242	98	
Colombie-Britannique																				
1999-2000	27 479	84	4 390	16	23 089	84	21 030	84	18 179	86	5 911	24	4 502	76	538	24	408	76		
2000-2001	25 845	84	4 260	16	21 585	84	20 044	84	17 155	86	5 226	23	4 016	77	575	28	414	72		
2001-2002	24 288	84	3 939	16	20 349	84	18 761	84	16 105	86	4 823	22	3 744	78	704	29	500	71		
2002-2003	21 970	96	780	4	21 190	96	17 377	96	16 791	97	4 146	4	3 978	96	447	6	421	94		
2003-2004	21 828	98	425	2	21 403	98	18 033	98	17 695	98	3 293	2	3 217	98	502	2	491	98		

Tableau 14
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles – adultes					Affaires criminelles – jeunes					Infractions aux lois provinciales				
	Total ³		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	nbre	nbre %	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre %	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre %	nbre	%		
Territoire du Yukon⁷																				
1999-2000	767	423 55	344	45	582	292 50	290	50	185	131 71	54	29	0	0 0	0	0 0	0	0 0		
2000-2001	554	393 71	161	29	452	308 68	144	32	102	85 83	17	17	0	0 0	0	0 0	0	0 0		
2001-2002	689	574 83	115	17	557	455 82	102	18	132	119 90	13	10	0	0 0	0	0 0	0	0 0		
2002-2003	1 056	935 89	121	11	851	735 86	116	14	205	200 98	5	2	0	0 0	0	0 0	0	0 0		
2003-2004	1 125	1 007 90	118	10	1 025	909 89	116	11	100	98 98	2	2	0	0 0	0	0 0	0	0 0		
Territoires du Nord-Ouest^{8,9}																				
1999-2000	659	193 29	466	71	597	175 29	422	71	51	16 31	35	69	11	2 18	9	82	8	80		
2000-2001	445	144 32	301	68	395	125 32	270	68	40	17 43	23	58	10	2 20	8	80	8	80		
2001-2002	460	131 28	329	72	390	107 27	283	73	51	14 27	37	73	19	10 53	9	47	9	47		
2002-2003	697	156 22	541	78	613	137 22	476	78	84	19 23	65	77	..	.. ..	..	..	..	..
2003-2004	670	452 67	218	33	614	410 67	204	33	56	42 75	14	25	..	.. ..	..	..	..	..
Nunavut⁹																				
1999-2000	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	..
2000-2001	439	311 71	128	29	416	288 69	128	31	23	23 100	0	0	..	.. ..	..	..	..	..
2001-2002	456	148 32	308	68	416	128 31	288	69	40	20 50	20	50	..	.. ..	..	..	..	..
2002-2003	258	116 45	142	55	239	97 41	142	59	19	19 100	0	0	..	.. ..	..	..	..	..
2003-2004	361	73 20	288	80	349	70 20	279	80	12	3 25	9	75	..	.. ..	..	..	..	..
Total																				
1999-2000	232 512	66 388 29	166 124	71	180 835	48 331 27	132 504	73	43 807	15 966 36	27 841	64	7 870	2 091 27	5 779	73	..	..
2000-2001	235 975	68 224 29	167 751	71	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	.. ..	..	..	..	..
2001-2002	242 545	68 597 28	173 948	72	187 529	49 821 27	137 708	73	48 007	17 220 36	30 787	64	7 009	1 556 22	5 453	78	..	..
2002-2003	246 440	69 630 28	176 810	72	192 243	50 992 27	141 251	73	47 532	17 285 36	30 247	64	6 665	1 353 20	5 312	80	..	..
2003-2004	244 765	66 910 27	177 855	73	196 714	50 367 26	146 347	74	41 554	15 243 37	26 311	63	6 497	1 300 20	5 197	80	..	..

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées comprend le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir plusieurs accusations par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
5. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet).
6. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients servis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
7. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.
8. Les données des Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaisant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais y sont plutôt présumées admissibles et les reçoivent. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.
9. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence, qui ont été résolus depuis. Les chiffres relatifs à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 15
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles								
	Total ³		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Terre-Neuve-et-Labrador																			
1999-2000	2 425	99	2 402	99	23	1	2 167	99	2 146	99	21	1	258	99	256	99	2	1	1
2000-2001	1 848	99	1 831	99	17	1	1 663	99	1 648	99	15	1	185	99	183	99	2	1	1
2001-2002	1 867	100	1 863	100	4	0	1 715	100	1 712	100	3	0	152	99	151	99	1	1	1
2002-2003	1 682	100	1 679	100	3	0	1 550	100	1 547	100	3	0	132	100	132	100	0	0	0
2003-2004	1 730	100	1 728	100	2	0	1 697	100	1 695	100	2	0	33	100	33	100	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard																			
1999-2000	76	66	50	66	26	34	76	66	50	66	26	34	.	.	...	.	.	...	.
2000-2001	102	70	71	70	31	30	102	70	71	70	31	30	.	.	...	.	.	...	.
2001-2002	253	19	47	19	206	81	253	19	47	19	206	81	.	.	...	.	.	...	.
2002-2003	291	20	57	20	234	80	291	20	57	20	234	80	.	.	...	.	.	...	.
2003-2004	222	19	42	19	180	81	222	19	42	19	180	81	.	.	...	.	.	...	.
Nouvelle-Écosse																			
1999-2000	5 736	69	3 984	69	1 752	31	5 395	70	3 783	70	1 612	30	341	59	201	59	140	41	41
2000-2001	5 599	73	4 063	73	1 536	27	5 361	72	3 847	72	1 514	28	238	91	216	91	22	9	9
2001-2002	5 314	71	3 763	71	1 551	29	5 096	70	3 573	70	1 523	30	218	87	190	87	28	13	13
2002-2003	5 281	71	3 758	71	1 523	29	5 060	71	3 568	71	1 492	29	221	86	190	86	31	14	14
2003-2004	5 167	68	3 506	68	1 661	32	4 913	67	3 300	67	1 613	33	254	81	206	81	48	19	19
Nouveau-Brunswick⁴																			
1999-2000	3 352	39	1 311	39	2 041	61	3 352	39	1 311	39	2 041	61	0	0	0	0	0	0	0
2000-2001	2 709	48	1 298	48	1 411	52	2 525	51	1 298	51	1 227	49	184	0	0	0	184	100	100
2001-2002	274	3	9	3	265	97	274	9	9	9	88	91	177	0	0	0	177	100	100
2002-2003	276	0	0	0	276	100	276	0	0	0	276	100	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	262	0	0	0	262	100	262	0	0	0	262	100	104	0	0	0	104	100	100
Québec																			
1999-2000	138 466	54	74 876	54	63 590	46	90 602	54	49 200	54	41 402	46	47 864	54	25 676	54	22 188	46	46
2000-2001	133 241	57	75 362	57	57 879	43	86 190	57	48 795	57	37 395	43	47 051	56	26 567	56	20 484	44	44
2001-2002	130 090	56	72 665	56	57 425	44	83 641	56	46 897	56	36 744	44	46 449	55	25 768	55	20 681	45	45
2002-2003	129 645	55	71 508	55	58 137	45	84 328	54	45 740	54	38 588	46	45 317	57	25 768	57	19 549	43	43
2003-2004	127 444	55	69 618	55	57 826	45	83 711	53	44 759	53	38 952	47	43 733	57	24 859	57	18 874	43	43
Ontario																			
1999-2000	78 849	42	33 359	42	45 490	58	34 266	42	12 818	42	30 138	88	44 583	66	29 231	66	15 352	34	34
2000-2001	94 059	44	41 789	44	52 270	56	42 161	44	9 374	44	32 787	78	51 898	62	32 415	62	19 483	38	38
2001-2002	82 026	39	32 384	39	49 642	61	29 934	39	1 217	39	28 717	96	52 092	60	31 167	60	20 925	40	40
2002-2003	76 617	42	31 960	42	44 657	58	27 160	42	800	42	26 360	97	49 457	63	31 160	63	18 297	37	37
2003-2004	60 925	27	16 703	27	44 222	73	27 550	27	1 084	27	26 466	96	33 375	47	15 619	47	17 756	53	53
Manitoba⁵																			
1999-2000	8 503	35	3 014	35	5 489	65	8 503	35	5 489	35	5 489	65	.	.	...	.	.	...	.
2000-2001	8 599	31	2 699	31	5 900	69	8 599	31	5 900	31	5 900	69	.	.	...	.	.	...	.
2001-2002	8 374	32	2 666	32	5 708	68	8 374	32	5 708	32	5 708	68	.	.	...	.	.	...	.
2002-2003	8 226	37	3 019	37	5 207	63	8 226	37	5 207	37	5 207	63	.	.	...	.	.	...	.
2003-2004	6 748	44	2 969	44	3 779	56	6 748	44	3 779	44	3 779	56	.	.	...	.	.	...	.
Saskatchewan⁶																			
1999-2000	5 472	93	5 098	93	374	7	5 470	93	374	93	374	7	2	2	100	0	0	0	0
2000-2001	5 472	95	5 173	95	299	5	5 470	95	299	95	299	5	2	2	100	0	0	0	0
2001-2002	5 081	94	4 755	94	326	6	5 079	94	326	94	326	6	2	2	100	0	0	0	0
2002-2003	4 922	96	4 742	96	180	4	4 919	96	180	96	180	4	3	3	100	0	0	0	0
2003-2004	4 709	96	4 511	96	198	4	4 708	96	198	96	198	4	1	1	100	0	0	0	0
Alberta																			
1999-2000	8 673	2	208	2	8 465	98	7 651	2	175	2	7 476	98	1 022	33	3	989	97	97	
2000-2001	9 370	2	201	2	9 169	98	8 389	2	170	2	8 219	98	981	31	3	950	97	97	
2001-2002	9 831	21	2 030	21	7 801	79	8 719	22	1 926	22	6 793	78	1 112	104	9	1 008	91	91	
2002-2003	10 111	26	2 663	26	7 448	74	8 900	29	2 557	29	6 343	71	1 211	106	9	1 105	91	91	
2003-2004	10 124	24	2 408	24	7 716	76	8 883	26	2 328	26	6 555	74	1 241	80	6	1 161	94	94	
Colombie-Britannique⁷																			
1999-2000	24 055	33	7 854	33	16 201	67	13 828	11	12 280	11	12 280	89	10 227	62	6 306	62	3 921	38	38
2000-2001	24 668	30	7 412	30	17 256	70	15 526	10	14 035	10	14 035	90	9 142	65	5 921	65	3 221	35	35
2001-2002	22 601	30	6 806	30	15 795	70	13 991	10	12 578	10	12 578	90	8 610	63	5 393	63	3 217	37	37
2002-2003	9 567	14	1 300	14	8 267	86	6 454	8	5 926	8	5 926	92	3 113	772	25	2 341	75	75	
2003-2004	8 255	9	704	9	7 551	91	6 499	11	5 795	11	5 795	89	1 756	0	0	1 756	100	100	

Tableau 15
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles					Affaires civiles – droit de la famille					Autres affaires civiles					
	Total ³		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	
Territoire du Yukon⁸																
1999-2000	236		169	72	67	28	217	158	73	59	27	19	11	58	8	42
2000-2001	246		173	70	73	30	219	151	69	68	31	27	22	81	5	19
2001-2002	268		175	65	93	35	247	157	64	90	36	21	18	86	3	14
2002-2003	335		276	82	59	18	316	260	82	56	18	19	16	84	3	16
2003-2004	440		390	89	50	11	392	346	88	46	12	48	44	92	4	8
Territoires du Nord-Ouest^{9,10}																
1999-2000	341		72	21	269	79	328	70	21	258	79	13	2	15	11	85
2000-2001	368		134	36	234	64	352	132	38	220	63	16	2	13	14	88
2001-2002	322		111	34	211	66	306	108	35	198	65	16	3	19	13	81
2002-2003	472		155	33	317	67	451	148	33	303	67	21	7	33	14	67
2003-2004	404		160	40	244	60	388	160	41	228	59	16	0	0	16	100
Nunavut¹⁰																
1999-2000	..		..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2000-2001	346		55	16	291	84	321	55	17	266	83	25	0	0	25	100
2001-2002	312		166	53	146	47	299	162	54	137	46	13	4	31	9	69
2002-2003	111		111	100	0	0	93	93	100	0	0	18	18	100	0	0
2003-2004	267		227	85	40	15	267	227	85	40	15	0	0	0	0	0
Total																
1999-2000	276 184		132 397	48	143 787	52	171 855	70 679	41	101 176	59	104 329	61 718	59	42 611	41
2000-2001	286 627		140 261	49	146 366	51	176 878	74 902	42	101 976	58	109 749	65 359	60	44 390	40
2001-2002	266 613		127 440	48	139 173	52	157 751	64 640	41	93 111	59	108 862	62 800	58	46 062	42
2002-2003	247 536		121 228	49	126 308	51	148 024	63 056	43	84 968	57	99 512	58 172	58	41 340	42
2003-2004	226 697		102 966	45	123 731	55	146 136	62 124	43	84 012	57	80 561	40 842	51	39 719	49

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées comprend le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande d'aide juridique qui donne droit à l'aide juridique décrite dans un certificat, un renvoi ou une autre autorisation indiquant que le demandeur a droit aux services juridiques.
3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir plusieurs accusations par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
4. La plupart des services d'aide juridique en matière civile qui étaient auparavant offerts par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick sont maintenant administrés par l'Aide juridique du Nouveau-Brunswick. Même si le niveau d'ensemble des services d'aide juridique est resté essentiellement inchangé, ces changements administratifs signifient que les chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes à compter de 2001-2002.
5. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes d'aide juridique approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur le 6 janvier 2003.
6. À compter de 2001-2002, la Legal Aid Commission de la Saskatchewan a mis sur pied un projet pilote auprès d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde. Par conséquent, les clients servis dans le cadre du projet sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21) plutôt que dans les demandes d'aide juridique (Affaires criminelles — adultes).
7. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes d'aide juridique approuvées qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
8. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office assurant des services complets.
9. Les données des Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont commencé une pratique appelée « admissibilité présumée » selon laquelle les personnes comparaissant sans représentation devant le tribunal ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais y sont plutôt présumées admissibles et les reçoivent. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest depuis 1998-1999. Les données des Territoires du Nord-Ouest excluent les infractions aux lois territoriales.
10. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence, qui ont été résolus depuis.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 16
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire		
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ³
	n ^{bre}	%	
Terre-Neuve-et-Labrador			
1999-2000	3 488	...	7 ^r
2000-2001	3 078	- 12	6
2001-2002	3 267	6	6
2002-2003	3 023	- 7	6
2003-2004	..	...	...
Île-du-Prince-Édouard			
1999-2000	.	...	...
2000-2001	.	...	...
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
Nouvelle-Écosse			
1999-2000	1 586	- 4	2
2000-2001	1 299	- 18	1
2001-2002	1 088	- 16	1
2002-2003	1 130	4	1
2003-2004	1 055	- 7	1
Nouveau-Brunswick			
1999-2000	.	...	...
2000-2001	.	...	...
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
Québec			
1999-2000	.	...	...
2000-2001	.	...	...
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
Ontario			
1999-2000	183 826	4	16
2000-2001	183 927	0	16
2001-2002	177 158	- 4	15
2002-2003	185 976	5	15
2003-2004	185 328	0	15
Manitoba⁴			
1999-2000	21 572	- 7	19
2000-2001	21 706	1	19
2001-2002	22 134	2	19
2002-2003	18 664	...	16
2003-2004	17 479	- 6	15
Saskatchewan			
1999-2000	5 816	- 6	6
2000-2001	6 217	7	6
2001-2002	5 968	- 4	6
2002-2003	4 523	- 24	5 ^r
2003-2004	4 645	3	5
Alberta			
1999-2000	.	...	...
2000-2001	.	...	...
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...

Tableau 16
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire		
	Total	Variation en %	Taux pour 1 000 habitants ³
	n ^{bre}	%	
Colombie-Britannique⁵			
1999-2000	30 460	28	8
2000-2001	33 920	11	8
2001-2002	33 454	- 1	8
2002-2003	14 905	- 55	4
2003-2004	..	...	...
Territoire du Yukon			
1999-2000	.	...	...
2000-2001	.	...	...
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
Territoires du Nord-Ouest⁶			
1999-2000	.	...	...
2000-2001	.	...	...
2001-2002	.	...	...
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
Nunavut⁶			
1999-2000	..	...	...
2000-2001	..	...	...
2001-2002	..	...	...
2002-2003	191	...	7
2003-2004	838	339	29
Total			
1999-2000	246 748	6	8
2000-2001	250 147	1	8
2001-2002	243 069	- 3	8
2002-2003	228 412	- 6	7
2003-2004	..	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.

3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 1999 et 2000; estimations postcensitaires définitives pour 2001; estimations postcensitaires mises à jour pour 2002; et estimations postcensitaires provisoires pour 2003.

4. La baisse du nombre de demandes de services sommaires au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2002-2003.

5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes de services sommaires approuvées qui s'est produite en 2002-2003 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique. La Colombie-Britannique ne peut faire état du nombre de demandes d'aide juridique approuvées pour les services sommaires en 2003-2004, par suite d'une modification de la portée du programme d'aide juridique.

6. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000. Le nombre de demandes de services sommaires approuvées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence, qui ont été résolus depuis.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 17
Demands d'aide juridique rejetées par raison du rejet^{1,2}

Province ou territoire et année	Total	Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ³	
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}
Terre-Neuve-et-Labrador											
1999-2000	3 471	554	16	232	7	2 269	65	0	0	416	12
2000-2001	3 001	561	19	215	7	1 588	53	0	0	637	21
2001-2002	2 875	775	27	190	7	1 256	44	0	0	654	23
2002-2003	2 763	732	26	161	6	1 055	38	0	0	815	29
2003-2004	3 121	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard											
1999-2000	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2000-2001	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2001-2002	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2002-2003	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse											
1999-2000	2 160	966	45	51	2	583	27	57	3	503	23
2000-2001	2 024	943	47	35	2	457	23	55	3	534	26
2001-2002	2 518	1 072	43	43	2	356	14	71	3	976	39
2002-2003	2 317	1 101	48	34	1	351	15	85	4	746	32
2003-2004	2 318	1 161	50	75	3	312	13	71	3	699	30
Nouveau-Brunswick											
1999-2000	793	.	...	.	...	.	...	.	...	793	100
2000-2001	723	.	...	.	...	.	...	.	...	723	100
2001-2002	810	.	...	.	...	.	...	.	...	810	100
2002-2003	498	.	...	.	...	.	...	.	...	498	100
2003-2004	551	.	...	.	...	.	...	.	...	551	100
Québec											
1999-2000	36 390	19 017	52	9 207	25	1 596	4	53	0	6 517	18
2000-2001	36 826	21 149	57	8 042	22	1 566	4	63	0	6 006	16
2001-2002	40 132	24 349	61	8 131	20	1 565	4	46	0	6 041	15
2002-2003	39 221	23 369	60	8 335	21	1 767	5	55	0	5 695	15
2003-2004	39 051	24 124	62	7 823	20	1 781	5	60	0	5 263	13
Ontario⁴											
1999-2000	30 057	..	...	..	...	..	...	.	...	..	...
2000-2001	31 186	7 122	23	7 083	23	..	...	.	...	16 981	54
2001-2002	35 521	7 907	22	9 790	28	..	...	.	...	17 824	50
2002-2003	35 324	7 481	21	11 243	32	14 475	41	.	...	2 125	6
2003-2004	31 788	7 705	24	9 096	29	13 243	42	.	...	1 744	5
Manitoba											
1999-2000	2 380	319	13	90	4	294	12	7	0	1 670	70
2000-2001	2 729	338	12	101	4	265	10	7	0	2 018	74
2001-2002	2 952	338	11	85	3	464	16	2	0	2 063	70
2002-2003	3 039	312	10	77	3	579	19	7	0	2 064	68
2003-2004	3 089	323	10	289	9	628	20	40	1	1 809	59
Saskatchewan											
1999-2000	1 429	1 072	75	191	13	92	6	21	1	53	4
2000-2001	1 473	1 094	74	196	13	93	6	13	1	77	5
2001-2002	1 536	1 194	78	188	12	71	5	27	2	56	4
2002-2003	1 613	1 161	72	260	16	124	8	24	1	44	3
2003-2004	1 858	1 313	71	271	15	148	8	35	2	91	5
Alberta											
1999-2000	10 314	2 833	27	2 019	20	1 225	12	537	5	3 700	36
2000-2001	11 587	3 561	31	2 249	19	1 240	11	610	5	3 927	34
2001-2002	11 765	3 623	31	2 211	19	1 132	10	566	5	4 233	36
2002-2003	12 711	3 817	30	2 565	20	1 175	9	588	5	4 566	36
2003-2004	13 655	4 248	31	2 696	20	1 186	9	731	5	4 794	35
Colombie-Britannique⁵											
1999-2000	25 865	7 915	31	10 733	41	.	...	.	...	7 217	28
2000-2001	23 561	6 986	30	9 728	41	.	...	.	...	6 847	29
2001-2002	22 786	6 960	31	9 237	41	.	...	.	...	6 589	29
2002-2003	12 655	3 240	26	6 495	51	.	...	.	...	2 920	23
2003-2004	11 978	1 867	16	7 062	59	.	...	.	...	3 049	25
Territoire du Yukon⁶											
1999-2000	12	5	42	6	50	1	8	0	0	0	0
2000-2001	146	93	64	50	34	2	1	0	0	1	1
2001-2002	150	53	35	51	34	6	4	40	27	0	0
2002-2003	47	28	60	7	15	5	11	0	0	7	15
2003-2004	118	75	64	16	14	17	14	0	0	10	8

Tableau 17
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total	Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ³	
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}
Territoires du Nord-Ouest⁷											
1999-2000	380	70	18	19	5	85	22	206	54	0	0
2000-2001	345	59	17	14	4	99	29	173	50	0	0
2001-2002	257	52	20	14	5	84	33	105	41	2	1
2002-2003	496	138	28	133	27	48	10	177	36	0	0
2003-2004	443	125	28	37	8	51	12	147	33	83	19
Nunavut⁷											
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	83	9	11	46	55	28	34	0	0	0	0
2001-2002	64	13	20	22	34	4	6	25	39	0	0
2002-2003	52	6	12	41	79	5	10	0	0	0	0
2003-2004	34	6	18	27	79	1	3	0	0	0	0
Total											
1999-2000	113 251	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	113 684	41 915	37	27 759	24	5 338	5	921	1	37 751	33
2001-2002	121 366	46 336	38	29 962	25	4 938	4	882	1	39 248	32
2002-2003	110 736	41 385	37	29 351	27	19 584	18	936	1	19 480	18
2003-2004	108 004	40 947	38	27 392	25	17 367	16	1 084	1	18 093	17

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas celles qui sont refusées à la présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
4. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ».
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes rejetées en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à la réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.
6. Le total des demandes rejetées indiqué pour le Yukon en 1999-2000 n'est pas comparable à celui des autres années à cause de différences entre les procédures de dénombrement.
7. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 18a
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles^{1,2}

Province ou territoire et année	Total					Inadmissibilité financière				Raisons liées à l'applicabilité									
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Terre-Neuve-et-Labrador																			
1999-2000	3 471		1 108	32	2 363	68	554	214	39	340	61	232	227	98	5	2			
2000-2001	3 001		966	32	2 035	68	561	232	41	329	59	215	212	99	3	1			
2001-2002	2 875		984	34	1 891	66	775	326	42	449	58	190	188	99	2	1			
2002-2003	2 763		1 007	36	1 756	64	732	332	45	400	55	161	158	98	3	2			
2003-2004	3 121		..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	...	..
Île-du-Prince-Édouard																			
1999-2000	.		.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
2000-2001	.		.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
2001-2002	.		.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
2002-2003	.		.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
2003-2004	.		.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse																			
1999-2000	2 160		833	39	1 327	61	966	344	36	622	64	51	27	53	24	47			
2000-2001	2 024		845	42	1 179	58	943	307	33	636	67	35	20	57	15	43			
2001-2002	2 518		1 292	51	1 226	49	1 072	377	35	695	65	43	30	70	13	30			
2002-2003	2 317		1 025	44	1 292	56	1 101	359	33	742	67	34	24	71	10	29			
2003-2004	2 318		961	41	1 357	59	1 161	425	37	736	63	75	56	75	19	25			
Nouveau-Brunswick																			
1999-2000	793		745	94	48	6	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
2000-2001	723		682	94	41	6	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
2001-2002	810		725	90	85	10	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
2002-2003	498		450	90	48	10	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
2003-2004	551		486	88	65	12	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...
Québec																			
1999-2000	36 390		13 681	38	22 709	62	19 017	7 626	40	11 391	60	9 207	5 006	54	4 201	46			
2000-2001	36 826		13 670	37	23 156	63	21 149	8 633	41	12 516	59	8 042	4 087	51	3 955	49			
2001-2002	40 132		16 717	42	23 415	58	24 349	11 312	46	13 037	54	8 131	4 165	51	3 966	49			
2002-2003	39 221		15 819	40	23 402	60	23 369	10 279	44	13 090	56	8 335	4 382	53	3 953	47			
2003-2004	39 051		15 776	40	23 275	60	24 124	10 902	45	13 222	55	7 823	3 734	48	4 089	52			
Ontario⁴																			
1999-2000	30 057		17 343	58	12 714	42	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...
2000-2001	31 186		..	...	..	...	7 122	..	...	..	...	7 083	..	...	..	...	..	..	...
2001-2002	35 521		..	...	..	...	7 907	..	...	..	...	9 790	..	...	..	...	..	..	...
2002-2003	35 324		..	...	..	...	7 481	..	...	..	...	11 243	..	...	..	...	..	..	...
2003-2004	31 788		..	...	..	...	7 705	..	...	..	...	9 096	..	...	..	...	..	..	...
Manitoba																			
1999-2000	2 380		1 003	42	1 377	58	319	108	34	211	66	90	9	10	81	90			
2000-2001	2 729		1 175	43	1 554	57	338	114	34	224	66	101	12	12	89	88			
2001-2002	2 952		1 105	37	1 847	63	338	112	33	226	67	85	10	12	75	88			
2002-2003	3 039		1 048	34	1 991	66	312	101	32	211	68	77	3	4	74	96			
2003-2004	3 089		1 065	34	2 024	66	323	126	39	197	61	289	18	6	271	94			
Saskatchewan																			
1999-2000	1 429		925	65	504	35	1 072	712	66	360	34	191	156	82	35	18			
2000-2001	1 473		928	63	545	37	1 094	706	65	388	35	196	166	85	30	15			
2001-2002	1 536		1 061	69	475	31	1 194	845	71	349	29	188	166	88	22	12			
2002-2003	1 613		1 090	68	523	32	1 161	784	68	377	32	260	244	94	16	6			
2003-2004	1 858		1 269	68	589	32	1 313	909	69	404	31	271	254	94	17	6			
Alberta																			
1999-2000	10 314		5 641	55	4 673	45	2 833	1 595	56	1 238	44	2 019	1 305	65	714	35			
2000-2001	11 587		6 165	53	5 422	47	3 561	1 892	53	1 669	47	2 249	1 268	56	981	44			
2001-2002	11 765		6 465	55	5 300	45	3 623	1 909	53	1 714	47	2 211	1 367	62	844	38			
2002-2003	12 711		7 115	56	5 596	44	3 817	1 999	52	1 818	48	2 565	1 578	62	987	38			
2003-2004	13 655		7 509	55	6 146	45	4 248	2 127	50	2 121	50	2 696	1 678	62	1 018	38			
Colombie-Britannique⁵																			
1999-2000	25 865		10 930	42	14 935	58	7 915	3 172	40	4 743	60	10 733	4 946	46	5 787	54			
2000-2001	23 561		9 868	42	13 693	58	6 986	2 587	37	4 399	63	9 728	4 518	46	5 210	54			
2001-2002	22 786		9 374	41	13 412	59	6 960	2 585	37	4 375	63	9 237	4 157	45	5 080	55			
2002-2003	12 655		6 867	54	5 788	46	3 240	1 883	58	1 357	42	6 495	3 023	47	3 472	53			
2003-2004	11 978		6 992	58	4 986	42	1 867	1 338	72	529	28	7 062	3 433	49	3 629	51			
Territoire du Yukon⁶																			
1999-2000	12		7	58	5	42	5	2	40	3	60	6	4	67	2	33			
2000-2001	146		51	35	95	65	93	33	35	60	65	50	18	36	32	64			
2001-2002	150		35	23	115	77	53	10	19	43	81	51	13	25	38	75			
2002-2003	47		21	45	26	55	28	9	32	19	68	7	3	43	4	57			
2003-2004	118		24	20	94	80	75	18	24	57	76	16	2	13	14	88			

Tableau 18a
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité								
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Territoires du Nord-Ouest⁷																			
1999-2000	380	..	..	..	..	..	..	..	70	15	21	55	79	19	..	..	..	..	..
2000-2001	345	..	..	..	..	..	..	..	59	10	17	49	83	14	..	..	..	..	..
2001-2002	257	..	..	..	..	..	..	..	52	16	31	36	69	14	..	..	..	..	..
2002-2003	496	153	31	343	69	138	34	25	104	75	133	46	35	87	46	35	87	65	65
2003-2004	443	165	37	278	63	125	74	59	51	41	37	13	35	24	13	35	24	65	65
Nunavut⁷																			
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	83	43	52	40	48	9	5	56	4	44	46	30	65	16	35	65	16	35	35
2001-2002	64	26	41	38	59	13	10	77	3	23	22	0	0	22	0	0	22	100	100
2002-2003	52	12	23	40	77	6	2	33	4	67	41	7	17	34	7	17	34	83	83
2003-2004	34	3	9	31	91	6	2	33	4	67	27	1	4	26	1	4	26	96	96
Total																			
1999-2000	113 251	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	.	..	.	.	..
2000-2001	113 684	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	.	..	.	.	..
2001-2002	121 366	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	.	..	.	.	..
2002-2003	110 736	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	.	..	.	.	..
2003-2004	108 004	.	..	.	..	.	.	..	.	..	.	.	..	.	.	..	.	.	..

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas celles qui sont refusées à la présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
4. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ».
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes rejetées en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.
6. Le total des demandes rejetées indiqué pour le Yukon en 1999-2000 n'est pas comparable à celui des autres années à cause de différences entre les procédures de dénombrement.
7. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 18b
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles^{1,2}

Province ou territoire et année	Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons ³								
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Terre-Neuve-et-Labrador																			
1999-2000	2 269		400	18	1 869	82	0	0	0	0	0	0	416	267	64	149	36		
2000-2001	1 588		234	15	1 354	85	0	0	0	0	0	0	637	288	45	349	55		
2001-2002	1 256		164	13	1 092	87	0	0	0	0	0	0	654	306	47	348	53		
2002-2003	1 055		113	11	942	89	0	0	0	0	0	0	815	404	50	411	50		
2003-2004	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																			
1999-2000	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	..	.	..	.	..
2000-2001	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	..	.	..	.	..
2001-2002	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	..	.	..	.	..
2002-2003	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	..	.	..	.	..
2003-2004	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	..	.	..	.	..
Nouvelle-Écosse																			
1999-2000	583		236	40	347	60	57	38	67	19	33	503	188	37	315	63			
2000-2001	457		242	53	215	47	55	32	58	23	42	534	244	46	290	54			
2001-2002	356		177	50	179	50	71	32	45	39	55	976	676	69	300	31			
2002-2003	351		172	49	179	51	85	47	55	38	45	746	423	57	323	43			
2003-2004	312		159	51	153	49	71	34	48	37	52	699	287	41	412	59			
Nouveau-Brunswick																			
1999-2000	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	793	745	94	48	6		
2000-2001	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	723	682	94	41	6		
2001-2002	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	810	725	90	85	10		
2002-2003	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	498	450	90	48	10		
2003-2004	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	551	486	88	65	12		
Québec																			
1999-2000	1 596		80	5	1 516	95	53	2	4	51	96	6 517	967	15	5 550	85			
2000-2001	1 566		93	6	1 473	94	63	0	0	63	100	6 006	857	14	5 149	86			
2001-2002	1 565		84	5	1 481	95	46	2	4	44	96	6 041	1 154	19	4 887	81			
2002-2003	1 767		100	6	1 667	94	55	2	4	53	96	5 695	1 056	19	4 639	81			
2003-2004	1 781		91	5	1 690	95	60	2	3	58	97	5 263	1 047	20	4 216	80			
Ontario⁴																			
1999-2000	..		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	..	..	..	.	..	.	..
2000-2001	..		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	16 981	..	..	.	..	.	..
2001-2002	..		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	17 824	..	..	.	..	.	..
2002-2003	14 475		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2 125	..	..	.	..	.	..
2003-2004	13 243		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 744	..	..	.	..	.	..
Manitoba																			
1999-2000	294		39	13	255	87	7	2	29	5	71	1 670	845	51	825	49			
2000-2001	265		49	18	216	82	7	..	..	7	100	2 018	1 000	50	1 018	50			
2001-2002	464		32	7	432	93	2	0	0	2	100	2 063	951	46	1 112	54			
2002-2003	579		40	7	539	93	7	1	14	6	86	2 064	903	44	1 161	56			
2003-2004	628		34	5	594	95	40	20	50	20	50	1 809	867	48	942	52			
Saskatchewan																			
1999-2000	92		18	20	74	80	21	17	81	4	19	53	22	42	31	58			
2000-2001	93		17	18	76	82	13	6	46	7	54	77	33	43	44	57			
2001-2002	71		7	10	64	90	27	18	67	9	33	56	25	45	31	55			
2002-2003	124		15	12	109	88	24	20	83	4	17	44	27	61	17	39			
2003-2004	148		21	14	127	86	35	19	54	16	46	91	66	73	25	27			
Alberta																			
1999-2000	1 225		289	24	936	76	537	286	53	251	47	3 700	2 166	59	1 534	41			
2000-2001	1 240		305	25	935	75	610	325	53	285	47	3 927	2 375	60	1 552	40			
2001-2002	1 132		278	25	854	75	566	310	55	256	45	4 233	2 601	61	1 632	39			
2002-2003	1 175		281	24	894	76	588	305	52	283	48	4 566	2 952	65	1 614	35			
2003-2004	1 186		252	21	934	79	731	363	50	368	50	4 794	3 089	64	1 705	36			
Colombie-Britannique⁵																			
1999-2000	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	7 217	2 812	39	4 405	61		
2000-2001	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	6 847	2 763	40	4 084	60		
2001-2002	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	6 589	2 632	40	3 957	60		
2002-2003	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	2 920	1 961	67	959	33		
2003-2004	.		.	..	.	..	.	..	.	..	.	..	3 049	2 221	73	828	27		
Territoire du Yukon⁶																			
1999-2000	1		1	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2000-2001	2		0	0	2	100	0	0	0	0	0	1	0	0	1	100			
2001-2002	6		1	17	5	83	40	11	28	29	73	0	0	0	0	0			
2002-2003	5		2	40	3	60	0	0	0	0	0	7	7	100	0	0			
2003-2004	17		4	24	13	76	0	0	0	0	0	10	0	0	10	100			

Tableau 18b
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons ³									
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles			
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%		
Territoires du Nord-Ouest⁷																				
1999-2000	85	..	...	..	...	206	..	...	..	...	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2000-2001	99	..	...	..	...	173	..	...	..	...	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	84	..	...	..	...	105	..	...	..	...	2	..	...	..	...	..	...	..	...
2002-2003	48	23	48	25	52	177	50	28	127	72	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2003-2004	51	15	29	36	71	147	47	32	100	68	83	16	19	67	81					
Nunavut⁷																				
1999-2000
2000-2001	28	8	29	20	71	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2001-2002	4	1	25	3	75	25	15	60	10	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2002-2003	5	3	60	2	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2003-2004	1	0	0	1	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total																				
1999-2000
2000-2001
2001-2002
2002-2003
2003-2004

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas celles qui sont refusées à la présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
4. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ».
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes rejetées en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.
6. Le total des demandes rejetées indiqué pour le Yukon en 1999-2000 n'est pas comparable à celui des autres années à cause de différences entre les procédures de dénombrement.
7. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 19
Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars¹

Province ou territoire et année	Total					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²				
	Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1999-2000	78	42	54	36	46	42	42	100	0	0	36	0	0	36	100
2000-2001	111	46	41	65	59	111	46	41	65	59	0	0	0	0	0
2001-2002	119	43	36	76	64	119	43	36	76	64	0	0	0	0	0
2002-2003	119	43	36	76	64	119	43	36	76	64	0	0	0	0	0
2003-2004	78	42	54	36	46	78	42	54	36	46	0	0	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard															
1999-2000	7	4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	3	100
2000-2001	7	4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	3	100
2001-2002	7	4	57	3	43	4	4	100	0	0	3	0	0	3	100
2002-2003	9	5	56	4	44	5	5	100	0	0	4	0	0	4	100
2003-2004	8	4	50	4	50	8	4	50	4	50	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse															
1999-2000	121	67	55	54	45	65	65	100	0	0	56	2	4	54	96
2000-2001	125	67	54	58	46	65	65	100	0	0	60	2	3	58	97
2001-2002	123	66	54	57	46	113	64	57	49	43	10	2	20	8	80
2002-2003	127	66	52	61	48	117	64	55	53	45	10	2	20	8	80
2003-2004	132	71	54	61	46	122	69	57	53	43	10	2	20	8	80
Nouveau-Brunswick															
1999-2000	38	9	24	29	76	8	8	100	0	0	30	1	3	29	97
2000-2001	41	10	24	31	76	8	8	100	0	0	33	2	6	31	94
2001-2002	29	10	34	19	66	9	9	100	0	0	20	1	5	19	95
2002-2003	29	11	38	18	62	10	10	100	0	0	19	1	5	18	95
2003-2004	32	15	47	17	53	14	14	100	0	0	18	1	6	17	94
Québec															
1999-2000	785	337	43	448	57	331	310	94	21	6	454	27	6	427	94
2000-2001	836	347	42	489	58	354	319	90	35	10	483	29	6	454	94
2001-2002	826	345	42	481	58	352	318	90	34	10	475	28	6	447	94
2002-2003	854 [†]	356	42	498	58	363	326	90	37	10	491 [†]	30	6	461	94
2003-2004	839	347	41	492	59	350	316	90	34	10	488	30	6	458	94
Ontario															
1999-2000	1 045	326	31	719	69	359	238	66	121	34	686	88	13	598	87
2000-2001	1 135	349	31	786	69	369	252	68	117	32	766	97	13	669	87
2001-2002	1 136	354	31	782	69	540	234	43	306	57	596	120	20	476	80
2002-2003	1 244	392	32	852	68	620	274	44	346	56	624	118	19	506	81
2003-2004	1 272	401	32	871	68	597	269	45	328	55	675	132	20	543	80
Manitoba															
1999-2000	142	53	37	89	63	68	45	66	23	34	74	8	11	66	89
2000-2001	141	51	36	90	64	70	47	67	23	33	71	4	6	67	94
2001-2002	134	55	41	79	59	97	50	52	47	48	37	5	14	32	86
2002-2003	147	56	38	91	62	111	51	46	60	54	36	5	14	31	86
2003-2004	151	57	38	94	62	115	52	45	63	55	36	5	14	31	86
Saskatchewan															
1999-2000	130	62	48	68	52	80	61	76	19	24	50	1	2	49	98
2000-2001	135	65	48	70	52	84	64	76	20	24	51	1	2	50	98
2001-2002	136	69	51	67	49	83	68	82	15	18	53	1	2	52	98
2002-2003	139	72	52	67	48	87	71	82	16	18	52	1	2	51	98
2003-2004	140	70	50	70	50	85	69	81	16	19	55	1	2	54	98
Alberta³															
1999-2000	136	28	21	108	79	25	25	100	...	...	111	3	3	108	97
2000-2001	132	28	21	104	79	25	25	100	...	...	107	3	3	104	97
2001-2002	201	59	29	142	71	60	56	93	4	7	141	3	2	138	98
2002-2003	216	58	27	158	73	62	55	89	7	11	154	3	2	151	98
2003-2004	209	64	31	145	69	71	61	86	10	14	138	3	2	135	98
Colombie-Britannique															
1999-2000	315	73	23	242	77	96	66	69	30	31	219	7	3	212	97
2000-2001	325	81	25	244	75	97	69	71	28	29	228	12	5	216	95
2001-2002	326	71	22	255	78	86	59	69	27	31	240	12	5	228	95
2002-2003	148	25	17	123	83	54	17	31	37	69	94	8	9	86	91
2003-2004	179	31	17	148	83	84	22	26	62	74	95	9	9	86	91

Tableau 19
Effectif des régimes d'aide juridique au 31 mars¹ – fin

Province ou territoire et année	Total					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²								
	Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Territoire du Yukon																			
1999-2000	8		4	50	4	50	5		3	60	2	40	3		1	33	2	67	
2000-2001	10		5	50	5	50	6		4	67	2	33	4		1	25	3	75	
2001-2002	12		6	50	6	50	5		5	100	0	0	7		1	14	6	86	
2002-2003	11		6	55	5	45	11		6	55	5	45	0		0	0	0	0	
2003-2004	12		7	58	5	42	12		7	58	5	42	0		0	0	0	0	
Territoires du Nord-Ouest⁴																			
1999-2000	45		9	20	36	80	32		9	28	23	72	13		0	0	13	100	
2000-2001	24 ^r		5 ^r	21 ^r	19	79	19		5	26	14	74	6		1	17	5	83	
2001-2002	25		5	20	20	80	20		5	25	15	75	5		0	0	5	100	
2002-2003	26		6	23	20	77	16		5	31	11	69	10		1	10	9	90	
2003-2004	25		7	28	18	72	16		6	38	10	63	9		1	11	8	89	
Nunavut⁴																			
1999-2000	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...	..		..	...	..	...
2000-2001	32		17	53	15	47	18		7	39	11	61	14		10	71	4	29	
2001-2002	46		21	46	25	54	23		8	35	15	65	23		13	57	10	43	
2002-2003	35		9	26	26	74	33		9	27	24	73	2		0	0	2	100	
2003-2004	28		7	25	21	75	28		7	25	21	75	0		0	0	0	0	
Total																			
1999-2000	2 850		1 014	36	1 836	64	1 115		876	79	239	21	1 735		138	8	1 597	92	
2000-2001	3 054 ^r		1 075 ^r	35	1 979	65	1 230		915	74	315	26	1 826		162	9	1 664	91	
2001-2002	3 120		1 108	36	2 012	64	1 511		923	61	588	39	1 610		186	12	1 424	88	
2002-2003	3 104 ^r		1 105	36	1 999	64	1 608		936	58	672	42	1 496 ^r		169	11	1 327	89	
2003-2004	3 105		1 123	36	1 982	64	1 580		938	59	642	41	1 524		184	12	1 340	88	

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La catégorie « Autres employés » comprend, entre autres, les comptables, les bibliothécaires et le personnel de bureau.

3. Les chiffres de l'effectif en Alberta pour 2001-2002 comprennent le personnel embauché pour le Family Law Office Pilot Project.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés et de pratique privée

Province ou territoire et année	Total ¹	Avocats de pratique privée		Avocats salariés des régimes d'aide juridique ²	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
1999-2000	..	..	...	42	...
2000-2001	64	18	28	46	72
2001-2002	61	18	30	43	70
2002-2003	48	5	10	43	90
2003-2004	42	0	0	42	100
Île-du-Prince-Édouard					
1999-2000	25	21	84	4	16
2000-2001	24	20	83	4	17
2001-2002	37	33	89	4	11
2002-2003	32	27	84	5	16
2003-2004	34	30	88	4	12
Nouvelle-Écosse					
1999-2000	345	278	81	67	19
2000-2001	327	260	80	67	20
2001-2002	310	244	79	66	21
2002-2003	296	230	78	66	22
2003-2004	294	223	76	71	24
Nouveau-Brunswick					
1999-2000	229	220	96	9	4
2000-2001	218	208	95	10	5
2001-2002	205	195	95	10	5
2002-2003	199	188	94	11	6
2003-2004	195	180	92	15	8
Québec					
1999-2000	3 351	3 014	90	337	10
2000-2001	3 270	2 923	89	347	11
2001-2002	3 157	2 812	89	345	11
2002-2003	2 900	2 544	88	356	12
2003-2004	2 751	2 404	87	347	13
Ontario³					
1999-2000	5 101	4 775	94	326	6
2000-2001	4 960	4 611	93	349	7
2001-2002	4 742	4 388	93	354	7
2002-2003	4 851	4 459	92	392	8
2003-2004	6 483	6 082	94	401	6
Manitoba					
1999-2000	490	437	89	53	11
2000-2001	459	408	89	51	11
2001-2002	431	376	87	55	13
2002-2003	414	358	86	56	14
2003-2004	373	316	85	57	15
Saskatchewan					
1999-2000	293	231	79	62	21
2000-2001	249	184	74	65	26
2001-2002	250	181	72	69	28
2002-2003	237	165	70	72	30
2003-2004	213	143	67	70	33
Alberta					
1999-2000	1 167	1 139	98	28	2
2000-2001	1 378	1 350	98	28	2
2001-2002	1 470	1 411	96	59	4
2002-2003	1 206	1 148	95	58	5
2003-2004	1 394	1 330	95	64	5

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés et de pratique privée – fin

Province ou territoire et année	Total ¹		Avocats de pratique privée		Avocats salariés des régimes d'aide juridique ²	
	n ^{bre}	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Colombie-Britannique						
1999-2000	1 593	1 520	95		73	5
2000-2001	1 450	1 369	94		81	6
2001-2002	1 334	1 263	95		71	5
2002-2003	1 103	1 078	98		25	2
2003-2004	1 058	1 027	97		31	3
Territoire du Yukon						
1999-2000	16	12	75		4	25
2000-2001	13	8	62		5	38
2001-2002	19	13	68		6	32
2002-2003	20	14	70		6	30
2003-2004	14	7	50		7	50
Territoires du Nord-Ouest⁴						
1999-2000	52	43	83		9	17
2000-2001	43	38	88		5	12
2001-2002	35	30	86		5	14
2002-2003	30	24	80		6	20
2003-2004	26	19	73		7	27
Nunavut⁴						
1999-2000	..	..	...		..	...
2000-2001	27	10	37		17	63
2001-2002	34	13	38		21	62
2002-2003	23	14	61		9	39
2003-2004	22	15	68		7	32
Total						
1999-2000	..	..	...		1 014	...
2000-2001	12 482	11 407	91		1 075	9
2001-2002	12 085	10 977	91		1 108	9
2002-2003	11 359	10 254	90		1 105	10
2003-2004	12 899	11 776	91		1 123	9

1. Le total représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique.

2. Il s'agit des chiffres au 31 mars.

3. En Ontario, avant 2002-2003, le nombre d'avocats de pratique privée ne tenait pas compte des avocats nommés d'office recevant une indemnité journalière, ce qu'il fait à partir de 2002-2003 et ce qui explique l'accroissement du nombre d'avocats de pratique privée indiqué en 2003-2004.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire^{1,2,3}

Province ou territoire et année	Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador						
1999-2000	11 307	11 307	100	...	...	...
2000-2001	13 322	13 322	100	...	...	...
2001-2002	13 264	13 264	100	...	...	...
2002-2003	14 073	14 073	100	...	...	...
2003-2004	4 929	4 929	100	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
1999-2000	.	.	...	.	.	...
2000-2001	.	.	...	.	.	...
2001-2002	.	.	...	.	.	...
2002-2003	.	.	...	.	.	...
2003-2004	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse⁴						
1999-2000	4 518	4 507	100	11	0	0
2000-2001	4 828	4 818	100	10	0	0
2001-2002	6 891	6 881	100	10	0	0
2002-2003	6 760	6 757	100	3	0	0
2003-2004	7 849	7 848	100	1	0	0
Nouveau-Brunswick						
1999-2000	16 336	14 695	90	1 641	10	8
2000-2001	14 613	13 509	92	1 104	8	0
2001-2002	14 938	14 914	100	24	3	0
2002-2003	14 644	14 203	97	441	3	0
2003-2004	13 890	13 665	98	225	2	0
Québec						
1999-2000	.	.	...	.	.	...
2000-2001	.	.	...	.	.	...
2001-2002	.	.	...	.	.	...
2002-2003	.	.	...	.	.	...
2003-2004	.	.	...	.	.	...
Ontario⁵						
1999-2000	615 028	513 996	84	101 032	16	18
2000-2001	675 813	557 132	82	118 681	19	22
2001-2002	811 591	660 003	81	151 588	22	25
2002-2003	1 116 243	866 378	78	249 865	22	25
2003-2004	1 034 172	780 049	75	254 123	25	25
Manitoba						
1999-2000	41 993	.	...	.	.	...
2000-2001	33 716	.	...	.	.	...
2001-2002	34 533	.	...	.	.	...
2002-2003	35 181	.	...	.	.	...
2003-2004	31 520	.	...	.	.	...
Saskatchewan⁶						
1999-2000	8 602	8 354	97	248	3	4
2000-2001	10 061	9 687	96	374	3	3
2001-2002	12 636	12 230	97	406	3	3
2002-2003	13 831	13 449	97	382	3	3
2003-2004	14 145	13 746	97	399	3	3
Alberta⁷						
1999-2000	61 053	60 700	99	353	1	1
2000-2001	60 555	60 195	99	360	1	1
2001-2002	61 060	60 283	99	777	1	1
2002-2003	60 910	60 476	99	434	1	1
2003-2004	73 075	72 509	99	566	1	1

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire^{1,2,3} – fin

Province ou territoire et année	Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	
Colombie-Britannique						
1999-2000	60 361	..	...	..	...
2000-2001	49 872	..	...	..	...
2001-2002	58 311	..	...	..	...
2002-2003	60 340	..	...	..	...
2003-2004	68 593	62 495	91	6 098	9	
Territoire du Yukon						
1999-2000	601	600	100	1	0	
2000-2001	529	528	100	1	0	
2001-2002	1 064	1 064	100	0	0	
2002-2003	1 399	1 333	95	66	5	
2003-2004	1 589	1 478	93	111	7	
Territoires du Nord-Ouest⁸						
1999-2000	..	..	...	..	...
2000-2001	..	..	...	..	...
2001-2002	..	..	...	..	...
2002-2003	3 238	3 238	100	..	...
2003-2004	2 660	2 660	100	..	...
Nunavut^{8,9}						
1999-2000	..	..	...	..	...
2000-2001	..	..	...	..	...
2001-2002	..	..	...	..	...
2002-2003	1 954^r	1 954 ^r	100	0	0	
2003-2004	5 323	5 323	100	0	0	
Total						
1999-2000	819 799	.	...	.	...
2000-2001	863 309	.	...	.	...
2001-2002	1 014 288	.	...	.	...
2002-2003	1 328 573^r	.	...	.	...
2003-2004	1 257 745	.	...	.	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.

3. Les données représentent le nombre de fois que des avocats nommés d'office ont assuré des services.

4. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.

5. En 2002-2003, l'Ontario a commencé à déclarer les services d'avocats nommés d'office selon l'unité de service plutôt que le nombre de personnes aidées. Ce changement a contribué à l'augmentation des services d'avocats nommés d'office.

6. Depuis 2001-2002, la Saskatchewan Legal Aid Commission a mis en œuvre un projet d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde, ce qui explique l'accroissement des services des avocats nommés d'office signalés en 2001-2002.

7. En Alberta, avant 2003-2004, les chiffres relatifs aux services des avocats nommés d'office dans les affaires criminelles incluaient les infractions à des lois provinciales. Les infractions provinciales sont exclues pour 2003-2004. À compter de 2003-2004, les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004.

8. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

9. Le Nunavut a une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. En 2003-2004, le Nunavut a commencé à déclarer les chiffres des services assurés par les avocats nommés d'office selon le nombre d'unités de services fournies aux clients présumés admissibles à l'aide juridique. Les chiffres pour 2002-2003, qui étaient fondés sur le nombre de circuits uniques, ont été révisés pour tenir compte de ce changement à la méthode de déclaration.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 22
Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile^{1,2,3}

Province ou territoire et année	Total n ^{bre}	Affaires criminelles					Affaires civiles						
		Total		Adultes		Jeunes		Total		Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador													
1999-2000	11 307	11 307	10 102	89	1 205	11	...	...	...	...	...	...
2000-2001	13 322	13 322	11 895	89	1 427	11	...	...	...	...	...	...
2001-2002	13 264	13 264	11 621	88	1 643	12	...	...	...	...	...	...
2002-2003	14 073	14 073	11 061	79	3 012	21	...	...	...	...	...	...
2003-2004	4 929	4 929	3 984	81	945	19	...	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard													
1999-2000	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2000-2001	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2001-2002	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2002-2003	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2003-2004	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse⁴													
1999-2000	4 518	4 507	4 041	90	466	10	11	10	91	1	9		
2000-2001	4 828	4 818	4 328	90	490	10	10	7	70	3	30		
2001-2002	6 891	6 881	6 032	88	849	12	10	8	80	2	20		
2002-2003	6 760	6 757	6 025	89	732	11	3	3	100	0	0		
2003-2004	7 849	7 848	6 946	89	902	11	1	1	100	0	0		
Nouveau-Brunswick													
1999-2000	16 336	14 695	11 987	82	2 708	18	1 641	1 641	100	0	0		
2000-2001	14 613	13 509	11 078	82	2 431	18	1 104	1 091	99	13	1		
2001-2002	14 938	14 914	12 387	83	2 527	17	24	0	0	24	100		
2002-2003	14 644	14 203	11 948	84	2 255	16	441	441	100	0	0		
2003-2004	13 890	13 665	11 684	86	1 981	14	225	21	9	204	91		
Québec													
1999-2000	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2000-2001	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2001-2002	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2002-2003	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2003-2004	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
Ontario⁵													
1999-2000	615 028	513 996	..	...	..	...	101 032	..	...	..	...
2000-2001	675 813	557 132	..	...	..	...	118 681	..	...	..	...
2001-2002	811 591	660 003	380 724	58	279 279	42	151 588	108 231	71	43 357	29		
2002-2003	1 116 243	866 378	736 773	85	129 605	15	249 865	140 589	56	109 276	44		
2003-2004	1 034 172	780 049	665 547	85	114 502	15	254 123	125 109	49	129 014	51		
Manitoba													
1999-2000	41 993	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2000-2001	33 716	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2001-2002	34 533	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2002-2003	35 181	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
2003-2004	31 520	.	.	...	.	...	.	.	...	.	.	...
Saskatchewan⁶													
1999-2000	8 602	8 354	6 570	79	1 784	21	248	7	3	241	97		
2000-2001	10 061	9 687	7 521	78	2 166	22	374	13	3	361	97		
2001-2002	12 636	12 230	10 022	82	2 208	18	406	8	2	398	98		
2002-2003	13 831	13 449	11 431	85	2 018	15	382	7	2	375	98		
2003-2004	14 145	13 746	11 716	85	2 030	15	399	3	1	396	99		
Alberta⁷													
1999-2000	61 053	60 700	47 228	78	13 472	22	353	0	0	353	100		
2000-2001	60 555	60 195	46 620	77	13 575	23	360	0	0	..	...
2001-2002	61 060	60 283	46 014	76	14 269	24	777	0	0	777	100		
2002-2003	60 910	60 476	47 507	79	12 969	21	434	0	0	434	100		
2003-2004	73 075	72 509	61 142	84	11 367	16	566	409	72	157	28		
Colombie-Britannique													
1999-2000	60 361	..	..	...	..	...	..	..	...	..	..	...
2000-2001	49 872	..	..	...	..	...	..	..	...	..	..	...
2001-2002	58 311	..	..	...	..	...	..	..	...	..	..	...
2002-2003	60 340	..	..	...	..	...	..	..	...	..	..	...
2003-2004	68 593	62 495	60 331	97	2 164	3	6 098	6 098	100	0	0		

Tableau 22
Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile^{1,2,3} – fin

Province ou territoire et année	Total n ^{bre}	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		Total	Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
		n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Territoire du Yukon											
1999-2000	601	600	476	79	124	21	1	0	0	1	100
2000-2001	529	528	437	83	91	17	1	0	0	1	100
2001-2002	1 064	1 064	957	90	107	10	0	0	0	0	0
2002-2003	1 399	1 333	1 132	85	201	15	66	66	100	0	0
2003-2004	1 589	1 478	1 368	93	110	7	111	100	90	11	10
Territoires du Nord-Ouest⁸											
1999-2000	..	..	.	...	.	...	...	...	...	...	...
2000-2001	..	..	.	...	.	...	...	...	...	...	...
2001-2002	..	..	.	...	.	...	...	...	...	...	...
2002-2003	3 238	3 238	.	...	.	...	...	...	...	...	...
2003-2004	2 660	2 660	.	...	.	...	...	...	...	...	...
Nunavut^{8,9}											
1999-2000	..	..	..	...	..	...	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	...	..	...	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	...	..	...	..	..	..	..	..
2002-2003	1 954 ^r	1 954 ^r	1 493 ^r	76 ^r	461 ^r	24 ^r	0	0	0	0	0
2003-2004	5 323	5 323	4 353	82	970	18	0	0	0	0	0
Total											
1999-2000	819 799	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2000-2001	863 309	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2001-2002	1 014 288	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2002-2003	1 328 573 ^r	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	1 257 745	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.
3. Les données représentent le nombre de fois que des avocats nommés d'office ont assuré des services.
4. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.
5. En 2002-2003, l'Ontario a commencé à déclarer les services d'avocats nommés d'office selon l'unité de service plutôt que le nombre de personnes aidées. Ce changement a contribué à l'augmentation des services d'avocats nommés d'office.
6. Depuis 2001-2002, la Saskatchewan Legal Aid Commission a mis en œuvre un projet d'avocats nommés d'office pour les adultes sous garde, ce qui explique l'accroissement des services des avocats nommés d'office signalés en 2001-2002.
7. En Alberta, avant 2003-2004, les chiffres relatifs aux services des avocats nommés d'office dans les affaires criminelles incluaient les infractions à des lois provinciales. Les infractions provinciales sont exclues pour 2003-2004. À compter de 2003-2004, les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004.
8. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.
9. Le Nunavut a une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. En 2003-2004, le Nunavut a commencé à déclarer les chiffres des services assurés par les avocats nommés d'office selon le nombre d'unités de services fournies aux clients présumés admissibles à l'aide juridique. Les chiffres pour 2002-2003, qui étaient fondés sur le nombre de circuits uniques, ont été révisés pour tenir compte de ce changement à la méthode de déclaration.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 23
Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles^{1,2}

Province ou territoire et année	Total des demandes					Demandes approuvées					Demandes rejetés				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
1999-2000	48	39	81	9	19	22	22	100	0	0	26	17	65	9	35
2000-2001	46	37	80	9	20	24	18	75	6	25	22	19	86	3	14
2001-2002	70	61	87	9	13	28	25	89	3	11	42	36	86	6	14
2002-2003	66	46	70	20	30	35	24	69	11	31	31	22	71	9	29
2003-2004	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	6	4	67	2	33	4	2	50	2	50	2	2	100	0	0
2003-2004	13	10	77	3	23	13	10	77	3	23	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
1999-2000	175	57	33	118	67	125	49	39	76	61	50	8	16	42	84
2000-2001	103	61	59	42	41	77	48	62	29	38	26	13	50	13	50
2001-2002	88	61	69	27	31	70	52	74	18	26	18	9	50	9	50
2002-2003	88	62	70	26	30	74	54	73	20	27	14	8	57	6	43
2003-2004	62	61	98	1	2	53	53	100	0	0	9	8	89	1	11
Nouveau-Brunswick															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2002-2003	16	8	50	8	50	8	3	38	5	63	8	5	63	3	38
2003-2004	31	28	90	3	10	15	15	100	0	0	16	13	81	3	19
Québec															
1999-2000	1 201	521	43	680	57	820	357	44	463	56	381	164	43	217	57
2000-2001	1 161	518	45	643	55	771	363	47	408	53	390	155	40	235	60
2001-2002	1 105	510	46	595	54	707	319	45	388	55	398	191	48	207	52
2002-2003	1 324	677	51	647	49	790	386	49	404	51	534	291	54	243	46
2003-2004	1 222	532	44	690	56	732	311	42	421	58	490	221	45	269	55
Ontario															
1999-2000	5 035	2 905	58	2 130	42	3 995	2 305	58	1 690	42	1 040	600	58	440	42
2000-2001	4 740	..	..	..	..	4 084	..	..	..	..	656	..	..	..	..
2001-2002	1 249	557	45	692	55	1 249	557	45	692	55	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	1 051	465	44	586	56	..	..	..	..	..
2003-2004	1 157	..	..	..	..	1 157	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba															
1999-2000	..	..	..	..	..	141	111	79	30	21	..	..	..	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	156	112	72	44	28	..	..	..	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	123	90	73	33	27	..	..	..	..	..
2002-2003	..	..	..	..	..	112	80	71	32	29	..	..	..	..	..
2003-2004	..	..	..	..	..	98	80	82	18	18	..	..	..	..	..
Saskatchewan															
1999-2000	51	51	100	0	0	47	47	100	0	0	4	4	100	0	0
2000-2001	44	44	100	0	0	39	39	100	0	0	5	5	100	0	0
2001-2002	33	33	100	0	0	30	30	100	0	0	3	3	100	0	0
2002-2003	39	39	100	0	0	34	34	100	0	0	5	5	100	0	0
2003-2004	41	41	100	0	0	34	34	100	0	0	7	7	100	0	0
Alberta															
1999-2000	971	606	62	365	38	530	325	61	205	39	441	281	64	160	36
2000-2001	1 083	662	61	421	39	499	311	62	188	38	584	351	60	233	40
2001-2002	940	628	67	312	33	426	281	66	145	34	514	347	68	167	32
2002-2003	862	545	63	317	37	378	244	65	134	35	484	301	62	183	38
2003-2004	726	523	72	203	28	368	204	55	164	45	358	319	89	39	11
Colombie-Britannique³															
1999-2000	2 640	880	33	1 760	67	1 570	425	27	1 145	73	1 070	455	43	615	57
2000-2001	2 224	855	38	1 369	62	1 234	398	32	836	68	990	457	46	533	54
2001-2002	1 731	666	38	1 065	62	886	293	33	593	67	845	373	44	472	56
2002-2003	1 485	590	40	895	60	828	229	28	599	72	657	361	55	296	45
2003-2004	1 425	604	42	821	58	760	231	30	529	70	665	373	56	292	44

Tableau 23
Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées, relativement à des appels, affaires criminelles et civiles^{1,2} – fin

Province ou territoire et année	Total des demandes					Demandes approuvées					Demandes rejetées							
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%	n ^{bre}	%
Territoire du Yukon																		
1999-2000	21		20	95	1	5	20	19	95	1	5	1	1	100	0	0		
2000-2001	7		7	100	0	0	6	6	100	0	0	1	1	100	0	0		
2001-2002	8		8	100	0	0	6	6	100	0	0	2	2	100	0	0		
2002-2003	11		11	100	0	0	7	7	100	0	0	4	4	100	0	0		
2003-2004	11		8	73	3	27	11	8	73	3	27	0	0	0	0	0		
Territoires du Nord-Ouest⁴																		
1999-2000	47		47	100	0	0	29	29	100	0	0	18	18	100	0	0		
2000-2001	43		43	100	0	0	24	24	100	0	0	19	19	100	0	0		
2001-2002	44		44	100	0	0	23	23	100	0	0	21	21	100	0	0		
2002-2003	..		..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	..		..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nunavut⁴																		
1999-2000	..		..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2000-2001	10		10	100	0	0	10	10	100	0	0	0	0	0	0	0		
2001-2002	7		7	100	0	0	7	7	100	0	0	0	0	0	0	0		
2002-2003	7		7	100	0	0	6	6	100	0	0	1	1	100	0	0		
2003-2004	15		15	100	0	0	13	13	100	0	0	2	2	100	0	0		
Total																		
1999-2000	.		.	...	.	...	7 299	3 689	51	3 610	49	.	.	...	.	...
2000-2001	.		.	...	.	...	6 924	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2001-2002	.		.	...	.	...	3 555	1 683	47	1 872	53	.	.	...	.	...
2002-2003	.		.	...	.	...	3 327	1 534	46	1 793	54	.	.	...	.	...
2003-2004	.		.	...	.	...	3 254	..	...	..	...	.	.	...	.	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

3. Le chiffre des rejets d'affaires civiles pour la Colombie-Britannique comprend les cas dans lesquels des services sommaires ont été assurés.

4. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 24
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité¹

(Destinataire)	(Expéditeur)														
	Total	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n ^{bre}														
Terre-Neuve-et-Labrador															
1999-2000	30	...	0	4	0	1	15	1	0	4	5	0	0	..	0
2000-2001	21	...	0	7	0	1	8	0	0	4	1	0	0	0	0
2001-2002	47	...	2	11	1	2	13	4	0	8	4	1	1	0	0
2002-2003	19	...	0	5	1	1	7	0	0	5	0	0	0	0	0
2003-2004	20	...	0	4	0	2	10	1	0	2	1	0	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard															
1999-2000	3	0	...	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	..	0
2000-2001	9	1	...	1	0	2	3	0	0	2	0	0	0	0	0
2001-2002	6	1	...	2	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0
2002-2003	8	1	...	4	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0
2003-2004	9	3	...	2	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse															
1999-2000	67	4	0	...	3	4	32	3	1	10	9	0	1	..	0
2000-2001	77	12	2	...	4	8	29	1	3	4	14	0	0	0	0
2001-2002	75	5	2	...	5	4	27	4	4	13	9	1	1	0	0
2002-2003	66	9	0	...	9	7	25	1	0	9	4	1	1	0	0
2003-2004	74	3	3	...	10	8	29	4	1	10	6	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick															
1999-2000	34	1	0	2	...	15	9	0	0	6	0	0	1	..	0
2000-2001	35	0	0	12	...	13	5	1	0	3	1	0	0	0	0
2001-2002	48	1	0	15	...	14	10	0	0	5	3	0	0	0	0
2002-2003	45	1	0	13	...	18	4	0	0	6	2	0	1	0	0
2003-2004	44	1	0	9	...	22	10	0	0	2	0	0	0	0	0
Québec															
1999-2000	154	3	0	11	6	...	103	2	2	6	21	0	0	..	0
2000-2001	178	2	1	13	3	...	122	4	1	6	26	0	0	0	0
2001-2002	174	2	0	4	11	...	112	5	2	11	27	0	0	0	0
2002-2003	155	6	1	1	9	...	124	2	0	7	5	0	0	0	0
2003-2004	173	5	0	8	18	...	122	0	0	9	9	0	0	2	0
Ontario															
1999-2000	294	15	0	21	5	87	...	34	16	46	68	0	2	..	0
2000-2001	332	9	1	24	5	88	...	29	15	61	82	0	3	0	15
2001-2002	345	20	0	43	9	86	...	34	10	43	66	3	0	0	31
2002-2003	319	11	4	31	7	97	...	38	8	48	29	1	0	1	44
2003-2004	225	11	2	20	4	66	...	16	2	41	26	3	3	1	30
Manitoba															
1999-2000	37	0	0	1	1	0	6	...	7	11	10	0	0	..	1
2000-2001	113	2	0	1	0	3	20	...	30	21	33	0	1	0	2
2001-2002	111	1	0	2	0	2	20	...	23	31	30	0	0	0	2
2002-2003	81	0	1	1	0	2	15	...	18	28	11	0	1	2	2
2003-2004	91	1	0	3	2	4	21	...	26	22	9	0	2	1	0
Saskatchewan															
1999-2000	117	0	0	3	0	1	8	17	...	60	26	0	2	..	0
2000-2001	111	0	0	1	0	2	7	25	...	50	25	1	0	0	0
2001-2002	100	0	0	0	0	4	4	28	...	46	17	0	0	1	0
2002-2003	70	0	0	1	1	0	5	28	...	25	8	0	2	0	0
2003-2004	70	0	0	1	0	1	3	17	...	40	7	0	1	0	0
Alberta															
1999-2000	368	10	0	7	1	11	45	31	83	...	169	2	7	..	2
2000-2001	388	5	1	12	3	9	66	29	70	...	178	2	13	0	0
2001-2002	364	8	0	11	2	14	35	26	67	...	189	3	9	0	0
2002-2003	238	6	0	10	3	10	34	27	58	...	82	2	4	0	2
2003-2004	269	7	0	13	1	10	46	26	53	...	100	3	10	0	0

Tableau 24
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité¹ – fin

(Destinataire)	(Expéditeur)														Extérieur du Canada
	Total	T. -N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	
Province ou territoire et année	n ^{bre}														
Colombie-Britannique															
1999-2000	234	3	0	8	2	13	31	27	29	109	...	4	8	..	0
2000-2001	235	2	0	7	1	8	37	35	29	105	...	3	0	0	8
2001-2002	242	1	1	11	0	14	32	25	23	124	...	4	4	0	3
2002-2003	149	2	0	4	2	7	13	14	16	87	...	3	0	0	1
2003-2004	238	3	1	4	1	8	37	27	23	125	...	4	1	0	4
Territoire du Yukon															
1999-2000	20	0	0	0	0	0	0	0	0	6	11	...	3	..	0
2000-2001	10	0	0	0	0	0	0	0	1	1	8	...	0	0	0
2001-2002	15	0	0	0	0	1	0	1	1	3	9	...	0	0	0
2002-2003	8	0	0	0	0	0	1	0	0	2	4	...	1	0	0
2003-2004	4	0	0	0	0	0	2	0	0	2	0	...	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest ²															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-2003	6	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	...	1	0
2003-2004	14	0	0	0	0	1	0	0	2	8	1	1	...	1	0
Nunavut ²															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2002-2003	4	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	2	...	0
2003-2004	8	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	5	...	0
Total															
1999-2000	1 358	36	0	58	18	132	250	115	138	259	319	6	24	..	3
2000-2001	1 509	33	5	78	16	134	297	124	149	257	368	6	17	0	25
2001-2002	1 527	39	5	99	28	142	253	127	130	286	354	12	15	1	36
2002-2003	1 168	38	6	71	32	143	229	110	101	219	146	8	12	4	49
2003-2004	1 239	34	6	64	36	122	285	91	107	261	161	11	22	5	34

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

2. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 25
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité¹

(Expéditeur)	(Destinataire)														
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt	Extérieur du Canada
	n ^{bre}														
Terre-Neuve-et-Labrador															
1999-2000	18	...	0	0	0	1	9	1	0	4	3	0	0	..	0
2000-2001	14	...	0	4	0	2	5	0	0	2	1	0	0	0	0
2001-2002	27	...	0	5	1	0	17	0	0	4	0	0	0	0	0
2002-2003	20	...	1	5	0	2	6	0	0	5	0	1	0	0	0
2003-2004	33	...	2	4	2	6	10	1	0	7	1	0	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard															
1999-2000	0	0	...	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	..	0
2000-2001	4	0	...	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
2001-2002	4	0	...	2	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
2002-2003	6	1	...	0	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	2	0	...	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse															
1999-2000	81	7	3	...	2	11	34	2	4	7	8	0	3	..	0
2000-2001	97	10	4	...	12	10	32	2	2	16	9	0	0	0	0
2001-2002	109	13	4	...	14	4	50	2	0	11	10	0	1	0	0
2002-2003	75	6	5	...	14	0	37	0	1	9	3	0	0	0	0
2003-2004	54	13	0	...	6	4	11	0	2	12	3	0	2	1	0
Nouveau-Brunswick															
1999-2000	24	2	0	3	...	7	7	3	0	0	2	0	0	..	0
2000-2001	9	0	0	1	...	3	3	0	0	2	0	0	0	0	0
2001-2002	31	1	0	4	...	9	14	0	0	3	0	0	0	0	0
2002-2003	44	2	0	10	...	9	16	0	1	4	2	0	0	0	0
2003-2004	34	1	0	6	...	15	9	2	0	1	0	0	0	0	0
Québec															
1999-2000	187	1	0	6	15	...	129	3	2	12	17	0	2	..	0
2000-2001	179	2	4	8	12	...	124	3	3	13	10	0	0	0	0
2001-2002	167	1	2	4	12	...	113	2	3	11	18	1	0	0	0
2002-2003	183	1	1	8	18	...	128	3	0	10	12	0	2	0	0
2003-2004	176	2	0	5	24	...	115	6	3	11	8	0	2	0	0
Ontario															
1999-2000	248	17	1	27	4	91	...	33	9	33	31	0	0	..	2
2000-2001	274	19	2	28	6	107	...	20	9	37	39	0	2	1	4
2001-2002	267	19	0	23	8	106	...	25	6	38	41	0	1	0	0
2002-2003	231	3	0	23	5	120	...	20	6	29	24	1	0	0	0
2003-2004	210	12	1	9	7	90	...	26	1	31	28	2	0	2	1
Manitoba															
1999-2000	71	0	0	1	0	1	27	...	8	14	18	0	0	..	2
2000-2001	138	0	0	2	1	4	35	...	27	35	32	0	0	1	1
2001-2002	125	0	0	5	0	5	37	...	28	25	22	0	1	1	1
2002-2003	118	0	0	1	0	2	45	...	27	27	16	0	0	0	0
2003-2004	98	1	0	0	0	0	26	...	20	27	23	0	0	1	0
Saskatchewan															
1999-2000	158	1	0	1	0	2	18	34	...	78	23	0	1	..	0
2000-2001	152	0	0	1	0	1	18	35	...	67	30	0	0	0	0
2001-2002	122	0	0	4	0	2	10	23	...	62	19	1	1	0	0
2002-2003	94	1	0	0	0	0	8	19	...	51	13	1	1	0	0
2003-2004	107	1	0	2	0	0	5	26	...	51	20	1	1	0	0
Alberta															
1999-2000	354	7	2	10	7	8	70	46	66	...	125	6	7	..	0
2000-2001	375	9	1	12	3	9	51	39	70	...	170	1	10	0	0
2001-2002	344	9	4	13	6	11	53	35	56	...	141	4	12	0	0
2002-2003	281	5	1	10	8	6	61	35	39	...	111	2	3	0	0
2003-2004	302	5	0	10	0	11	57	31	57	...	123	1	6	0	1

Tableau 25
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'accord interprovincial de réciprocité¹ – fin

(Expéditeur)	(Destinataire)														Extérieur du Canada	
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.	Nt		
Province ou territoire et année	n ^{bre}															
Colombie-Britannique																
1999-2000	297	5	0	7	1	17	66	27	24	138	...	9	3	..	0	
2000-2001	386	3	0	14	1	21	96	37	35	168	...	3	4	0	4	
2001-2002	370	3	0	10	3	23	93	34	18	175	...	6	5	0	0	
2002-2003	100	1	0	3	1	6	21	11	6	48	...	2	0	0	1	
2003-2004	252	2	2	6	5	17	64	17	16	119	...	2	1	0	1	
Territoire du Yukon																
1999-2000	16	0	0	0	0	0	0	0	0	5	11	...	0	..	0	
2000-2001	14	0	0	0	0	0	1	0	1	4	6	...	2	0	0	
2001-2002	14	2	1	0	0	0	3	1	0	3	4	...	0	0	0	
2002-2003	13	0	0	2	0	0	2	0	0	3	5	...	1	0	0	
2003-2004	11	0	0	0	0	0	3	0	0	2	5	...	1	0	0	
Territoires du Nord-Ouest ²																
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
2002-2003	10	0	0	2	0	0	0	1	1	3	2	1	...	0	0	
2003-2004	19	1	0	0	0	0	4	3	1	6	1	0	...	3	0	
Nunavut ²																
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2000-2001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2001-2002	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..
2002-2003	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	...	0	
2003-2004	10	1	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	6	...	0	
Total																
1999-2000	1 454	40	6	55	29	138	360	149	113	291	238	15	16	..	4	
2000-2001	1 642	43	11	72	35	158	366	136	147	344	297	4	18	2	9	
2001-2002	1 580	48	11	70	44	160	390	122	111	333	256	12	21	1	1	
2002-2003	1 176	20	8	64	46	146	327	90	81	189	188	8	8	0	1	
2003-2004	1 308	39	5	42	44	144	308	112	100	267	212	6	19	7	3	

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

2. Bien que le Nunavut soit devenu officiellement un territoire canadien le 1er avril 1999, la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest est demeurée le fournisseur des services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin 2000.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 26
Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires¹

Province ou territoire et année	Population	Province ou territoire et année	Population
	en milliers		en milliers
Terre-Neuve-et-Labrador		Saskatchewan	
1999-2000	533,4 ^f	1999-2000	1 014,7 ^f
2000-2001	528,0 ^f	2000-2001	1 007,8 ^f
2001-2002	522,0 ^f	2001-2002	1 000,1 ^f
2002-2003	519,3 ^f	2002-2003	995,5 ^f
2003-2004	519,6	2003-2004	994,8
Île-du-Prince-Édouard		Alberta	
1999-2000	136,3 ^f	1999-2000	2 953,3 ^f
2000-2001	136,5 ^f	2000-2001	3 004,9 ^f
2001-2002	136,7 ^f	2001-2002	3 056,7 ^f
2002-2003	137,0 ^f	2002-2003	3 114,4 ^f
2003-2004	137,8	2003-2004	3 153,7
Nouvelle-Écosse		Colombie-Britannique	
1999-2000	933,8 ^f	1999-2000	4 011,3 ^f
2000-2001	933,9 ^f	2000-2001	4 039,2 ^f
2001-2002	932,4 ^f	2001-2002	4 078,4 ^f
2002-2003	934,4 ^f	2002-2003	4 115,0 ^f
2003-2004	936,0	2003-2004	4 146,6
Nouveau-Brunswick		Territoire du Yukon	
1999-2000	750,6 ^f	1999-2000	30,8 ^f
2000-2001	750,5 ^f	2000-2001	30,4 ^f
2001-2002	749,9 ^f	2001-2002	30,1 ^f
2002-2003	750,2 ^f	2002-2003	30,1 ^f
2003-2004	750,6	2003-2004	31,1
Québec		Territoires du Nord-Ouest	
1999-2000	7 323,3 ^f	1999-2000	40,7 ^f
2000-2001	7 357,0 ^f	2000-2001	40,5 ^f
2001-2002	7 397,0 ^f	2001-2002	40,8 ^f
2002-2003	7 443,5 ^f	2002-2003	41,4
2003-2004	7 487,2	2003-2004	41,9
Ontario		Nunavut	
1999-2000	11 506,4 ^f	1999-2000	26,8 ^f
2000-2001	11 685,4 ^f	2000-2001	27,5
2001-2002	11 897,6 ^f	2001-2002	28,1
2002-2003	12 096,6 ^f	2002-2003	28,7
2003-2004	12 238,3	2003-2004	29,4
Manitoba		Total	
1999-2000	1 142,5	1999-2000	30 403,9^f
2000-2001	1 147,4 ^f	2000-2001	30 689,0^f
2001-2002	1 151,3 ^f	2001-2002	31 021,3^f
2002-2003	1 155,5 ^f	2002-2003	31 361,6^f
2003-2004	1 162,8	2003-2004	31 629,7

1. Populations au 1er juillet : estimations intercensitaires définitives pour 1999 et 2000; estimations postcensitaires définitives pour 2001; estimations postcensitaires mises à jour pour 2002; et estimations postcensitaires provisoires pour 2003.

Source : Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 27
Indice des prix à la consommation (IPC), Canada, provinces et territoires

Province ou territoire et année	IPC ¹ 1992-1993 = 100	Province ou territoire et année	IPC ¹ 1992-1993 = 100
Terre-Neuve-et-Labrador		Saskatchewan	
1999-2000	110,0	1999-2000	113,7
2000-2001	113,3	2000-2001	116,7
2001-2002	114,5	2001-2002	120,3
2002-2003	117,3	2002-2003	123,7
2003-2004	120,7	2003-2004	126,5
Île-du-Prince-Édouard		Alberta	
1999-2000	107,3	1999-2000	113,4
2000-2001	111,7	2000-2001	117,4
2001-2002	114,6	2001-2002	120,1
2002-2003	117,7	2002-2003	124,2
2003-2004	121,9	2003-2004	129,7
Nouvelle-Écosse		Colombie-Britannique	
1999-2000	110,3	1999-2000	111,2
2000-2001	114,2	2000-2001	113,3
2001-2002	116,3	2001-2002	115,2
2002-2003	119,8	2002-2003	117,9
2003-2004	123,9	2003-2004	120,4
Nouveau-Brunswick		Territoire du Yukon	
1999-2000	109,2	1999-2000	112,1
2000-2001	112,8	2000-2001	114,6
2001-2002	114,7	2001-2002	116,9
2002-2003	118,6	2002-2003	117,7
2003-2004	122,6	2003-2004	119,9
Québec		Territoires du Nord-Ouest	
1999-2000	108,0	1999-2000	109,3
2000-2001	110,6	2000-2001	111,2
2001-2002	113,2	2001-2002	113,0
2002-2003	115,5	2002-2003	116,3
2003-2004	118,4	2003-2004	118,4
Ontario		Nunavut	
1999-2000	111,0	1999-2000	...
2000-2001	114,2	2000-2001	...
2001-2002	117,7	2001-2002	...
2002-2003	120,1	2002-2003	100,0
2003-2004	123,3	2003-2004	100,2
Manitoba		Total	
1999-2000	115,2	1999-2000	110,5^f
2000-2001	118,1	2000-2001	113,5^f
2001-2002	121,2	2001-2002	116,4^f
2002-2003	123,1	2002-2003	119,0^f
2003-2004	125,3	2003-2004	122,3

1. Dans les publications antérieures à 2002-2003, l'IPC moyen pour l'ensemble du Canada a servi à corriger les chiffres des provinces et des territoires. En 2002-2003, on a utilisé les IPC spécifiques à chaque province et territoire et les chiffres corrigés pour l'inflation déjà publiés ont été révisés. En 2003-2004, la même méthode a été appliquée.

Source : Statistique Canada, janvier 2004, L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001 au catalogue, Ottawa, Ministre de l'Industrie. Tableau 7, année de base 1992 = 100. Pour le Nunavut, on a utilisé l'année de base 2002 = 100.